

n° 474
JANVIER
2019
4,80 €

silence

ALTERNATIVES EN CÔTE-D'OR ET YONNE

LES ALTERNATIVES, RÉPONSES À L'EFFONDREMENT ?

MARCHER POUR LA FORÊT



écologie • alternatives • non-violence

Déprogrammer l'obsolescence

L'Autorité italienne garante de la concurrence et du marché a infligé jeudi 25 octobre 2018 une sanction de 5 millions d'euros à Samsung et de 10 millions à Apple pour "pratiques commerciales déloyales". Comment en est-on arrivé là ?

Plusieurs enquêtes sont en cours dans le monde contre *Apple* et *Samsung* autour de pratiques commerciales malhonnêtes, mais l'Italie est le premier pays qui a émis une sanction. L'autorité italienne a ouvert une enquête en janvier 2018 à la suite des plaintes de consommateurs et de consommatrices. *Samsung* et *Apple* proposaient de manière insistante d'installer des mises à jour sur certains téléphones, qui créaient

des dysfonctionnements, sans informer sur ces risques. En Italie, c'est l'Autorité garante de la concurrence qui est compétente, et le rendu de décision est plus rapide qu'en France, où cette plainte relève du droit pénal. Cette sanction est une très bonne nouvelle, et, à l'avenir, le public devra être averti de telles pratiques de ralentissement du téléphone, qui bloquent finalement l'usage, sous peine de sanctions.

Est-ce que ce schéma pourrait se passer en France ?

Quelles sont les principales campagnes autour des imprimantes ?

En septembre 2017, l'association HOP (Halte à l'obsolescence programmée) a porté plainte pour délit d'obsolescence programmée et tromperie contre X concernant les imprimantes à jet d'encre et les cartouches d'imprimantes des 4 leaders du marché (*Epson*, *HP*, *Canon*, *Brother*), en se concentrant sur le cas *Epson*, suite à la publication d'un rapport d'enquête inédit de l'association. En décembre 2017, elle a porté plainte contre *Apple* sur l'obsolescence de ses modèles

d'iPhone 6, 6s, SE et 7. Le résultat des enquêtes est plus long en France, où il faut prouver la réalité de l'obsolescence programmée devant une juridiction pénale. Ces procédures judiciaires ont beaucoup fait parler d'elles et elles ont mobilisé du monde. À chaque fois, nous avons fait des appels à témoignages, et pour ce qui est de la plainte contre *Apple*, en juillet 2018, l'association avait déjà recueilli 14 000 témoignages !

Quels sont les moyens aujourd'hui pour lutter contre l'obsolescence programmée ?

En France, HOP, créée en 2015, est la principale association de lutte contre l'obsolescence programmée. Elle travaille à la fois sur la sensibilisation du grand public et sur l'engagement des décideurs publics et privés, pour faire en sorte que les produits durent plus longtemps et soient davantage réparables. Les campagnes sont nombreuses, et, à côté des plaintes déposées, HOP collabore à l'élaboration de la future loi "économie circulaire". L'association fait de nombreuses propositions pour faire valoir les intérêts des consommatrices et travaille aujourd'hui à un indice de durabilité.

Sur l'aspect sensibilisation et information du public, HOP a été à l'initiative de plusieurs enquêtes. L'une sur les

imprimantes, et l'autre sur les collants. La sensibilisation et l'information sont une part importante de la mobilisation. Concrètement, le 1^{er} décembre 2018 à Paris par exemple, l'association a animé un marché de Noël durable, avec des débats, des conférences... Tous les objets proposés étaient issus de ressourceries, produits en matériaux recyclés, ou fabriqués localement par des artisans écolos. 35 000 personnes sont aujourd'hui fédérées autour de HOP pour dénoncer l'obsolescence programmée, en influençant celles et ceux qui peuvent décider de la durée de vie des produits au moment de la conception, les entreprises et le législateur, tout en faisant naître et connaître des alternatives pour conserver les produits plus longtemps.

MARÉE NOIRE SUR LES CÔTES DU VAR



UNE ÉNORME COLONNE DE RÉFUGIÉS DU HONDURAS EN ROUTE VERS LES ÉTATS-UNIS



DÈCES DE ROBERT FAURISSON



GIGANTESQUES INCENDIES EN CALIFORNIE



■ DOSSIER ALTERNATIVES EN CÔTE-D'OR ET YONNE

05 L'école démocratique de Dijon : apprendre en toute liberté

À Dijon s'est ouverte en mai 2014 la première "école démocratique" de France. Un lieu où l'on expérimente au quotidien d'autres manières d'apprendre et d'être en relation.

08 Le quartier libre des Lentillères : une ZAD maraîchère urbaine

Depuis 2010, le dernier espace maraîcher de Dijon est occupé pour maintenir des zones maraîchères en ville. Aujourd'hui, plus de 80 personnes vivent sur 8 ha, accompagnées par une centaine de jardinières et autant de participant·es aux marchés à prix libres. Un "éco-quartier" sans béton.

12 Autour d'Avallon

Pierre-Emmanuel Weck, photographe, habite à Avallon, dans le sud de l'Yonne. Il nous présente quelques initiatives de son voisinage en photos.

14 Germinal : la coopération au service de la bio et du local

La coopérative Germinal gère quatre magasins bio dans le département de l'Yonne. Elle est aujourd'hui un exemple dans le monde coopératif du maintien des engagements sur une longue période.

16 Fruimalin rend les fruits solidaires

Depuis plus de dix ans, l'association Fruimalin met en place des actions de cueillette et de valorisation des fruits non récoltés, collectant plus de 5 tonnes par an dans l'agglomération dijonnaise.

18 Risomes, un réseau d'initiatives au sein d'un village dynamique

Depuis 2015, en seulement trois ans, à partir d'un appel lancé par deux couples nouveaux arrivants, la commune de Mâlain, à 20 km à l'ouest de Dijon, a vu se développer tout un chapelet d'initiatives écologiques et solidaires.

22 Alternatives en Côte-d'Or et Yonne

■ CHRONIQUES

25 Bonnes nouvelles de la terre : En Charente, un village fait le pari d'une gestion collective des terres

27 Un lieu à soi : À Vincennes, recréer des liens avec le monde végétal... et entre femmes

28 Chroniques terriennes : Bonnet rouge, gilet jaune et... chaussettes roses ?

33 Nucléaire, ça boum ! : Plaidoyer pour l'action !

■ BRÈVES

25 Alternatives • 27 Femmes, hommes, etc.

28 Environnement • 30 Société • 32 Politique

32 Libertés • 33 Paix et Non-violence • 34 Nucléaire

34 Santé • 35 Énergies • 35 Agriculture

36 Agenda • 36 Annonces • 50 Courrier 51 Livres

■ ARTICLES

37 L'aberration de la voiture à hydrogène en 10 arguments simples

L'argument qui milite actuellement en faveur de l'hydrogène est qu'un plein, qui se fait en quelques minutes, permet de parcourir jusqu'à 600 kilomètres. Ainsi l'Ademe soutient financièrement des initiatives, alors que les inconvénients sont nombreux et souvent problématiques. En voici dix, mais vous en trouverez peut-être d'autres !

38 Les alternatives, réponse aux risques d'effondrement ?

Silence rencontre de nombreuses initiatives dont le degré d'"alternative" et d'autonomie face aux servitudes technologiques, monétaires, politiques, varie beaucoup. Ces expériences nous permettront-elles de faire face à un possible effondrement systémique dans les années et les décennies à venir ?

41 Unifirme fête ses 40 ans

Le 6 octobre 2018 à Saint-Andéol-le-Château (Rhône), l'ambiance était à la fête sur le site du magasin Unifirme où paysans et paysannes, clientèle fidèle ou promeneuses de passage célébraient ensemble les 40 ans de ce magasin pionnier qui rassemble plusieurs exploitations agricoles pour de la vente directe.

42 Marcher pour la forêt

De mi-septembre à fin octobre 2018, les gardes forestiers de l'Office national des forêts (ONF) ont organisé quatre marches, au départ des quatre points cardinaux de France, vers Tronçais, au centre, pour dénoncer la privatisation de la gestion des forêts publiques et leur destruction.

44 Les utopies de Rutger Bregman et les nôtres

Rutger Bregman, jeune historien et journaliste hollandais, est très en vogue depuis la parution de son livre Utopies réalistes en 2017. Il n'est pas proche de Silence mais défend pourtant sans relâche des propositions qui nous intéressent.

47 L'efficacité énergétique, nécessaire mais pas suffisante

L'Agence internationale de l'énergie a publié le 19 octobre 2018 un document de prospective sur le potentiel de l'efficacité énergétique. Elle conclut que même avec un doublement de l'activité économique d'ici 2040, la hausse de la consommation énergétique pourrait être la même du fait du potentiel des améliorations tout au long de la chaîne de la consommation électrique.

48 La gratuité des transports publics, ça marche !

Après Niort en 2017, depuis le 1^{er} septembre 2018 l'ensemble du réseau des transports publics de la Communauté urbaine dunkerquoise (CUD) est gratuit.

56 Photos : La ZAD des Lentillères

Le quartier libre des Lentillères est un quartier maraîcher bigarré né en 2010 à Dijon pour revaloriser et cultiver des terres à l'abandon et menacées par un projet immobilier.

Prochain dossier
Retiens la nuit



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 28 novembre 2018.

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0920 D 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 1^{er} trimestre 2019 - **Tirage :** 4700 ex. - **Administrateurs :** Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur - **Directrice de publication :** Gaëlle Ronsin - **Comité de rédaction :** Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - **Pilotes de rubriques :** Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwenvael Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Selek, Xavier Sérédine - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Lasserpe - **Correctrices :** Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - **Photographes :** NnoMan Cadoret, École à la croisée des chemins, Anne-Sophie Cléménçon, Joel Le Gall, Terres en chemin, Benoît Vanderstick, Victor van Werkhoven - **Et pour ce n° :** Michel Bernard, Jean-Louis Gaby, Danièle Gare, Stéphen Kerckhove, Dominique Lalanne, Jocelyn Peyret, Constance Rimlinger, Coline Sauzon, Catherine Seigneret, Benoît Vandestick, François Veillerette, Francis Vergier, Anaïs Zarkou - **Couverture :** Pierre-Emmanuel Weck - **Internet :** Damien Bouveret, Maud, Xavier Sérédine - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h - **Dépositaires, stands et gestion :** Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h - **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC : CCOFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB



Le café "Chez nous et Cie" à Dijon.



À l'école démocratique de Dijon, le jeu est aussi un moment calme et intergénérationnel.



Sur un mur du Quartier des Lentillères à Dijon.



Le marché à prix libre du Quartier des Lentillères à Dijon.

ÉDITORIAL

Ces pages, les meilleures de Bourgogne !

Oui, les alternatives découvertes dans les départements de l'Yonne et de la Côte-d'Or (1) sont réjouissantes.

Le village de Mâlain mérite bien son nom, il a su faire grandir une dynamique de reprise en main du foncier agricole et de fertilisation croisée d'activités locales, professionnelles et bénévoles. Plus urbain, à Dijon, le Quartier libre des Lentillères mobilise, sur 8 hectares, des centaines de personnes de tous horizons qui y vivent, jardinent, partagent et résistent radicalement aux projets de normalisation en "écoquartier".

C'est aussi Dijon qui a vu s'implanter la première "école démocratique" en France, à partir de laquelle une trentaine d'autres se sont ouvertes. Dans l'Yonne, la coopérative *Germinal* gère 4 magasins bio et, depuis 45 ans, se remet toujours en question pour concilier croissance et préservation de l'esprit coopératif. Enfin, *Fruimalin*, malgré les difficultés, lutte contre le gâchis de tonnes de fruits non ramassés chaque année.

Quant à nous, loin du gaspillage, c'est avec cette fructueuse récolte de lieux inspirants que nous terminons le tour de France des alternatives commencé en 1998 ! De fermes agroécologiques en ateliers partagés, de béguinage en diverses communautés, de médias en écoles, de jardins solidaires en cirques engagés, de restos associatifs en artisanats recréés... Tout un foisonnement d'activités, parfois regroupées en quartiers, écolieux, hameaux ou villages. Autant de lieux qui dessinent une autre carte de France, collective et bigarrée, fragile mais résistante. Nous continuerons de notre mieux, et avec votre aide (2), à donner des nouvelles de ce pays là.

La Rédaction

(1) La Côte-d'Or (530 000 habitant-es, en hausse) connaît une forte attraction de la métropole de Dijon, qui concentre en tous cas une bonne part de la scène alternative. Au contraire, la préfecture d'Auxerre ne joue pas ce rôle dans l'Yonne, département peu peuplé (340 000 habitant-es, en faible hausse) où le réseau alternatif semble plus déconcentré.

(2) Voir en avant dernière page comment participer à la rédaction.



▲ Marion et Charlotte profitent de l'école pour explorer les potentialités du maquillage !

L'école démocratique de Dijon : apprendre en toute liberté

À Dijon s'est ouverte en mai 2014 la première "école démocratique" de France. Un lieu où l'on expérimente au quotidien d'autres manières d'apprendre et d'être en relation.

AU REZ-DE-CHAUSSÉE AVEC JARDINET d'un immeuble, dans un quartier résidentiel de Dijon. Un trampoline, des bacs de plantations d'herbes aromatiques. On entre, après avoir ôté ses chaussures, par une grande cuisine pour arriver dans une salle à l'allure de salle de jeux taille extra-large. Bienvenue à *La Croisée des chemins*, première école démocratique ouverte en France à l'initiative de Fleur Mathet-Jolly. Depuis, en seulement quatre ans, une trentaine d'autres ont ouvert partout dans le pays, qui scolarisent 700 élèves. La structure s'inspire de l'école de Summerhill créée en 1921 en Angleterre, et de celle de Sudbury Valley, aux États-Unis.

UNE PÉDAGOGIE FONDÉE SUR L'APPRENTISSAGE AUTONOME

Particularité parmi les établissements alternatifs (Steiner, Freinet ou Montessori pour les plus connus), les écoles démocratiques pratiquent l'apprentissage autonome. De 0 à 3 ans, l'enfant grandit et apprend par lui-même, intègre les codes propres à son environnement, comme le fait de tenir une fourchette ou une paire de baguettes. L'école démocratique questionne le fait qu'à partir de trois ans, une compétence doive être acquise à un âge donné. La structure respecte le rythme et l'envie d'apprentissage, remettant en cause

l'idée d'une méthode unique pour transmettre les savoirs et compétences tels que la lecture et le calcul.

Le projet associatif de l'école est basé sur l'approche centrée sur la personne développée par Carl Rogers (1) et sur la sociocratie (2). Il s'inspire entre autres de Céline Alvarez, auteure du livre *Les lois naturelles de l'enfant*, qui pense qu'"on est fait pour apprendre, et on le fait en permanence" et que la motivation endogène de l'enfant en fait un être "curieux, motivé et enthousiaste". La curiosité innée de l'enfant va le pousser à vouloir découvrir et mieux comprendre son environnement, donc à apprendre.

Ici, les droits des enfants sont respectés au même titre que ceux des adultes, et ce sont les mêmes. Contrairement à la règle qui veut que les enfants soient soumis à la domination des adultes, ils et elles peuvent exprimer leur accord ou leur désaccord, et apprennent à le faire. Ils régissent le lieu où ils passent leur journée, au même titre que toutes les autres personnes qui y interviennent, et le cadre est établi ensemble. L'enfant organise le déroulement de sa journée, les adultes présentes, "facilitateurs d'apprentissage" selon une méthode revendiquée comme socratique, n'imposant aucune activité pédagogique, aucun programme.

Le but de ce type d'école est de créer un contexte favorisant le bien-être de l'enfant afin qu'il puisse acquérir les qualités nécessaires pour devenir un-e

(1) L'approche centrée sur la personne stipule que chaque individu dispose des ressources (internes) nécessaires pour développer son plein potentiel, pourvu qu'il soit placé dans un environnement favorable.

(2) La sociocratie est un mode d'organisation sociale en autogestion permettant une prise de décision distribuée, au consentement, qui respecte l'équivalence entre toutes.



École à la Croisée des chemins

▲ En ce matin de février, le temps est au dessin.

adulte confiant-e, autonome, bien dans sa peau. L'être est privilégié, par rapport à la performance académique. Les tarifs de scolarisation varient en fonction du quotient familial, et un fonds de solidarité accorde des bourses. Il est également possible de recevoir une aide du Conseil départemental.

PLUTÔT QU'ENSEIGNER, FACILITER L'APPRENTISSAGE

La Croisée des chemins a ouvert en mai 2014 avec quatre enfants. Aujourd'hui, vingt élèves apprennent selon leurs envies, avec l'appui des facilitateurs d'apprentissage. Depuis la rentrée 2018, l'équipe pédagogique est composée de deux salariées, deux jeunes en service civique et deux bénévoles. Trois ou quatre personnes sont disponibles chaque jour pour être en relation, accompagner sur les besoins exprimés par l'enfant et s'occuper de l'organisation. Des portes ouvertes permettent régulièrement de visiter ce lieu particulier d'apprentissage de la vie, qui accueille des jeunes de 3 à 19 ans, soit de la maternelle au lycée. Cette année, un adolescent prépare le brevet : il peut compter sur une facilitatrice avec qui il s'est mis d'accord sur l'aide dont il a besoin, en identifiant les supports et les méthodes d'apprentissage qui lui conviennent.

Les intervenant-es viennent de partout : un tailleur de pierre, une éducatrice, un animateur nature, une assistante de direction, une ex-étudiante en médecine. Leur point commun : des questionnements sur l'école et sur l'éducation en général, et un besoin personnel de voir et créer quelque chose de différent, la volonté de dépasser certains schémas que l'on retrouve ensuite dans divers domaines comme le monde du travail. La réunion d'équipe hebdomadaire, le mercredi matin, répond à un *"besoin d'échanger sur ce que*

l'on vit à l'école". Une fois par mois, un intervenant extérieur anime une réunion de supervision d'équipe. Ces moments sont l'occasion de partager ses questionnements : comment se sent-on à l'aise, comment gère-t-on la question de l'autorité en dehors des rapports de domination habituels ? Toutes les règles de l'école mais aussi les dépenses du budget pédagogique sont décidées collectivement lors de l'assemblée hebdomadaire, avec les enfants.

Les parents sont les bienvenus pour partager leurs centres d'intérêt. Une maman japonaise est par exemple venue expliquer l'importance culturelle des sumo dans son pays, puis a organisé un atelier culinaire de préparation de sushis. Les parents sont aussi sollicités pour proposer des actions de soutien au développement de l'école et y participer, en fonction de leurs compétences.

LES ENFANTS AU CENTRE DE L'ORGANISATION

Les enfants organisent le déroulement de leur journée selon leurs envies, un grand tableau présentant le planning hebdomadaire, avec notamment les assemblées des lundis et mardis. Si rien n'est imposé, des ateliers, activités et sorties sont proposés chaque jour. Parmi les ateliers réguliers, citons le théâtre et l'atelier terre, les sorties piscine en saison.

L'arrivée se fait entre 8h45 et 9h30, horaire de début de la réunion du matin, qui permet de faire passer les annonces, de communiquer les ateliers et propositions d'activités du jour, les envies de chacun.

À 11h30, c'est l'heure de la distribution des "missions", une pour chaque élève, pour contribuer à la vie en collectivité et en bonne harmonie : préparer les tables pour déjeuner, vider le lave-vaisselle, arroser les plantes.



▲ À l'école de la Croisée des chemins, tout le monde participe à l'élaboration des repas.

Après avoir expérimenté le libre-accès aux ordinateurs et autres écrans, l'assemblée a décidé en septembre 2018 de réserver ces appareils aux activités nécessaires au projet d'apprentissage formulé par l'étudiant-e, ceci afin de prévenir les usages compulsifs. La réunion du soir débute à 16h45, après le goûter et le rangement collectif. Elle permet de faire un relevé des activités de la journée, de ce qui s'est passé

Corinne, animatrice responsable de la cuisine, est chargée de préparer et d'organiser le déjeuner pour une vingtaine de personnes, auxquelles participent un enfant dont c'est la mission, et les bonnes volontés du jour. Le repas est servi entre midi et 13h30, puis reste à disposition dans le réfrigérateur. La règle est de *"ne pas forcer à manger ni à goûter, mais une discussion est entamée pour susciter la curiosité"*, explique Ève, l'une des facilitatrices d'apprentissage et responsable de la communication de l'école.

GÉRER LES RELATIONS AUX AUTRES

L'équipe utilise les outils de la communication non-violente. Pour gérer les conflits au quotidien, elle a choisi la justice restaurative. Les Cérés, cercles restauratifs (3), sont ainsi utilisés pour réparer les relations, régler ce qui n'a pu l'être entre les personnes concernées, discuter des actes de transgression des règles.

Clarisse, 13 ans, arrivée en septembre 2016, témoigne de son vécu de l'école avant d'arriver à la Croisée des chemins : *"Je n'étais pas bien dans les écoles normales, je ne portais pas attention à ce que disaient les autres, je n'avais pas trop d'amis et n'arrivais pas à suivre les cours. Je faisais des crises d'angoisse et n'arrivais pas à gérer les interactions avec les autres élèves, car je n'ai pas les mêmes centres d'intérêt."* Cette difficulté dans les relations aux autres revient à plusieurs reprises dans les témoignages.

"Les gens sont plus gentils, c'est beaucoup plus libre par rapport à ce que tu peux faire dans les écoles normales. Si tu ne sais pas ce que tu vas faire en arrivant, tu te rends compte que tu as bien rempli ta journée. Ici, j'ai découvert des logiciels de sculpture digitale. J'ai aussi fait de la rando, créé un logo pour l'école, travaillé sur un projet pour créer une boutique de T-shirts et un autre pour faire un voyage en Irlande. Ça va beaucoup mieux depuis que je suis ici. Je ne pense pas que je pourrais supporter de retourner dans une école normale."

L'école démocratique représente l'une des multiples possibilités qui peuvent exister et cohabiter, s'inspirer les unes des autres. Il n'y a pas de raison qu'en éducation on n'ait pas le choix entre plusieurs modèles et que l'on soit cantonné à une manière d'apprendre.

Anaïs Zarkaoui ■

La Croisée des Chemins
10 Rue de la Marseillaise
21000 Dijon
09 51 84 50 67

Site de la branche française de l'Eudec (communauté européenne pour l'éducation démocratique) : www.eudec.fr

L'école de Summerhill

L'école de Summerhill, créée en 1921 en Angleterre par Alexander Sutherland Neill, est connue pour être la première école démocratique, d'inspiration libertaire, au monde. Celle de Sudbury Valley, fondée en 1968 à l'initiative de Daniel et Hanna Greenberg au Massachussets (États-Unis), accueille aujourd'hui 200 élèves. Le concept d'école démocratique a été développé en Europe par le mouvement EUDEC. Les deux principes communs à toutes ces écoles sont la liberté d'apprentissage et un fonctionnement démocratique accordant les mêmes droits aux enfants et aux adultes.

(3) Contrairement à la justice classique, dite "punitive", la justice restaurative (ou restauratrice) vise à réparer ce qui a été dégradé sur les plans relationnel et matériel. Les cercles restauratifs sont l'un des outils utilisés.



Anne-Sophie Clémence

▲ Au bord d'un vaste rond-point de Dijon, vous ne pouvez pas louper l'entrée des lieux.

Le quartier libre des Lentillères : une ZAD maraîchère urbaine

Depuis 2010, le dernier espace maraîcher de Dijon est occupé pour maintenir des zones maraîchères en ville. Aujourd'hui, plus de 80 personnes vivent sur 8 ha, accompagnées par une centaine de jardini·ères et autant de participant·es aux marchés à prix libres. Un "éco-quartier" sans béton.

L'ENTRÉE DU QUARTIER LIBRE DES Lentillères se trouve près d'un gros rond-point situé sous une voie ferrée. Un grand panneau annonce la couleur : un enfant avec une fronde, le projectile étant une carotte. Sur les murs SNCF, de très nombreux dessins d'animaux. Au sol, une mosaïque marque l'entrée. Une pancarte présente un plan des lieux. Chacun·e peut entrer et se promener à sa guise.

VISITE GUIDÉE D'ESPACES DE VIE ET DE CULTURE

Le premier terrain est celui du *Pot'Col'Le*, abréviation de "potager collectif des Lentillères". Ce terrain est le premier qui a été occupé, le 28 mars 2010, par près de 200 personnes qui ont défriché et planté dans la journée, sous une pluie battante. À l'arrière se trouve le bâtiment auto-construit le *Snack friche*, d'environ 50 m², bâti lors d'un chantier collectif en 2013, qui sert de cantine collective, de salle de réunion et de salle des fêtes. Ce bâtiment très vitré est adossé à une maison préexistante, la *Maison de Papy*, où le *Collectif végan* anime un atelier vélo.

En avançant un peu, on découvre tout un ensemble de parcelles cultivées : les *Petits Jardins*. À partir de 2012, de nouvelles personnes sont venues y implanter de petits jardins particuliers. Aujourd'hui, plusieurs dizaines de petits potagers soigneusement entretenus occupent presque toute la surface. Derrière un nouveau mur (correspondant aux anciennes bandes maraîchères du lieu), on arrive dans le *Jardin des maraîchères*. Un espace de production à grande échelle, sur un hectare, avec des serres, des légumes de pleins champs, un système d'irrigation. Sur la gauche, on trouve plusieurs espaces boisés avec différents collectifs, installés dans des caravanes, des yourtes ou des maisons autoconstruites. Au-delà, c'est encore la jungle pour d'éventuels futurs développements. Il y a plusieurs restes de maisons démolies dans cette partie envahie par la végétation. À droite des champs, dans d'anciennes bâtisses, des logements ont été réaménagés dans des maisons initialement détériorées par la mairie pour éviter les squats : le *Bougie noire* et une grange repeinte en rose, *Grange rose*, où se tiennent les fêtes, les ateliers de mécanique et une zone de gratuité. Bizarrement, il y a là un grand portail qui donne sur la rue et qui est cadenassé... alors que l'on trouve des passages dans les murs un peu partout.



▲ Zone de gratuité dans Grange Rose.

Huit hectares sur les 19 convoités pour le projet d'écoquartier de la ville sont ainsi, à nouveau, producteurs de nourriture.

GROUPES D'AFFINITÉ

Devant une belle maison autoconstruite (ossature bois, paille, terre, fenêtres de récupération), nous rencontrons Morgan et Paloma, deux des membres du collectif féministe *Les Ronces*. La maison est la salle commune, chacune des quatre femmes du collectif vivant dans son propre logement autour (caravanes et yourtes). Elles sont impliquées dans la gestion de la production maraîchère, entre autres.

Morgan nous présente la population du lieu : *"Il y a aujourd'hui entre 80 et 100 résidentes permanentes. Il y a un gros groupe de Touaregs, réfugiés politiques fuyant la guerre qui se déroule dans le désert entre la Libye et le Mali"*. Les autres viennent du Maroc, du Mexique, de Jordanie, de Pologne, de Grande-Bretagne, d'Espagne, d'Amérique du Sud et, pour une bonne part quand même, de la région. *"Les âges vont de 18 à 63 ans, avec beaucoup de gens entre 20 et 40 ans. Il y aussi quelques enfants, deux qui vivent sur place et d'autres qui viennent avec leurs parents jardiniers"*.

Les personnes se regroupent par groupes d'affinités dans des collectifs dont la taille varie de 2 à 20 individus. Les collectifs sont assez autonomes. Ils se retrouvent lors de deux types de réunion : une assemblée générale mensuelle à laquelle participent les habitantes, mais également les jardinières (plusieurs dizaines) et les autres personnes actives sur le site. D'autres réunions thématiques se tiennent à l'occasion d'activités, de problèmes, etc.

La reconquête du lieu s'est faite très progressivement car les arbres ont poussé rapidement entre le départ du dernier maraîcher, en 1998, et le début de l'occupation. Toutefois, depuis

deux ou trois ans, il y a eu une accélération des constructions. La question de la régulation des installations commence à se poser pour maintenir en place des zones naturelles et des rangées d'arbres qui, aujourd'hui, donnent au lieu un charme certain.

LA DYNAMIQUE D'UNE OCCUPATION

Le projet d'occupation est issu d'une réflexion sur les difficultés de s'installer en maraîchage à proximité de la ville. Un collectif "Urgence bio" regroupant des *Verts*, *Nature & Progrès*, la *Confédération paysanne* et d'autres, ont au départ essayé de convaincre les élu-es de mettre en place une politique visant à favoriser l'installation de jeunes pour produire bio et local. Les élu-es répondaient toujours favorablement aux propositions mais ne concrétisaient rien. Des personnes ont alors réagi en proposant une occupation des lieux, parmi lesquelles des libertaires et des gens issus d'une culture plus punk et squatteuse. Cela a fait exploser le collectif : les *Verts* avaient des élu-es à la mairie, certaines associations ne voulaient pas mener d'actions illégales. Mais il y avait déjà une longue histoire de squats à Dijon avec notamment l'histoire des *Tanneries*, un site culturel occupant une ancienne usine depuis 1998 (et dont la situation a été légalisée dans un nouveau lieu en 2015 après des négociations avec la mairie).

Les deux premières années, la mairie a essayé de décourager les occupant-es. Deux maisons ont été évacuées par la force et démolies. Mais la tentative de vider un troisième bâtiment s'est heurtée à une telle résistance que la mairie a dû reculer. Le 24 mars 2012, profitant du départ d'une bonne partie des occupant-es à la grande manifestation de Notre-Dame-des-Landes, la mairie pénètre sur les lieux avec une pelleteuse et creuse des dizaines de trous de 2 m de profond dans l'un des champs, qui venait juste d'être défriché pour y développer



▲ Grange Rose sert de salle des Fêtes. Ce panneau fait comprendre que même dans les milieux alternatifs, on n'échappe pas aux violences sexistes.

Les Tanneries

Initié par des punks, le squat des Tanneries est créé en 1997 dans une friche industrielle. Au départ, ce n'est qu'un espace de fêtes. Au bout d'un an, après une lutte avec les autorités, le lieu se structure pour devenir "l'espace autogéré des Tanneries". Après deux ans de bataille pour retarder l'expulsion, les deux principaux candidats aux élections municipales de 2001 proposent de légaliser le site. Le maire socialiste devra tenir sa promesse. Le site est toutefois sous le feu des Renseignements généraux, qui y voient la plaque tournante d'une mouvance "anarcho-autonome" qui peut être à l'origine d'actions illégales. Le lieu étant insalubre, après des débats houleux, le conseil municipal accepte en 2011 de débloquer un budget d'un million et demi d'euros pour reloger les Tanneries ailleurs. Il ne s'agit donc plus aujourd'hui d'un squat mais ses animatrices espèrent en avoir gardé l'âme. On peut toujours y croiser des personnes qui se définissent comme anarchistes, anticapitalistes, punks, "do it yourself", (pro)-féministes, vegans, anti-autoritaires...



■ Les Tanneries, 35-37, rue des Ateliers 21000 Dijon, tanneries@squat.net, <https://tanneries.org/fr>

le maraîchage à grande échelle. Après un moment de stupeur, quelqu'un a trouvé très rapidement la solution : utiliser une autre pelleuse pour reboucher les trous. La dernière tentative d'expulsion des habitant·es remonte à l'été 2015.

Au fil des ans, des vergers ont été plantés ainsi que des rangées de fruits rouges (framboisiers, mures, cassis, fraises...). Les installations de pompage dans la nappe phréatique ont été remises en fonctionnement. Depuis deux ans, la population qui vit sur place a fortement augmenté. Le lieu est de plus en plus visité. Des enseignant·es viennent faire des ateliers pratiques dans les jardins. Comme certain·es habitant·es des logements sociaux voisins ont créé leur potager, il y a toute une circulation des gens du quartier... Le marché à prix libre du jeudi est fréquenté par une bonne centaine de personnes. Certaines ne viennent pas forcément avec une forte idée de la situation locale, mais parce que les légumes bios sont bons et — forcément — accessibles. À l'occasion, des marchés pirates sont organisés en ville (le centre est à 3 km) : l'atelier vélo a réalisé un véhicule spécial : deux vélos en parallèle tractent une plateforme. Ces ventes sauvages ne sont généralement pas réprimées.

RÉAPPRENDRE LA VIE DE VILLAGE

"Ici, c'est une vie de village où l'on reprend tout à zéro." Mais "le temps manque souvent car il y a beaucoup de choses à faire". Notamment parce qu'à chaque expulsion de réfugié·es en ville, le quartier des Lentillères a pu servir de zone de repli en attendant de trouver de nouveaux lieux à occuper. Le collectif se consolide beaucoup dans les fêtes, sources de joie et de contacts avec la ville. On compte deux grandes fêtes par an, à l'automne et au printemps. Le collectif Mammouth propose des concerts avec des passionné·es de musique. Il s'agit d'auto-organisation, sans aucun caractère

professionnel. Il y a eu également un chantier *Déco-quartier*, chargé d'embellir les lieux par diverses actions graphiques, plastiques ou poétiques. Cela donne un curieux mélange, depuis l'accumulation d'encombrants jusqu'à des fresques ou des textes de poésie lisibles de-ci, de-là.

"Dès le départ, il a été décidé qu'il n'y aurait pas d'activités lucratives sur le lieu. Si des activités donnent lieu à des échanges financiers, cela doit être à prix libre." Outre les légumes, il y a donc les fêtes, mais également la production et la transformation de plantes médicinales. Ce refus des activités lucratives est aujourd'hui rediscuté : *"Beaucoup de personnes précaires aimeraient avoir une activité rémunératrice."* De fait, plein de gens travaillent à l'extérieur. C'est notamment le cas de Morgan, pour qui une activité à l'extérieur *"permet aussi de souffler un peu"*. *"À la différence de la ZAD, ici c'est plus serré donc on se voit plus. Il n'est pas possible de s'ignorer et cela nécessite donc plus de collectif"*.

FAIRE DU LIEN POUR CONTESTER LE SYSTÈME

Depuis 2015, la mairie n'a plus pris d'initiatives. Mais le projet d'écoquartier se poursuit. Trois cent cinquante logements ont été livrés en 2017 à la place des anciens abattoirs voisins. Les terrains occupés correspondent à la phase 2 du projet, mais pour le moment, rien ne se passe. La dynamique actuelle a conduit les Verts à se repositionner. En juin 2018, ils ont proposé à la mairie une médiation. Sans réponse jusqu'ici.

Cette idée de médiation interroge fortement. Les habitant·es du quartier libre regardent à la fois du côté des *Tanneries* et de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. *"Il y a une forte crainte que la mairie accepte qu'on fasse une zone de maraîchage, mais avec des professionnels, ce qui n'aurait plus aucun rapport avec ce qui se passe aujourd'hui."* Pour Paloma, *"On est dans une lutte pour la terre, mais pas que"*. Il n'y a pas de volonté de s'isoler dans une "alternative" : *"Le lien est plus important que l'autonomie"*.

Dans la revue *Quartier libre*, réalisée sur place, les personnes interrogées sur l'issue de cette occupation n'ont pas de réponse toute faite. La plupart souhaiteraient que cela continue comme actuellement. Pour Saman, du collectif *Mammouth*, *"le seul exemple que je connaisse, c'est Christiania, au Danemark"* (1). Mais il ajoute : *"Je ne pense pas que ça arrivera car ça n'existe pas en France et ça pourrait — trop facilement aux yeux du pouvoir — créer des jurisprudences ou des précédents. Pour en arriver là, il faut qu'en face, il y ait une vraie volonté politique de le faire, quitte à les y acculer"*.

Michel Bernard ■

(1) Le squat *Christiania* a commencé dans une ancienne caserne militaire de Copenhague en 1971. Il a obtenu un statut légal en 2011 après 40 ans de conflit avec la mairie. Il rassemble environ 1 000 habitant·es sur 34 ha.



▲ Sur le marché hebdomadaire, tout est à prix libre.



▲ Au fil des années, les habitantes du quartier ont pris l'habitude de venir faire leur marché sur place, ce qui a contribué à ancrer la lutte plus largement dans Dijon.

Autour d'Avallon

Pierre-Emmanuel Weck, photographe, habite à Avallon, dans le sud de l'Yonne. Il nous présente quelques initiatives de son voisinage en photos.



- **Les jardins d'Adeline**, Adeline Daleeau, 5 rue de la Chaume, 89200 Vault-de-Lugny, tél.: 03 58 43 58 74, lesjardinsdadeline@yahoo.fr Maraîchère bio installée depuis 2014, production de légumes. Vente par le magasin de la Butte et par AMAP.
- **Magasin bio de la Butte**, Michel et Jean-Marie Pautard, rue du Pont, Vault-de-Lugny, tél.: 03 86 34 13 39, www.magasinsbioavallonlabutte.fr Épicerie, paniers hebdomadaires, conservatoire de races anciennes.



- **Amap Terre de Morvan**. Distribution de paniers tous les mardis de 18h à 19h30 au marché couvert d'Avallon.



- **La Nichée**, La maison Hironnelle, 25 rue Montbard, 89420 Montréal, www.la-maison-hironnelle.com. Concert à La Nichée, à l'occasion d'un vernissage d'une exposition de photographies animalières. Depuis 2015, cette boutique associative propose des produits locaux et une galerie d'exposition d'artistes locaux.



- **La rue aux Jardins**, marché de Saint-Père au pied de Vézelay, où se retrouvent de nombreuses démarches alternatives.



- **Château de Monthelon**, route de Montbard, 89420 Montréal, tél. : 03 86 32 18 24, www.monthelon.org. Lieu de résidence artistique transdisciplinaire depuis 1989, géré par un collectif d'artistes. Trois familles vivent sur place. Rencontres en juillet autour de spectacles de clowns.



- **Saveurs biohuiles**, Nicolas Nansot, 23 rue de la Mairie, 89450 Saint-Père. Nicolas Nansot produit toute l'année une gamme d'huiles à partir de graines exclusivement issues de l'agriculture biologique.



- **Le poirier au loup**, 7 rue Foch (place des Capucins), 89200 Avallon, tél. : 03 86 46 95 63, www.poirier-au-loup.fr. Restaurant bio et bouquinerie, menu unique et table commune. Tenu par Hélène Lipietz, ancienne sénatrice verte.



- **Odile t'en Brasse**, 41 Grande rue, 89200 Sermizelles, tél. : 06 33 66 70 29. Micro-brasserie bio Nature & Progrès.



Anne-Sophie Clémence

▲ Benoît, directeur salarié de la coopérative dans les nouveaux locaux du magasin de Tonnerre.

Germinal, la coopération au service de la bio et du local

La coopérative *Germinal* gère quatre magasins bio dans le département de l'Yonne. Elle est aujourd'hui un exemple dans le monde coopératif du maintien des engagements sur une longue période.

EN 1974, DES SYMPATHISANTES AUXEROISES du jeune mouvement d'agriculture biologique *Nature & Progrès* se demandent comment monter un groupement d'achats. Après deux ans de discussion, en 1976, la coopérative *Germinal* (1) est créée. Très vite, elle prend de l'ampleur, au point de regrouper actuellement quatre magasins. *"La coopérative compte aujourd'hui 15 000 sociétaires dans un département de 300 000 personnes, dont 6 à 7 000 viennent régulièrement faire des achats [...]. Le chiffre d'affaires annuel est de 12 millions d'euros"*, nous apprend Benoît, directeur salarié de la coopérative depuis 2014 que nous avons rencontré au magasin de Perrigny.

S'INTÉGRER AU RÉSEAU BIOCOOP

Parallèlement au développement des points de vente, la coopérative a suivi toute l'évolution de la bio. *"Elle a participé en 1986 à la naissance du réseau Biocoop, une coopérative de commerçants, mais n'y a adhéré formellement que dix ans plus tard, après de longs débats en interne"*. Certaines de leurs craintes se sont réalisées, comme le fait que *Biocoop* accepte depuis 1990 des sociétés commerciales et pas uniquement des coopératives : *"Aujourd'hui, seuls 15 % des magasins adhérents*

au réseau sont des coopératives". Il y a eu aussi un débat sur l'ouverture des magasins à tout le monde. Jusqu'en 1996, seul-es les sociétaires y avaient accès. L'adhésion au réseau *Biocoop* a impliqué l'ouverture des magasins.

Le salariat a aussi fait l'objet de débats tout au long de l'histoire de *Germinal*. *"Le premier salarié a été embauché au bout de deux ans, il y en a aujourd'hui 80! (Trente de plus au cours des cinq dernières années). Cette augmentation ne provient pas seulement de la hausse du chiffre d'affaires mais également de l'évolution du magasin : la gestion du vrac nécessite plus de travail, tout comme la découpe à la demande de la viande et du fromage"*. Une coopérative comme *Germinal* emploie au moins deux fois plus de salarié-es qu'un magasin conventionnel. *"Le temps partiel est choisi par la personne salariée : aujourd'hui, 90 % des emplois sont à temps plein"*, presque tous en contrat à durée indéterminée. Tout-es les salarié-es disposent de deux jours de repos consécutifs.

Pour mieux structurer le fonctionnement de la coopérative, un binôme de direction de la coopérative, qui aujourd'hui travaille avec des co-responsables de magasins, a été mis en place. La hiérarchie est minimale et les écarts de salaire limités : *"L'écart maximum est de moins de trois fois le plus petit salaire"*. Dans les magasins, il n'y a qu'un seul tarif.

(1) Le nom de *Germinal* évoque à la fois le calendrier révolutionnaire et la germination.



▲ Le nouveau magasin de Tonnerre en fin de travaux, en septembre 2018.

RÉFLÉCHIR AU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Depuis le début, des sujets sont suivis et débattus régulièrement : comment faire le plus local possible pour réduire au maximum son empreinte écologique ? Comment proposer les meilleurs produits aux meilleurs prix ? Comment avoir des salarié-es bien dans leur peau ?

"Actuellement, les produits locaux représentent 15 % du chiffre d'affaires. Si la filière viande est 100 % locale, ce n'est pas le cas des fruits et légumes. L'Yonne présente un important déficit de maraîchage. Pour le fromage, les céréales et les légumineuses, cela progresse. Il y a maintenant un fournisseur local de poissons. Le reste vient en grande partie des plateformes de Biocoop".

Les relations avec Biocoop font toujours l'objet de débats. La charte permet un dialogue entre commerçantes, salarié-es et productrices, le commerce équitable y est bien présent et tient compte des solidarités Nord-Sud comme de celles Nord-Nord (ne pas importer du Sud un produit solidaire s'il existe une production locale), le cahier des charges est plus exigeant que celui de l'Union européenne... ce qui n'est pas difficile. Mais *"il y a encore des points où Germinal ne se sent pas en accord, notamment la volonté d'assurer un modèle fondé sur une croissance permanente, d'être dans la course pour rester le premier réseau de la bio et d'adopter ainsi un discours approchant celui de certaines franchises"*. Un débat est en cours actuellement : dans un département très rural où la plupart des déplacements se font en voiture, ne pourrait-on pas, pour limiter la pollution, créer un système de livraison de proximité ? *"On étudie*

la possibilité de lancer un camion-épicerie qui serait présent sur des marchés de village et ferait en même temps des livraisons".

Le conseil d'administration se renouvelle par tiers tous les ans (soit quatre postes sur 12). Il n'y a jamais eu de problème pour avoir des candidatures. Il y a des consommatrices, mais aussi des productrices. *"Récemment est entrée une personne représentant un Jardin de cocagne, jardin d'insertion qui fournit des légumes à la coopérative"*. La gestion d'une équipe importante comme Germinal est complexe. Pour éviter un manque de compréhension, les nouvelles administratrices bénéficient d'une formation professionnelle financée par Germinal. Actuellement, les assemblées générales réunissent environ 120 personnes, chacune pouvant porter jusqu'à 10 pouvoirs d'autres sociétaires. Les personnes qui ne viennent pas peuvent envoyer un *"pouvoir blanc"* qui donne quitus au conseil d'administration sortant (2).

Alors que dans les années 2000, la tendance était de faire oublier que Germinal était une coopérative pour faire comprendre que tout le monde pouvait venir dans les magasins, *"la question coopérative est aujourd'hui remise en avant pour répondre à l'offensive des grandes chaînes commerciales. Il s'agit de rappeler que dans une coopérative, le bénéfice profite d'abord au personnel, au local, et non à de lointains actionnaires"*. Après 45 ans de fonctionnement, l'esprit coopératif est toujours présent et a su intéresser une part significative de la population du département.

Michel Bernard ■



Le dossier du n° 444 de la revue *Silence* (avril 2016) était consacré à la question : "Coopératives, question de taille". Les coopératives, c'est bien, mais la démocratie interne reste toujours un défi majeur, d'autant plus quand elles grossissent et atteignent des tailles importantes. Comment l'autogestion est-elle possible à plusieurs dizaines, centaines, voire milliers de membres ? Comment les différentes coopératives affrontent-elles les défis consistant à limiter leur taille, réduire leur vitesse de croissance, essayer ? Un dossier se penche sur la question.

(2) *"Les sociétaires ont d'autres moments pour s'exprimer : le magasin d'Auxerre dispose d'une salle pour accueillir des ateliers, des conférences ou des débats en interne ou en externe."* Avec l'aide de Jean-François Draperi, sociologue spécialiste du mouvement coopératif, Germinal a engagé une réflexion sur la place du modèle coopératif dans le système économique libéral.



Anne-Sophie Clémence

▲ Thierry Deiller, un des piliers de Fruimalin.

Fruimalin rend les fruits solidaires

Depuis plus de dix ans, l'association *Fruimalin* met en place des actions de cueillette et de valorisation des fruits non récoltés, collectant plus de 5 tonnes par an dans l'agglomération dijonnaise.

EN 2007, THIERRY DEILLER VOIT DES TAPIS de mirabelles pourrir au pied des pruniers car plus personne ne les ramasse. Choqué, il lance un appel sur internet et propose *"de récolter la production d'arbres fruitiers qui ne sont plus exploités"*. En un mois, il reçoit des propositions pour 180 arbres. Avec des cueilleu-ses volontaires, la récolte des fruits commence: *"Ce qui est consommable est donné à des associations caritatives, ce qui est abîmé est transformé en confiture"*. L'association *Fruimalin* voit le jour.

L'inconvénient d'internet, c'est que les arbres proposés se trouvent dans un large périmètre. L'année suivante, une première opération est concentrée sur cinq communes du nord-ouest de Dijon. Rien que sur ce secteur, l'association récolte 5 tonnes de fruits.

AGIR SUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS

Si les arbres sont à l'abandon en si grande quantité, c'est d'abord parce qu'il n'y a plus de lien entre la personne qui plante et celle qui récolte. *"Ma grand-mère savait ce que c'était que planter un arbre, attendre, récolter. Mais la génération suivante, celle de mes parents, a connu l'apparition des grandes surfaces, avec un autre regard sur la*

consommation. On plante alors un cerisier pour y accrocher une balançoire".

Des arbres fruitiers utilisés comme "décoration", l'association en trouve facilement.

Il s'agit donc d'apprendre aux plus jeunes l'intérêt de ces arbres et de leur en faire découvrir le potentiel. L'association *Fruimalin* va organiser des interventions dans les établissements scolaires, emmener les enfants sur le terrain pour leur montrer comment reconnaître les plantes comestibles et les arbres fruitiers, faire des ateliers où chaque enfant repart avec son pot de confiture. Au fil du temps, la question alimentaire s'est élargie: *"J'avais huit enfants avec moi lors de la visite d'une ferme, aucun ne voyait le rapport entre le blé qui venait d'être récolté et la farine!"*.

Thierry Deiller raconte l'histoire de cerisiers près de courts de tennis: *"Des personnes ont descendu une chaise d'arbitrage pour s'en servir comme escabeau"*. Le complexe sportif en question compte près de 200 cerisiers non exploités!

Au fil du temps, l'association se concentre sur les petits vergers et abandonne les arbres isolés. Elle diversifie aussi ses activités en cueillant des plantes sauvages, mais en insistant sur le risque de sur-cueillette.



▲ Découverte d'un verger lors d'une classe verte.

SURPRODUCTION

Concrètement, les fruits sont surtout donnés à la Banque alimentaire et aux Restos du cœur.

L'un des principaux défis du projet est aujourd'hui la surproduction : ne sachant plus que faire des confitures, la production a été diversifiée : jus de fruits (1), gelées, fruits confits, sirops. La vente de ces produits sur des stands lors d'événements militants permet l'autofinancement partiel de l'association. Mais certains produits se vendent mal : il y a vraiment trop de prunes !

Les relations avec les donateurs et les donatrices sont le plus souvent très agréables même si les motivations sont parfois étranges : *"C'est par exemple parce que les fruits qui tombent attirent les guêpes"*. *"Les relations avec les cueilleurs sont plus aléatoires : il faut collecter les fruits lorsqu'ils sont mûrs, ce qui peut entraîner des pics de travail importants et une fatigue des bénévoles"*. Ces derniers ont des engagements très fluctuants. Les retraité·es sont les plus fidèles, jusqu'à ce que l'âge les rattrape. Les étudiant·es s'impliquent souvent intensément mais de manière inconstante (pourquoi les fruits mûrissent-ils au moment des examens ?). Les personnes actives ne sont que peu présentes. Résultat : il peut y avoir 30 volontaires un jour pour récolter sur quelques arbres, et personne le lendemain dans un verger.

UN ESSAIMAGE QUI S'EST ÉCARTÉ DU MODÈLE INITIAL

Le travail de Fruimalin bénéficie d'une bonne couverture médiatique. Cela a pour conséquence de nombreuses visites de personnes qui veulent faire la même chose.

En 2012, pour coordonner les activités, l'association décide de salarier Thierry Deiller. Outre l'organisation des cueillettes, des transformations et des interventions en milieu scolaire, il met sur pied un cycle de formation pour ceux et celles qui veulent se lancer sur leur territoire.

La formation proposée sur deux ans, en week-end, comportait différents modules : aborder les spécificités de la cueillette (rapports avec les propriétaires, question de la propriété), savoir créer une association, maîtriser les contraintes du bénévolat, assurer la sécurité (on secoue les arbres plutôt que d'y grimper), étudier le potentiel de transformation, les réseaux de vente, le rapport avec le caritatif.

Beaucoup de personnes se sont dites intéressées. Malheureusement, personne n'a suivi la formation en entier. *"Si des initiatives sont nées ensuite, la plupart avaient des visées moins désintéressées. Le côté coopératif et associatif a souvent été mis de côté, tout comme le côté éducatif"*. Thierry peste contre certaines initiatives qui, sous prétexte de lutte contre le gaspillage, mettent aujourd'hui leur production sur les rayons des supermarchés : *"Si tu vas le chercher au supermarché, cela change quoi ? Ce sont les grandes surfaces qui ont provoqué le plus de gaspillage"*.

QUESTIONS EN SUSPENS

L'association connaît actuellement une phase d'hésitations, alors que le potentiel de ramassage est intact. Les récoltes se poursuivent mais à un rythme moins élevé, en espérant trouver un nouveau modèle économique.

Michel Bernard ■

Fruimalin,
<http://relais-planete-solidaire.org>,
 tél. : 06 16 10 48 96,
frui.malin@laposte.net

(1) L'association possède une presse pour le jus de pommes installée dans une ferme à 15 km de Dijon.



Anne-Sophie Clémence

▲ Face à la gare, quatre maisons mitoyennes qui, du fait de la pente, surplombent de l'autre côté les ateliers regroupant les différentes activités de Risomes.

Risomes, un réseau d'initiatives au sein d'un village dynamique

Depuis 2015, en seulement trois ans, à partir d'un appel lancé par deux couples nouveaux arrivants, la commune de Mâlain, à 20 km à l'ouest de Dijon, a vu se développer tout un chapelet d'initiatives écologiques et solidaires.

APRÈS DIX ANS DANS L'AGGLOMÉRATION lyonnaise, Léo et Myriam voulaient quitter le milieu urbain, convaincu-es qu'il était possible de démarrer des alternatives dans n'importe quelle commune en y développant un réseau d'initiatives. Le duo partage cette idée avec un autre couple, Claire et François, et tous partent à la recherche d'un lieu d'implantation.

Sur son chemin, l'équipe rencontre la petite commune de Mâlain, 740 habitantes, reliée à Dijon par le train, mais qui a refusé d'entrer dans la métropole. C'est la présence de Yvon Michea, un viticulteur bio prenant sa retraite, qui les attire en premier lieu. La décision de s'y installer est prise, avec le soutien de la mairie qui découvre au bout de quelques mois qu'un bâtiment avec du foncier agricole est en vente : environ 800 m² habitables, à quoi s'ajoutent 3, 4 ha de terrains. Le tout est face à la gare, à l'extrémité du village, donc proche des champs. Profitant de la pente, l'étage donne directement, au nord, sur la route d'accès à la gare. Le rez-de-chaussée semi-enterré ouvre au sud sur les terrains agricoles. L'étage permet de faire dans un premier

temps quatre habitations gérées collectivement (une cinquième est en projet). Au rez-de-chaussée sont installées les différentes activités professionnelles.

ASSOCIER LA POPULATION AUX PROJETS

Trois structures sont mises en place : une société civile immobilière (SCI) pour acheter le bâtiment, un groupement foncier agricole (GFA) pour acheter les terrains agricoles, et une association, *Risomes (réseau d'initiatives solidaires mutuelles et écologiques)*, "pour promouvoir les transitions et ruptures nécessaires pour un monde plus juste".

Une première réunion publique est organisée dans le village en février 2015. Le groupe a l'agréable surprise d'y voir venir près d'une centaine de personnes. C'est le projet de GFA qui est alors à l'ordre du jour. L'enjeu qui consiste à remettre la main sur le foncier agricole pour aider l'installation paysanne dans le cadre d'une agriculture nourricière a du sens pour un public pourtant pas forcément engagé sur ces questions. Il est alors proposé de participer à la création du GFA par une participation au capital d'achat collectif



▲ Chance pour le projet : une des maisons est une ancienne boulangerie et le four professionnel était intact.

des premières terres, avec pour second objectif d'en acheter d'autres afin de favoriser l'installation d'activités agricoles. L'appel est entendu : 36 000 euros sont collectés en deux mois auprès de 103 personnes.

La démarche de création du GFA suscite de nombreuses rencontres avec les habitantes du territoire, permet d'entendre les vœux de chacun-e, de repérer des envies.

La charte et les statuts du GFA sont discutés et élaborés collectivement. La charte défend une agriculture respectueuse de l'humain, de l'animal et de l'environnement, sans obligation de certification en bio — bien que, dans les faits, tous les projets actuels soient en bio. Louis, administrateur de *Terre de liens Bourgogne Franche-Comté*, vient aider : selon lui, *"la foncière Terres de liens qui permet l'achat de terrain est parfois complexe à mettre en place; le GFA est plus simple"*.

À la fin du processus de concertation, les 103 actionnaires ont élu cinq cogérants : Louis, Jean-Marc, retraité SNCF, Renaud, jardinier-paysagiste, François, vigneron, et Léo, chercheur en philosophie des sciences. Le GFA citoyen *Champs libres* voit le jour en juillet 2015. La SCI *Le Convivium de Mâlain* sera créée dans les mêmes échéances par les futurs habitants du lieu. Quant à l'association *Risomes*, elle sera créée en 2016.

DU PAIN ET DE LA BIÈRE

Début 2015, quand Yvon Michéa part à la retraite, ses vignes sont reprises par Claire et François, qui faisaient déjà de l'agriculture en Rhône-Alpes mais voulaient revenir dans leur région d'origine. Le four à pain ne nécessite que très peu de rénovation et l'activité de boulangerie paysanne démarre dès 2016. Cyril, paysan boulanger, dispose actuellement de 12 ha pour produire ses céréales, dont 2 ha loués au GFA. De nouvelles acquisitions du groupe lui permettront

de disposer de 2 ha de plus en 2019. Cyril produit environ 200 kg de pain par semaine, vendu sur place à 80 % et à 20 % par l'intermédiaire des Amap du territoire.

Jennifer met un peu plus de temps à créer, à la place de l'ancienne cave du café et de l'écurie, une brasserie artisanale et bio, la *Microbrasserie de la Roche-Aiguë*. Elle démarre son activité professionnelle en 2017. Une partie de l'orge utilisé pour la production de la bière est cultivée à 50 km par Jean Baptiste Zarat (1), et maltée par *Malteurs Echos* en Ardèche, la malterie artisanale et coopérative la plus proche (2). Le houblon bio, en revanche, vient de Belgique ou d'Allemagne car il n'a pas été possible pour Jennifer de se fournir en France : *"Il est nécessaire de recréer la filière"*

(1) La Ferme aux cent blés, 2, chemin du Vieux-Moulin, 21290 Saint-Broing-les-Moines, tél. : 03 80 81 90 42, les100bles@yahoo.fr

(2) Malteurs Echos, 135 chemin du Bourget, 07240 Vernoux-en-Vivarais, tél. : 04 75 62 31 89, www.malteurs-echos.fr

Contact général

• RISOMES

28-30 rue de la Gare, 21410 Mâlain

collectif@risomes.fr, <http://alternatives-agriculturelles.fr/risomes>

Les structures de coordination

- **RISOMES**, collectif@risomes.org, coordination des activités, aide au montage de projets.
- **SCI Convivium de Mâlain**, cohabitat@alternatives-agriculturelles.fr, gestion des achats immobiliers, habitat participatif.
- **GFA citoyen Champs libres**, gerance.gfa@alternatives-agriculturelles.fr, gestion du foncier agricole et aide à l'installation.

Les activités

- **GAEC Bouillot Salomon**, francoisetclaire@free.fr, vins bio et naturels.
- **Fournil paysan**, cyril.beaulieu@free.fr, pain au levain.
- **Ferme de la Cocotte d'or**, fermedelacocottedor@alternatives-agriculturelles.fr, œufs bio.
- **Brasserie de la Roche-Aiguë**, brasserie-roche-aigue@zaclys.net, bière artisanale bio.
- **La Milpa**, lamilpa@alternatives-agriculturelles.fr, jardin potager permaculturel.
- **Le Chauffe-savates**, agenda@risomes.org, café associatif.



Anne-Sophie Clémence

DES ŒUFS ET DES LÉGUMES

Myriam, ancienne comptable en congé parental, a pris le temps de faire des stages par le biais de *REPAS* (3) avant de se lancer dans la production d'œufs bio début 2017. Elle a commencé avec 249 poules logées dans un poulailler en bois auto-construit. Les poules disposent d'un large espace extérieur (5 000 m²) pour se déplacer dans un parcours arboré. Pour dégager un salaire correct, Myriam souhaite investir dans un deuxième poulailler et élever 500 poules. Elle bénéficie, pour les compléments alimentaires de ses volatiles, des drêches de la brasserie (résidus de l'orge qui assurent 20 % de la ration). Elle vend à 20 % sur place, 80 % en Amap. Là aussi, la demande dépasse l'offre : *"Un rapide calcul économique montre que si tous les œufs étaient produits dans des poulaillers bio de petite taille (500 à 700 poules en vente directe), cela créerait 160 000 emplois en France, contre 15 000 générés par la filière industrielle actuellement."*

En 2019, Jeff se lance dans une activité professionnelle de maraîchage sur petite surface et sur sol vivant, en réaménageant 2 000 m² de parcelles du GFA et de la SCI. Conservant un autre travail salarié à mi-temps, il fait suite au départ d'Hélène. Il commercialise ses légumes localement, tout en dispensant formations et animations pédagogiques pour enfants et adultes.

L'avantage est que toutes ces initiatives sont concentrées en un même lieu. Ainsi, une vente directe est organisée sur place les mardis et vendredis. On peut déjà venir chercher bières, pain et œufs.

Autour de ces activités rémunératrices se développent d'autres activités associatives et bénévoles.

PORTER ENSEMBLE LES DÉFIS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Depuis leur création en 2016, les huit "groupes action" du *Risomes* fourmillent d'idées. Le fonctionnement horizontal de l'association y contribue grandement. L'un d'eux coordonne un projet d'épicerie coopérative. Un autre groupe de solidarité avec les migrant·es essaie de trouver des solutions de logements et d'éviter les expulsions. Une Université populaire et buissonnière propose des débats en lien avec la transition, les choix technologiques (Linky, Bure), l'alimentation, etc. Cela passe notamment par un *"arpentage de livres, c'est-à-dire des lectures collectives qui se tiennent dans le café, mais aussi des enquêtes autour de la question de l'alimentation, ce qui permet de créer un lien dans le village entre des personnes de différentes générations"*.

"À la différence du milieu universitaire, les enquêtes se font ici selon l'envie des personnes et non avec une structure méthodologique précise. De telles enquêtes nous permettent de mieux comprendre le

brassicole artisanale. Le développement actuel des micro-brasseries devrait favoriser une reprise de la culture locale d'orge et de houblon." La production ancienne de houblon dans la région s'est arrêtée après la Seconde Guerre mondiale, avec la fin des brasseries artisanales. Renaud, le compagnon de Jennifer, travaille sur un projet de micro-houblonnière pour l'autonomie de la brasserie en houblon bio. *"La production actuelle est de 450 litres toutes les deux semaines. La bière est vendue localement, à la brasserie, dans des Amap, sur des marchés, et lors de quelques fêtes locales"*. Jennifer ne vend quasiment rien à Dijon, sinon au cinéma *Eldorado* et à une Amap. Elle reçoit des demandes d'autres Amap, mais sa production ne lui permet pas de les fournir pour l'instant. *"Il y a localement peu de bières produites avec des matières premières issues de l'agriculture biologique."*

(3) Réseau d'échanges de pratiques alternatives et solidaires. Ce réseau regroupe une trentaine d'entreprises de différents secteurs et permet, sous forme de compagnonnage, d'accompagner la création de nouvelles initiatives. www.reseautrepas.free.fr



▲ Réunion des porteurs et des porteuses de projets dans le café associatif Le Chauffe-savates. De gauche à droite : Françoise qui porte le projet d'épicerie associative, Louis, co-gérant et membre de Terre de Liens, Léo, co-gérant et chercheur, Jennifer, de la Brasserie de la Roche-Aigüe.

rapport à l'alimentation sur notre territoire et les dégâts provoqués par l'arrivée des hypermarchés", précise Jean-Louis, membre de ce groupe.

Un groupe s'est constitué autour de la question de la biodiversité. Une première initiative a été de favoriser la présence d'abeilles. "Trois ruches ont été installées et le groupe propose de récupérer les essaims sauvages plutôt que de les détruire". Cela donne même une petite production de miel (16 kg la première année). Le travail porte aussi sur les plantes bio-indicatrices pour essayer de comprendre la nature des sols et le manque d'insectes localement.

L'association *La Milpa*, quant à elle, organise diverses activités et événements : troc de graines ou de plantes, formation sur la production des semences, initiation à la permaculture. Son évolution et ses actions à venir seront définies à l'occasion de sa prochaine AG.

DES PROJETS CULTURELS ET POLITIQUES

Le *Chauffe-Savates*, café associatif du *Risomes*, a été aménagé sur le lieu grâce à des chantiers collectifs et à un financement participatif. Ouvert depuis le début de l'année 2018, il propose, le premier vendredi de chaque mois, différentes animations autour d'une petite restauration : concert, théâtre, cinéma, musique... Cela permet de rencontrer à chaque fois des têtes nouvelles. Le reste du temps, la salle sert de local associatif

aux groupes *Risomes* et est proposée à la location à d'autres structures.

L'association a également lancé un festival qui a lieu tous les deux ans, *Atout bout d'champ*, dont la première édition, en 2017, a réuni une dizaine de stands associatifs, deux librairies, sept concerts, cinq conférences. Il y a eu 1 300 entrées. Cela demande beaucoup d'engagements, d'où le choix de ne le faire qu'une année sur deux.

Une "Commission enfants" réunit cinq enfants âgés de 7 à 11 ans. Ce sont eux qui ont demandé, lors d'une assemblée générale de *Risomes*, de pouvoir se réunir indépendamment, sans la présence d'adultes. "Pour le moment, ils discutent pour savoir comment fonctionner entre eux sans adulte."

FAIRE TACHE D'HUILE

Les structures mises en place (association, GFA et SCI) permettent d'évoluer facilement dans un cadre collectif et selon les envies de chacun-e. Un voisin paysan avec qui le groupe a sympathisé travaille actuellement sur environ 90 ha. Il prendra sa retraite en 2020. Ce sera peut-être une belle occasion de consolider les projets et d'en soutenir de nouveaux. L'enjeu est bien d'amplifier la dynamique et de continuer à faire vivre cette aventure agricole.

Michel Bernard ■

Alternatives en Côte-d'Or et Yonne

Alternatives économiques



La revue *Alternatives économiques* est née à Quétigny, près de Dijon, en novembre 1980, avec un tirage de 2 000 exemplaires. Le premier numéro comptait 16 pages en noir et blanc sur papier recyclé. Aujourd'hui, la revue diffuse à près de 100 000 exemplaires, et compte 100 pages en couleur. L'essentiel de la rédaction se fait maintenant à Paris mais le service des abonnements est toujours à Quétigny. La revue fonctionne sous la forme d'une société coopérative, une SCOP dont le capital appartient à 66 % aux salarié·es, 20 % à la société civile du lectorat, 5 % aux ancien·es salarié·es et 9 % à des associé·es individuel·es extérieur·es. Elle est donc financièrement totalement indépendante. Elle emploie actuellement une vingtaine de personnes. C'est aujourd'hui le deuxième magazine économique le plus lu en France.

♦ **Alternatives économiques**, 12 rue du Cap-Vert, 21800 Quétigny, tél. : 03 80 48 10 25, www.alternatives-economiques.fr

Et également Côte-d'Or

» Dijon (21000)

♦ (*) **Artisans du Monde**, 7 rue Charrie, 21000 Dijon, tél. : 03 80 44 97 33, <http://admdijon.wixsite.com>. Boutique de commerce équitable ouverte depuis 1995. Intervient auprès des collectivités du département pour sensibiliser aux relations Nord-Sud.

♦ (*) **La Fleur qui pousse à l'intérieur**, 5 place des Cordeliers, 21000 Dijon, tél. : 03 80 47 94 71. Librairie généraliste et indépendante proposant un coin lecture et salon de thé bio, animée par Clémence Roquefort et Julien Tardif.

♦ **La Bécane à Jules**, 17 rue de l'Île, 21000 Dijon, tél. : 03 80 49 18 06, www.labecaneajules.fr. Atelier d'auto-réparation de vélos créé en association en 2006 transformée en société coopérative d'intérêt collectif en 2015, prix de l'Économie sociale et solidaire en région Bourgogne-Franche-Comté en 2016. Environ 6 000 adhérent·es. Dispose d'un autre local au 29 rue Castelnau.

♦ **La Rustine**, 5 rue du Havre, 21000 Dijon, tél. : 03 73 27 03 66, <https://larustine.org>. Atelier associatif de réparation de vélos fondé en novembre 2011. Recyclage, entretien et usage du vélo.

♦ **Ensemble à vélo dans l'agglomération, EVAD**, 3 bis rue Ernest-Lory, 21000 Dijon, tél. : 03 80 66 76 26. Association de promotion du vélo, relais de la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB).

♦ **Becycle**, 3 rue Jean-Monnet, 21300 Chenôve, tél. : 03 80 41 76 95, dijon@becycle.com. Entreprise de livraison professionnelle à vélo.

♦ **TransMoutardeExpress**, 13 rue Joseph-Milsand, 21000 Dijon, tél. : 07 52 03 30 02. Entreprise de livraison professionnelle à vélo.

♦ **La Chouette**, Maison des associations, 2 rue des Corroyeurs, BP D8, 21068 Dijon Cedex, <http://lachouetteonnaie.fr>. Association fondée en décembre 2016 pour le lancement d'une monnaie locale.

♦ **Racines naturelles**, 40 bis avenue Victor-Hugo, 21000 Dijon, tél. : 03 80 55 38 40. Salon de coiffure n'utilisant que des produits naturels.

♦ **Le SELLier du Dijonnais**, tél. : 03 80 67 81 38 (Mireille), [sel. dijon@free.fr](mailto:dijon@free.fr). Système d'échange local.

Cric et co

Cric et Co est un garage participatif et solidaire créé en 2016 sous forme associative, dans le sillage des villages *Alternatiba* et du film *Demain*. Il ne s'agit pas seulement d'un garage mais aussi d'un lieu où trouver des solutions pour moins utiliser la voiture, dans l'idée d'une transition écologique.

♦ **Cric et Co**, 31 boulevard Eugène-Fyot, 21000 Dijon, contact@cricandco.fr

♦ **Alterre Bourgogne-Franche-Comté**, La Bourdonnerie, 2 allée Pierre-Lacroute, 21000 Dijon, tél. : 03 80 68 44 30, contact@alterrebfc.org. Association d'éducation à l'environnement : développement durable, biodiversité, déchets, énergie, eau, santé...

♦ **Pirouette Cacahuète**, immeuble Dionysos, 1 rue Jean-Monnet, 21300 Chenôve, tél. : 03 80 45 92 23. Association d'éducation à l'environnement proposant de nombreux ateliers pour les enfants.

♦ **CAPREN**, Maison des associations, 1 rue des Corroyeurs, 21000 Dijon, tél. : 03 80 76 50 59, www.capren.fr. Association régionale de défense de l'environnement, regroupant une douzaine d'associations et 40 000 personnes.

♦ **Cercle laïque dijonnais**, 2 rue des Fleurs, 21000 Dijon, tél. : 03 80 30 67 24. Association d'éducation populaire née en 1903. Elle a lancé en 2017 le projet "Cercle en transition" pour définir et lancer des opérations autour de la transition écologique.

♦ **Combactive**, 81 rue en Pailley, 21850 Saint-Apollinaire, tél. : 06 32 39 41 25, contact@combactive.org. Association de la région dijonnaise pour la cause animale ; mène des actions non-violentes.

♦ **MAN Côte-d'Or**. Mouvement pour une Alternative non-violente. S/c Scherrer, 27a rue Laplace, 21000 Dijon, tél. : 03 80 78 21 09, man.cotedor@nonviolence.fr. Se mobilise notamment contre le centre militaire nucléaire de Valduc.

♦ **Terre de liens Bourgogne-Franche-Comté**, Maison des associations, boîte NNS, 2 rue des Corroyeurs, 21000 Dijon, tél. : 09 70 20 31 12, m.salieres@terredeliens.org. Association créée en 2008 dans le but de faciliter l'accès au foncier pour les créations et le maintien de projets agricoles et ruraux.

♦ **Veille au grain Bourgogne**, Maison des associations, boîte NNS, 2 rue des Corroyeurs, 21000 Dijon, tél. : 03 80 67 78 60, veilleaugrain.org. Association née en 2008 qui fédère quarante organisations de différents domaines pour lutter contre les OGM et les pesticides.



Claude Bourguignon en formation.

effectuer des analyses et apporter des solutions afin de mettre en valeur les sols de manière durable tout en préservant l'environnement. Le LAMS est aussi un centre de formation. Lydia et Claude Bourguignon animent de nombreuses conférences et sont présent·es dans de nombreux médias. Le laboratoire emploie actuellement 5 salarié·es.

♦ **Le LAMS, Laboratoire d'analyses microbiologiques des sols**, Lydia et Claude Bourguignon, 5 rue de Charmont, 21120 Marey-sur-Tille, <http://www.lams-21.com>

♦ **Vigilance OGM 21**, 13 rue Blériot, 21000 Dijon, tél. : 03 80 71 40 54. Association relayant les Faucheurs volontaires du département.

♦ **Épicerie locavore des Bourroches**, 34 boulevard Eugène-Fyot, 21000 Dijon, tél. : 09 50 36 36 02. Épicerie privilégiant les produits locaux.

♦ **La Nef**, 1 avenue Kellermann, 21000 Dijon, (locaux du Crédit coopératif), tél. : 08 11 90 11 90. Antenne locale de la banque de finances solidaires proposant une transparence totale sur les financements.

♦ **La Recyclade**, 11 rue de Nuits-Saint-Georges, 21000 Dijon, tél. : 06 31 60 86 56. Recyclerie (meubles, objets, etc.).

♦ **Le Shanti**, 69 rue Barbisey, 21000 Dijon, tél. : 09 81 09 09 31. Restaurant végétarien bio.

♦ **La Petite Marche**, 29 rue Musette, 21000 Dijon, tél. : 03 80 30 15 10, restaurant bio.

♦ **Association de défense de l'environnement de Bressy-sur-Tille (ADEBRE)**, 30 rue Guillemette, 21560 Bressy-sur-Tille, tél. : 03 80 37 27 40, adebres@hotmail.fr. Lutte notamment contre les méfaits de l'autoroute A31.

♦ **Daniel Hermann**, 20 route d'Échigey, 21110 Marliens, tél. : 06 29 02 79 49. Projet de ferme pédagogique en permaculture à Echigey lancé en 2017.

♦ **Les Semeurs du Possible**, Élodie Patrice, tél. : 06 48 67 03 80, <https://reneta.fr/Semeurs-du-Possible>. Ce réseau propose depuis 2013 des espaces tests pour des projets agricoles innovants, de préférence bio. Il a été créé par la couveuse Potentiel, Bio Bourgogne, CFPPA du Morvan et le réseau Coopérés.

♦ **La Bonne Mesure**, 31 rue de la Libération, 21240 Talant, tél. : 03 45 62 23 22. Épicerie en vrac.

♦ **www.dijon-ecolo.fr** Site proposant différentes cartographies de Dijon (associations, boutiques, points noirs, pollution lumineuse...).

♦ <http://dijoncter.info> Site d'actualité locale.

» Semur-en-Auxois (21140)

♦ **Auxois-Ecologie**, Michel Le Cointe, BP 27, tél. : 03 80 97 12 57. Association active depuis 1982.

♦ **Café Le La Itou, Association La Coudée**, hameau de Montberthault, 21320 Mont-Saint-Jean, <http://lacoudee.fr>. Pas seulement un café mais aussi un petit théâtre, une micro-université, des commandes groupées, un festival...

» Is-sur-Tille (21120)

♦ **Au fil des cueillettes**, Chenereilles, 21440 Vaux-Saules, tél. : 03 80 35 07 65. Plantes aromatiques et médicinales.

Laboratoire d'analyses microbiologiques des sols

Créé en 1990 par Lydia et Claude Bourguignon, agronomes, ce laboratoire indépendant est au service des activités agricoles, maraîchères, des associations, des collectivités locales pour effectuer des analyses et apporter des solutions afin de mettre en valeur les sols de manière durable tout en préservant l'environnement. Le LAMS est aussi un centre de formation. Lydia et Claude Bourguignon animent de nombreuses conférences et sont présent·es dans de nombreux médias. Le laboratoire emploie actuellement 5 salarié·es.



Halle O palabres

La *Halle O palabres* est née au moment de Nuit debout. Les citoyen·nes qui le désirent continuent les débats le deuxième samedi de chaque mois. Différentes commissions (entraide, transport, nature, culture, santé, communication) expliquent alors ce qu'elles font et essaient de remettre dans un cadre politique les différentes initiatives de la proche région. La Halle a organisé une visite à Ungersheim avec 53 personnes pour discuter des possibilités de transition.

♦ **www.halleopalabres.fr**

♦ **Café culture associatif, Puys'Art**, 27 rue Principale, 89350 Villeneuve-les-Genêts, tél. : 07 82 07 12 01, <http://puysart.wixsite.com/puysart>

» Beaune (21200)

♦ **Savonnerie Badiane**, 23, route d'Essey, 21230 Clomot, tél. : 03 80 84 17 79, www.savonnaturelbadiane.com. Savons naturels, bio, saponification à froid, aux huiles essentielles et plantes.

♦ **Naturel 21**, 21230 Vievy, tél. : 03 80 84 86 40. Entreprise créée en 2007. Produits écologiques pour l'habitat.

♦ **Douze cycles**, ZA Les Lauchères, route des Trois-Noyers, 21550 Ladoix-Serrigny, tél. : 09 72 47 41 15, www.douze-cycles.com Concepteur de vélos-cargos depuis 2012.

» Montbard (21500)

♦ **Ferme de Bâlon**, 10 rue des Petits-Bois, hameau de Bâlon, 21700 Gerland, tél. : 09 51 40 62 15, www.fermedebalon.com. Ferme pédagogique paysanne en agroécologie avec abeilles, vaches, chevaux, etc.

Yonne

» Auxerre (89000)

♦ **Au bonheur des chutes**, 4 rue Paul-Doumer, 89000 Auxerre, tél. : 07 82 72 44 82, aubonheurdeschutes@gmail.com. Recyclerie et ateliers pour "surcycler" les produits collectés et produire de nouveaux objets. Création en 2017.

♦ **Épicerie solidaire**, 14 avenue Jean-Moulin, 89000 Auxerre, tél. : 09 82 36 19 15, www.esa89.fr

♦ **Jardin partagé des Piedalloues**, rue de Saint-Pierre-sous-Vézelay, 89000 Auxerre. Géré par une maison de quartier qui organise aussi une "place aux plantes" en mai depuis 2011.

♦ **Maison du vélo**, place Achille-Ribain, 89000 Auxerre, tél. : 03 86 46 24 99, maison-velo.jimdo.com. Située au bord du canal du Nivernais, l'association gère 300 vélos répartis dans toute la Bourgogne pour le tourisme doux.

♦ **Meikit**, Céline Lebrun, tél. : 07 82 72 44 82, celine.lebrun@gmail.com. Collecte et réutilisation de matériaux pour la transformation en meubles et en objets pour la maison.

♦ **Repair café**, au Bar-restaurant Latino's del Mundo, 14 rue Louis Richard, 89000 Auxerre, repaircafe@beauxboulons.com. Le dernier samedi de chaque mois.

♦ **Tiers lieu Les Riverains**, 4 rue Paul-Doumer, 89000 Auxerre, Mise à disposition de locaux pour différentes activités associatives ou entrepreneuriales, installé depuis l'automne 2017 dans d'anciens bâtiments de la SNCF.

♦ **Groupeement des agriculteurs biologiques de l'Yonne (GABY)**, 19 avenue Pierre-Larousse, BP 382, 89006 Auxerre Cedex, tél. : 03 86 72 92 20, gaby@biobourgogne.org

♦ **Courts-Circuits La Cagnole**, 12 grande rue Vaux, 89000 Auxerre, www.lacagnole.fr. Association qui a vu le jour en 2016 pour développer une monnaie complémentaire dans le département. Une cinquantaine de lieux acceptent la monnaie mi-2018.

♦ **École Montessori**, 30 rue de Gouaix, 89530 Saint-Bris-le-Vineux, Clothilde Nollet, tél. : 06 80 37 64 74, www.ecole-montessori-elise.com. Depuis 2017, dans une ancienne colonie de vacances avec deux classes (25 élèves), en projet de rejoindre un pôle d'industrie verte et de permaculture.

♦ **La Jasette**, 23 rue d'Orbandelle, 89000 Auxerre, tél. : 03 86 32 25 69, www.lajasette-auxerre.fr. Coopérative SCIC et restaurant bio végétarien, ouvert du mardi au samedi à midi. Buffet à volonté. Ouvert depuis 2015.

♦ **Colibris réunis de l'Yonne (CRY)**, Jérôme jfrank00@gmail.com, Cathy, tél. : 06 87 69 72 86, Annie, tél. : 06 86 90 27 27

♦ **Association pour la sauvegarde de l'environnement de Fleury-la-Vallée**, Mairie, 26 Grande-Rue, 89113 Fleury-la-Vallée, asefcontact@yonnelautre.fr. Anime une grainothèque à disposition dans le hall de la mairie ; organise des conférences, des stages, etc.

♦ **Attac Yonne**, 1, chemin de Charbuy, 89113 Fleury-la-Vallée, tél. : 03 86 73 82 99, attac89@attac.org

♦ **Arcy sur SEL**, 89270 Arcy-sur-Cure, tél. : 03 45 02 12 89, arcsursel@hotmail.fr. Système d'échange local.

♦ **Alternatiba Yonne**, voir le site www.yonnelautre.fr

♦ **Yonnelautre.fr**. Précieux site participatif du département auquel nous devons beaucoup des infos de ce numéro !

» Sens (89100)

♦ **Épicerie sociale Magali**, 3 place Etienne-Dolet, 89100 Sens, tél. : 03 86 64 92 79.

♦ **Grainothèque**, bibliothèque des Champs-Plaisants, espace Henri-Sanglier, 6 rue Henri-Sanglier, 89100 Sens. Aux heures d'ouverture de la bibliothèque ; animée par l'association Sciences nature et petites mains.

♦ **Jardin de la Croisière**, 5 chemin de la Croisière, 89100 Sens, tél. : 03 86 64 93 18 ou 06 03 66 08 75, www.jardinsdelacroisiere.fr. Depuis 1995, jardin d'insertion en bio à l'initiative de la FDSEA. Libre cueillettes de légumes sur 500 m², entretien des espaces ruraux pour les communes.

♦ **Pénelope B.A.R.R.E.**, 59 bis boulevard de Verdun, 89100 Sens, tél. : 03 86 83 00 01, www.penelopebarre.fr. Recyclage et services à la personne.

♦ **Vélo en tous Sens**, 2 rue des Champs d'Aloup, 89100 Sens, www.velo-sens.com. Promotion du vélo comme mode de déplacement doux et écologique, manifestations pour demander des aménagements cyclables.

♦ **SEL du Sénonais**, tél. : 03 86 64 09 13 ou 03 86 91 19 02, <http://senonais.communityforge.net>. Système d'échange local.

♦ **SEL de Collemiers**, tél. : 06 85 22 13 41 (Véronique) ou 06 78 09 54 03 (Patricia)

♦ **SEL du bocage du Gatinais**, 89690 Cheroy, tél. : 03 86 97 70 76, cfontaine58@orange.fr

♦ **Association de l'environnement et de la nature de l'Yonne (Adeny)**, 63 boulevard de Verdun, tél. : 06 33 87 78 89. Association créée en 1989 qui travaille sur la qualité de l'air, la gestion des déchets, la promotion de l'agriculture sans pesticides et l'information sur l'habitat et l'énergie.

♦ **Le Bar'ouf**, café à Collemiers, cafecollemiers@gmail.com, tél. : 06 22 40 74 62 (Lucie).

♦ **Le Bar Ephémère**, à Gron, tél. : 06 61 31 38 87, cafeculturelassocron@gmail.com, ouvert depuis le printemps 2018.

♦ **Le Jardin du Marais**, Marsangy ; jardin maraîcher installé depuis 2009 sur 1,5 ha de terres appartenant à Terre de liens. Commercialisation par l'AMAP Paniers bio du Gatinais.

Apis sapiens



L'association *Apis Sapiens* essaie de sensibiliser les citoyen·nes et en particulier celles et ceux qui jardinent de l'importance d'aider les abeilles à bourdonner en paix : plantation de plantes mellifères, pose de ruches avec aide d'un apiculteur... bref, améliorer la bee-osphère (bee = abeille en anglais).

♦ **Apis Sapiens**, parc de la Fontaine-aux-Fées, 21240 Talant, <http://apissapiens.com>

Alternatives en Côte-d'Or et Yonne



Les Terres rouges

L'association *Les Terres rouges* a récupéré en 2005 une ancienne usine de poterie pour en faire un lieu de rencontres et d'échanges. Démarches artistiques et développement personnel s'y croisent autour d'un engagement commun pour les questions écologiques. Travail sur l'autonomie tant physique que psychique. Possibilité de troc (stages contre aide) sur place.

♦ **Les Terres rouges**, 21 rue du Petit-Pont, 89520 Treigny, tél. : 03 86 74 63 04 ou 06 85 14 82 39, <http://lesterreroches.org>

♦ Toucy (89130)

♦ **(*) Un déjeuner sur l'herbe**, 7, rue Paul-Bert, 89130 Toucy, tél. : 03 86 44 02 59, biotoucy.com. Regroupement de six agriculteurs bio pour animer un point de vente.

♦ **Bistro de l'Hôtel de ville**, 1 place de l'Hôtel-de-Ville, 89130 Toucy, tél. : 09 53 26 26 75, <http://bistro-de-toucy.com>. Bar-restaurant avec produits bio et locaux.

♦ **SEL de Puisaye**, selpuisaye@gmail.com. Système d'échange local animé par Un déjeuner sur l'herbe.

♦ **La Californie**, 19 chemin de Ronde, 89130 Toucy, contact@californietoucy.cc. Nouveau lieu d'économie sociale et solidaire ouvert au printemps 2018 avec la recyclerie et Toucy Entraide. Un espace de création, un autre de réparation, un lieu de convivialité avec possibilité de cuisiner.

♦ **Cinélux**, 40 rue Paul-Defrance, 89130 Toucy. Cinéma associatif.

♦ **Lieu test en bio**, rue du Cimetière, 89130 Mézilles. Animé par le GABY (voir Auxerre)

♦ **Repair café**, Ouanne, <http://reparcafe-ouanne.fr>. Met en relations gratuites réparateurs et personnes ayant des objets à réparer, permanence tournante dans la proche région.

♦ **Confluences Nomades**, 8, Les Vincents, 89240 Parly, tél. : 03 86 44 12 34. Association créée en 2005 pour lutter contre la discrimination des Roms.

♦ **Le Cabaret des oiseaux**, Les Vergers, 89130 Toucy, tél. : 03 86 44 11 36, www.lecabaretdesoiseaux.com. Ferme écologique de plantes médicinales bio.

» Pays de Puisaye (89170)

♦ **Transition énergétique Pays de Puisaye-Forterre-Val d'Yonne**, rue Raymond-Ledroit, 89170 Saint-Fargeau, tél. : 03 86 74 19 19, <http://puisaye-forterre.com>. Regroupement de trois communautés de communes et d'une commune nouvelle (17 400 habitants au total) ayant postulé en 2012 pour lancer un programme Territoire à énergie positive (TEPOS).

♦ **Parc comestible en Puisaye**, <http://leparccomestible.wixsite.com>. Le PARC (produire, alimenter, réunir, créer) développe des activités autour d'un parc composé de plantes comestibles et de maraîchage bio. Sont proposés des ateliers de cuisine, d'aromathérapie, de jardinage bio, etc.

Café Le Chez nous

Ce café, coupé en deux salles serait le plus ancien de Dijon. Il aurait été ouvert vers 1890. Cela a toujours été un rendez-vous populaire avec des prix bas pour le quartier. Autre particularité : il a presque toujours été géré par des femmes. L'immeuble mis en vente en 2015, a été racheté par cinq clientes (Rachel, Céline, Aurélie, Gwen et Hélène) qui se sont associées en SARL avec dans le capital de la société des apports d'une quarantaine de personnes regroupées dans l'association *Chez nous et compagnie*. Les animations nombreuses au sein du café sont coordonnées par cette association. Outre deux salles au rez-de chaussée dédiée au café, il y a des salles au premier étage qui sont louées à bas prix à des associations et au deuxième une bibliothèque autogérée animée de longue date par des militants-es anarchistes. Une étagère met à disposition un échantillon de la presse engagée. Il est envisagé le passage en SCIC pour que les prises de décisions puissent être partagées entre propriétaires, salarié-es et usag-ères.

♦ **Le Chez nous**, 8 ruelle Quentin, 21000 Dijon, tél. : 09 54 71 29 53.

♦ **Projet d'habitat coopératif à Saint-Sauveur en Puisaye (1000 habitant-es)**. Lancé en 2014 par la commune qui cherche à faire venir de nouveaux habitants, le projet concerne une parcelle municipale de 16 000 m². Renseignements : 03 86 45 69 11.

♦ **Touk-Touk Compagnie**, Sylvain Bernert, 18 rue Aristide-Briand, 89220 Bléneau, tél. : 03 86 45 23 78, <http://touktoukcie.com>. Spectacles musicaux pour les enfants de 3 à 11 ans.

♦ **Les Petites Ruches**, tél. : 06 01 15 10 82, <http://petitesruches.fr>, petitesruches89@free.fr. A Saint-Aubin-Château-Neuf, jardin de 3 000 m² conçu depuis 2010 par Céline Lacqueville et Alain Richard pour favoriser l'épanouissement des abeilles et des insectes. Stages d'apiculture.

♦ **Le Jardin des Thorains**, 89170 Lavau, tél. : 06 80 46 72 19. Fruits et légumes biologiques cultivés en permaculture ; éco-construction et éducation populaire.

♦ **Solidarprint**, 10 rue de l'Épau, 89220 Bléneau, tél. : 03 86 45 11 71, <http://www.solidarprint.com>. Imprimerie sociale et solidaire qui emploie des personnes en difficulté, en milieu rural. Atentions particulières pour le milieu artistique.

♦ **Chantier médiéval de Guédelon**, RD 955, 89520 Treigny, tél. : 03 86 45 66 66, www.guedelon.fr. Chantier visant à reconstruire un château selon les méthodes de l'époque avec ses ateliers pour redécouvrir la vraie fabrication des tuiles, des cordes, de la taille de pierre...

♦ **Le Moulin de Hausse-Côte**, association Chemin du Moulin, Nathalie Bourgeois, 15 rue de la Fontaine, La Chapelle, 89520 Saints-en-Puisaye, tél. : 03 86 45 68 83 (Gervaise), www.haussecote.com. Depuis la rénovation d'un ancien moulin dans les années 1990, une association y anime un centre d'expos et de concerts avec parfois des conférences écologiques.

» Joigny (89300)

♦ **Fring Maillottes**, 14 rue des Ingles, 89300 Joigny, tél. : 03 86 91 41 82. Friperie solidaire du Secours catholique.

♦ **C3V, la maison citoyenne**, Mairie de Senan, 89710 Senan, tél. : 07 81 22 49 79 ou 09 51 30 83 01, <https://c3vmaisoncitoyenne.com>.

♦ **Le Tiers-lieu LabDispak**, <https://www.labdispak.fr>. Projet de lieu à Joigny autour de trois pôles : numérique, environnement et éducation populaire. Ateliers de fabrication et de réparation, énergie progressivement solaire et éolienne, jardins partagés, bar associatif... Réutilisation d'anciens locaux militaires de 900 m².

» Avallon (89200)

♦ **Atelier de permaculture de Marc Grollmund**, 12 rue Haute, 89200 Blannay, tél. : 06 86 69 89 70, www.atelier-de-permaculture.com. Jardin pédagogique proposant de nombreux stages, en lien avec les techniques de la ferme du Bec-Hellouin, Pierre Rabhi, Philippe Desbrosses...

♦ **Brasserie bio de Vézelay**, rue du Gravier, Saint-Père-sous-Vézelay, tél. : 03 86 34 98 38, www.brasserie-devezevelay.com. Brasserie artisanale bio.

♦ **Vallée du Cousin**, www.valleeucousin.fr, association Ginkgo. Média local qui, entre autres, lutte contre le rallye de l'Avallonnais.

♦ **Le Silo rouge**, 14 rue de la Maladière, tél. : 03 86 46 39 97. Magasin de producteurs locaux bio et non bio.

♦ **Abbaye Sainte-Marie de la Pierre-qui-Vire**, 89630 Saint-Léger-Vauban. La première ferme bio du département : 170 ha de terres agricoles pour 70 vaches laitières, en bio depuis 1969. Production de fromages au lait cru.

♦ **Les Enfants des bois**, 89630 Saint-Germain-des-Champs, tél. : 03 86 49 03 55. École alternative à l'extérieur.

♦ **Le Ruban vert**, 12 rue des Tourelles, 89500 Rousson, <https://lerubanvert.net>. Association qui protège un corridor écologique du nord de l'Yonne (forêt d'Orthe, Gâtinais).

» Migennes (89400)

♦ **Maison de la nature et de l'environnement de l'Yonne**, 60 avenue Edouard-Brarly, Moulin de Preblin, 89400 Migennes, tél. : 03 86 80 44 62, www.maison-nature-yonne.com. Créée en 1981, elle propose des animations et expositions.

» Tonnerre (89700)

♦ **Permanature**, 14 bis, avenue de Montabaur, 89700 Tonnerre, tél. : 06 86 69 64 84, permanaturetonnerre@gmail.com. Fondée en 2015, l'association a mis en place un jardin maraîcher pédagogique entre le rond-point des Ovis et la ferme du Petit-Béru, des mini-potagers gratuits en lien avec les Incroyables comestibles, et elle relaie localement le réseau Colibris.

♦ **ARPENT (association pour la restauration et la protection de l'environnement naturel du Tonnerrois)**, 12 allée des Vignes, 89700 Tonnerre, <https://foret-tonnerroise.fr>. Lutte pour la défense de la forêt, contre le projet de centrale biomasse à Tonnerre (production d'électricité) lancé en 2009 par la communauté de communes.

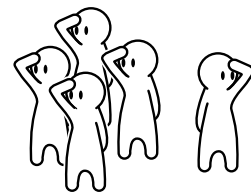
(*) point de vente de Silence

Foire écologique de Semur-en-Auxois

Depuis 1982, chaque année en septembre, la foire écologique est la vitrine départementale et régionale des producteurs et artisans bio. Elle constitue également une vitrine locale des associations qui œuvrent pour l'information, la sensibilisation, l'éducation, la préservation et la défense de la nature, de notre cadre de vie.

♦ **Foire écologique de Semur-en-Auxois**, centre Saint-Exupéry, 21140 Semur-en-Auxois, tél. : 03 80 97 32 46, foireecologiquesemur@laposte.net





En Charente, un village fait le pari d'une gestion collective des terres

Pour lutter contre la concentration des terres agricoles et la désertification, la commune d'Alloue a monté Terres en chemin. Cette société collective préserve des terres pour des projets d'installation agricole à taille humaine.

C'est un mal persistant qui frappe Alloue depuis une dizaine d'années. Ici comme ailleurs, les petites fermes disparaissent au profit d'exploitations toujours plus grandes. Les jeunes vont chercher mieux ailleurs et la population vieillit. Alors, les habitant·es d'Alloue ont décidé de reprendre la main sur la répartition des terres agricoles et de décider du modèle de développement dans lequel le village évoluerait.

La réflexion collective a mené à la création, en septembre 2016, de la Scic (Société coopérative d'intérêt collectif) agricole *Terres en chemin*. Elle a pour objectif de gérer les terres des agricultrices et agriculteurs parti·es en retraite pour les mettre à disposition de jeunes cherchant à s'installer. "*Terres en chemin a le statut d'exploitation agricole*", explique Christian Leducque, gérant de la Scic. "*Elle a les mêmes droits et devoirs. Ce qui nous permet d'acheter, de louer, d'exploiter et de vendre des terres*".

Préserver une agriculture à taille humaine

"*La commune compte 520 habitants et nous avons 23 fermes*", explique le maire, Jean-Jacques Catrain. Ce qui fait de l'agriculture l'activité économique principale. La préservation de cette agriculture à taille humaine est menacée. "*Aujourd'hui, les jeunes souhaitant s'installer en élevage viennent de plus en plus souvent de milieux urbains. Cela complexifie la transmission et les céréaliers des villages autour en profitent pour reprendre ces terres et s'agrandir*", explique Christian Leducque.

C'est là que *Terres en chemin* intervient. "*Le rôle de la Scic est de stocker les terres. Elle loue les prairies des agriculteurs partis à la retraite et s'en occupe, en attendant qu'un jeune vienne s'installer*", explique l' élu. On empêche ainsi la spéculation. Ces systèmes se créent quand il y a du vide. En étant organisés et en installant les jeunes, ils ne viendront pas, puisqu'il n'y a pas de vide". Pour le moment, deux agriculteurs partis à la retraite louent leurs terres à la Scic.

Reprendre en main l'avenir de la commune

Pour attirer les jeunes à Alloue, la Scic travaille main dans la main avec l'association d'expérimentation agricole *Champs de partage*. Les personnes accompagnées par l'association vont pouvoir se mettre en conditions à Alloue. Certain·es dans le but de s'y installer et d'autres simplement pour se roder avant de partir ailleurs. Mais la commune accueille également des porteuses et porteurs de projet souhaitant s'installer sans passer par cette association.

Jenny Lhoir, 36 ans, s'est installé sur les terres de la Scic pour y élever des canards coureurs indiens. "J'ai rencontré Christian



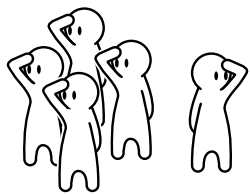
Christian Leducque, le gérant de la Scic Terres en chemin.



Un espace test de Champs de partage prêt à accueillir du maraîchage.

Leducque. Il m'a parlé de Terres en chemin et m'a proposé de m'installer à Alloue". L'activité de Jenny, d'abord en phase de test avec *Champs de partage*, occupe dix hectares.

D'autres projets d'installation seront étudiés au printemps. "*Nous allons pouvoir décider des productions présentes dans la commune en fonction de nos besoins*", se réjouit Amandine Boutin, l'institutrice. Le maire va également actionner d'autres leviers pour développer les circuits courts : "*Par exemple, faire le choix des produits locaux à la cantine*".



Médias



♦ **Alternatives économiques**, novembre 2018, n° 384. Le mensuel propose un dossier sur les alternatives. Emploi, énergies, social, agriculture : autant de thématiques abordées avec des exemples d'alternatives concrètes, qui "changent le monde".



♦ **Nos futurs.ch**. Un forum technocritique créé par un collectif lausannois (Suisse). Le collectif cherche à développer une réflexion d'ordre général sur les conséquences sociales, économiques, environnementales du système technologique mis en place depuis les origines du système industriel. De nombreuses publications pour toutes celles et ceux qui affirment : la technologie n'est pas une solution mais un problème !

♦ **Billebaude**, n°13, "Affronter la sixième extinction", 96 p., 19,90 €. Semestriel aux feuilles glacées et aux belles illustrations, ce dernier



numéro, coordonné par Anne de Malleray, porte un regard pluriel sur le risque d'extinction de milliers d'espèces et interroge plus largement sur notre rapport à la nature et à ses transformations. Donnant la part belle à l'art, cette revue aborde sans pessimisme les risques auxquels est exposée la biodiversité.



♦ **Résonances, Revue d'éducation populaire**, n° 25, octobre 2018, 10 €. À travers cinq controverses, ce numéro revitalise les débats qui agitent l'éducation populaire. Utiliser le numérique ou se rencontrer sur des places ? A-t-on besoin de l'Université ?

Doit-on viser la transformation par des petits pas ou de manière radicale ? Autant d'enjeux qui traversent l'éducation populaire et qui sont décortiqués dans ces pages.

Des réseaux de solidarité pour rénover son logement

Le Réseau Pluriel de l'Accompagnement à l'Auto-Réhabilitation, le RéPAAR, réunit 140 structures qui œuvrent pour l'auto-réhabilitation accompagnée. Il a été lancé par Oikos et par les Compagnons bâtisseurs. Concrètement, des professionnel·les du bâtiment et des bénévoles accompagnent les personnes dans la réhabilitation de leur logement, depuis le diagnostic et la décision des travaux à effectuer, jusqu'au chantier.

Dans le Gâtinais, en Indre-et-Loire et dans la métropole bordelaise, des Bricobus sont mis en place par les Compagnons bâtisseurs pour venir en aide aux habitant·es des territoires ruraux, locataires ou propriétaires. En lien avec les services sociaux, lorsque des situations de mal-logement sont repérées (insalubrité, non-décence et précarité énergétique), le Bricobus réalise des visites à domicile et aide les habitant·es dans leur projet de rénovation. Des temps de formation collectifs sont aussi proposés pour favoriser l'entraide sur les territoires.

♦ **Compagnons bâtisseurs**, www.compagnonsbattisseurs.org. Compagnons bâtisseurs du Centre-Val de Loire, 2 avenue de Gaulle, 37000 Tours, tél. : 02 47 61 32 10.

♦ **Bricobus Indre-et-Loire**, d.herisson@compagnonsbattisseurs.eu

♦ **Bricobus Gâtinais**, a.caussignac@compagnonsbattisseurs.eu

♦ **Bricobus Gironde** (Cenon, Merignac, Pessac, Talence), cbaquitaine@compagnonsbattisseurs.eu

» Belgique

Occupons le terrain !



"Pas dans mon jardin !". Dès sa création, il commence à documenter les incohérences des politiques actuelles et leurs ravages. Il recense et cartographie les nombreux lieux où les ressources communes sont menacées. Il comptait, à la fin de l'année 2018, 17 associations et collectifs différents, wallons comme bruxellois. Le réseau a présenté un mémorandum aux partis candidats lors des élections communales d'octobre 2018, une manière de porter leurs actions sur la scène politique.

♦ **Contact** : <http://occuponsleterrain.be>, contact@occuponsleterrain.be



» Isère

Bistrot de la Mixture

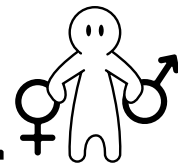
Ce café-restaurant lancé dans la commune de Saint-Martin-d'Hères par l'association Mix'Arts a ouvert ses portes en juin 2018. Il se veut un lieu de mise en pratique des valeurs de l'économie sociale, solidaire et écologique et un vecteur de lien social. Outre une cuisine végétarienne à base de produits bio et locaux, il héberge des projets socio-culturels (jeux, ateliers, projections, espace détente) en lien avec les habitant·es du quartier et propose des spectacles, concerts et animations.

♦ **Bistrot de la Mixture, espace culturel René Proby**, 2 place Édith Piaf, rue George Sand, 38 400 Saint-Martin-d'Hères.

» Médias

Pour une Maison des médias libres à Paris

Une tribune, signée par des personnalités à l'instar d'Edgar Morin, sociologue, et Michelle Perrot, historienne, est paru en octobre 2018 pour défendre le projet d'une Maison des médias libres, porté par plus de soixante-dix structures partenaires, impliquées à divers titres, comme *Acrimed*, *Alternatives économiques*, *Bastamag*, *Mediapart*, *Politix*, *Reporterre*, *La Revue dessinée*, *revue XXI* et *6 mois*, *Agone*, le *Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne*, la *Maison des lanceurs d'alerte*, etc. La Maison des médias libres serait un lieu démocratique dévolu à la liberté de la presse. C'est un projet candidat au concours "Réinventer Paris 2" de la Mairie de Paris, pour acquérir et réhabiliter l'immeuble "Nation 1", ancien poste de transformation *Ene-dis*, situé dans le 11^e arrondissement de Paris. L'idée est de proposer à la fois un lieu public de rencontres et d'échanges et un lieu professionnel proposant des locaux à des médias unis par la défense de l'indépendance et de la liberté de l'information. *Silence*, média de "province", ne compte pas s'y installer et défend une presse décentralisée, mais soutient un projet qui pourrait contribuer à la pérennité de médias de qualité qui participent à la pluralité de l'information.



À Vincennes, recréer des liens avec le monde végétal... et entre femmes

Par un bel après-midi ensoleillé, alors que le bois de Vincennes commence à se parer de couleurs automnales, un petit groupe de femmes s'engage dans une allée de tilleuls, puis s'arrête devant un bosquet touffu d'un jaune éclatant.

Nathalie Mondot, qui organise des balades sur les plantes et la santé gynécologique, présente la tanaïsie, et invite les participantes du jour à observer de plus près ses petites feuilles dentées, à sentir l'odeur qui se dégage quand on les frotte...

Ces interactions doivent permettre d'apprendre à identifier la plante – qui, entre autres propriétés, est emménagogue (1) et progestérone-like (2) et peut donc contribuer à réguler une insuffisance de menstruations –, et d'entrer en contact avec cet être vivant.

Partage d'expériences intimes

La balade est l'occasion d'une rencontre directe avec le monde végétal, mais également d'une (re)création de liens entre femmes. Entre deux arrêts pour découvrir une plante, les discussions vont en effet bon train, et permettent de partager des expériences intimes. Cela permet de voir que d'autres ont des cycles menstruels irréguliers ou douloureux, se questionnent par rapport aux traitements hormonaux souvent prescrits pendant la ménopause, ou que certaines tâtonnent pour trouver le moyen de contraception qui leur convient.

Nathalie organise régulièrement ce type de balades, ainsi que d'autres sorties et ateliers sur les plantes médicinales, culinaires

et tinctoriales. Artiste plasticienne articulant un travail autour du corps, du genre, de la sexualité, c'est aussi une ethnobotaniste passionnée et généreuse, ayant à cœur de sauvegarder les connaissances ancestrales des plantes, et de les transmettre.

L'héritage des sorcières

L'acte est éminemment politique : favoriser l'accès à ces savoirs, c'est revendiquer et honorer l'héritage de nos anciens, de nos grand-mères, arrières grand-mères, des sorcières qui furent persécutées au moment où la médecine s'institutionnalisait (et se masculinisait), qui s'appuyaient sur une connaissance fine du vivant pour nourrir et soigner. C'est (re)donner du pouvoir. Pas un "pouvoir sur", mais bien plutôt un "pouvoir-du-dedans", qui permet d'être pleinement actrice de sa vie, pour reprendre la distinction de l'écoféministe néopaienne étasunienne Starhawk.

Les balades sont proposées à prix libre. Le geste est solidaire et vise à favoriser l'inclusion du plus grand nombre, mais permet aussi d'ouvrir une réflexion sur la consommation. Là encore, il s'agit d'être acteur, ou actrice.

► Pour en savoir plus : <http://foretmedecine.com>

(1) Qui possède la qualité de pouvoir provoquer la menstruation.

(2) Qui mime les effets de la progestérone sur le corps.

Chaque mois, retrouvez dans cette chronique un lieu habité dans un esprit féministe.

Un 24 novembre plus violet que jaune

Le 24 novembre 2018 avait lieu un peu partout en France à la fois une journée de mobilisation des gilets jaunes et des manifestations initiées par le mouvement #NousToutes contre les violences faites aux femmes. À Paris, la manifestation anti-sexiste a rassemblé plus de 30 000 personnes pour 8 000 gilets jaunes. Dans toute la France, ce sont plus de 80 000 personnes qui ont réaffirmé la gravité des violences sexistes et l'urgence de les combattre, à l'aide de multiples pancartes et de slogans mobilisateurs. Dommage que les unes des journaux aient préféré invisibiliser ces manifestations au profit d'un sur-traitement médiatique du rassemblement des gilets jaunes à Paris. Pour compenser, voilà quelques belles photos des cortèges féministes !



Rennes



Limoges

Lyon



Montpellier



Bonnet rouge, gilet jaune et... chaussettes roses ?

Paris est la capitale des défilés de mode. Il n'y a rien d'étonnant à voir des manifestant-es arborer fièrement ici des bonnets rouges, là des gilets jaunes. C'est ainsi qu'un novembre pluvieux a connu la résurgence d'une jacquerie jaune fluo.

Une colère sourde a rendu la fiscalité écologique responsable de tous les maux. Gilets jaunes et bonnets rouges ont donc été ressortis pour l'occasion du placard.



Dans l'effervescence actuelle, on parle moins des gilets jaunes à deux roues.

La pollution atmosphérique tue

Alors que plus de 48 000 personnes meurent, chaque année en France, des effets de la pollution atmosphérique, qu'un consensus semblait se faire jour sur l'urgence d'agir sur les causes du dérèglement climatique, une classe politique irresponsable a cru bon devoir soutenir la revendication d'une baisse du prix des carburants.

Le prix de l'essence, supposé être à l'origine de cette mobilisation, est très loin d'atteindre un sommet historique. En une décennie, entre 2008 et 2018, le prix de l'essence sans plomb a augmenté de 17 centimes. Alors que l'essence atteignait les 1,7 € le litre en 2012, il faut déboursier 1,54 € en 2018, soit une

baisse de 10 % en seulement 6 ans ! En tenant compte de l'inflation, l'essence coûte moins cher aujourd'hui qu'il y a 10 ans !

Entre 2008 et 2018, la consommation des véhicules a tendanciellement baissé pour passer de 6,98 à 6,39 l/100 km. Cette efficacité énergétique a permis d'économiser mensuellement, pour un conducteur ou une conductrice parcourant 15 000 km/an, 11,35 €. Mais les chiffres ne sont que peu de choses face à la colère. Or, quand 58 % des déplacements de moins d'un kilomètre se réalisent en voiture, il n'est pas illégitime de réfléchir aux alternatives à proposer pour se libérer de l'emprise de l'automobile.

Ne nous trompons pas de colère !

Qu'une partie de l'opinion puisse exprimer de légitimes revendications sur la façon dont le gouvernement favorise le 1% des plus riches au détriment de celles et ceux qui souffrent est une chose. Que la colère se cristallise aujourd'hui sur la fiscalité écologique est une grave erreur car elle obère nos chances d'opérer enfin une transition écologique qui n'a que trop tardé à être mise en œuvre. Pour plagier l'abbé Pierre, le gilet jaune, comme en son temps le bonnet rouge, est un humain qui se trompe de colère.

Que celles et ceux qui instrumentalisent la souffrance des gens aient honte. Ils ne sont tout simplement pas dignes de nous représenter. Ils ne sont pas à la hauteur de l'Histoire, pas à la hauteur de la crise climatique qui réclamera de nous un effort bien plus conséquent que ces quelques centimes d'augmentation.

Choisissons-nous de vivre dans le déni ?

Préférant vivre dans le déni en exigeant que le prix du pétrole baisse à mesure que les stocks disponibles s'amenuisent, notre société occidentale prend le risque d'un réveil brutal. Faute d'anticiper et de préparer l'avenir, nous nous condamnons, à moyen terme, à subir tout à la fois les effets du dérèglement climatique et une hausse immaîtrisable du prix des ressources pétrolières. Ce jour-là, il est vraisemblable que nous n'entendrons plus ces irresponsables politiques justifier, pour quelques points de popularité, l'injustifiable.

Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.

» Strasbourg

Ça bouge sur le Grand contournement ouest

Le 22 octobre 2018, 10 militant-es contre le projet GCO ont entamé une grève de la faim. Quatre semaines plus tard, 5 personnes poursuivaient cette action, avant de l'arrêter le 20 novembre, en dénonçant l'absence de retour du sommet de l'État. Pour rappel, le GCO est un projet de 24 km d'autoroute à péage, prétendument destiné à désengorger la section urbaine de l'A35 strasbourgeoise, en passant par l'Ouest, notamment dans le Kochersberg, qui entraînerait la destruction de terres agricoles et l'anéantissement de plus de 10 hectares de forêt près de Vendenheim. Si cette grève de la faim n'a pas eu pour gain de cause (elle réclamait un moratoire et l'arrêt des travaux), elle a permis de médiatiser cette lutte jusqu'alors peu relayée médiatiquement. Les opposant-es avaient déjà subi un revers le 10 septembre 2018, avec l'expulsion de la ZAD du Moulin, occupation au cœur de la forêt de Kolbsheim débutée en 2016.

Parallèlement, la résistance a continué sur le plan juridique. Le 23 novembre 2018, les juges du référé ont accordé une victoire d'ampleur aux opposant-es, en suspendant les travaux de l'échangeur au nord du projet autoroutier. L'association *Alsace Nature* avait déjà remporté deux autres référés ; mais celui-là constitue la première décision avec un impact immédiat et lourd. Car sans échangeur, le GCO s'arrêterait net en pleine forêt... Malgré ce contexte, le 28 novembre 2018, le tribunal administratif a validé les travaux préparatoires du grand contournement Ouest. Les opposant-es demandent un moratoire et continuent les actions de terrain, comme la plantation de végétaux là où les terrassements ont été entamés.

♦ Contact : <https://gcononmerci.org> ; <http://zaddumoulin.fr>, contact@zaddumoulin.fr



Pour que Vichy ne rime pas avec chimie



Une partie de la population du bassin de Vichy se mobilise contre un projet de zone industrielle dédiée à la chimie lourde, qui se construirait sur le site de Montpertuis, à Bellerive-sur-Allier (commune voisine de Vichy). Montpertuis est un ancien site "classé Seveso". Cette zone de 130 hectares abritait les usines de munitions et d'armements de *Manurhin/GIAT Industries*. Une raffinerie d'éthanol-bois (parfois appelé, à tort, "bio" éthanol) doit fournir la matière première du futur site. La principale crainte concerne l'impact sur la santé et sur la qualité de la vie. En effet, la production d'éthanol rejette, entre autres, des odeurs pestilentielles ainsi que de grandes quantités de formaldéhyde et autres composés organiques volatils, qui sont cancérigènes. Il existe aussi des risques d'explosion, et un possible impact sur la qualité de l'eau de source de Vichy, sur la biodiversité à cause de la déforestation, etc. Les élus de Vichy Agglomération affirment que le projet est stoppé, mais la municipalité de Bellerive-sur-Allier s'apprête à modifier son Plan Local d'Urbanisme (PLU), ce qui permettrait la construction de l'usine. Le mouvement *Danger Montpertuis* s'oppose à ce projet et propose une solide documentation : www.montpertuis.info, dangermontpertuis@gmail.com

Terres excavées, terres oubliées ?

En 2015, 7 à 10 millions de tonnes par an de terres ont été gérées et/ou traitées dans le contexte de friches et de sites potentiellement pollués. Dans 75 % des cas, ces terres ont été évacuées vers des décharges. Pour inverser cette tendance et valoriser ces déblais, le ministère de la Transition écologique et solidaire a publié en novembre 2017 un nouveau guide "Valorisation hors site des terres excavées issues de sites et sols potentiellement pollués dans les projets d'aménagement". Derrière cette appellation laborieuse, les efforts à fournir restent conséquents. Pour valoriser les terres excavées, il faut en effet en connaître la composition, et les données sur les sols urbains sont encore très parcellaires... Le Bureau de recherches géologiques et minières et l'ADEME travaillent à la création d'une base de données consacrée aux sols des villes pour pallier ce manque de données. La valorisation des terres excavées est une évidence dans une approche résiliente des villes. Au-delà, éviter l'extraction et le déplacement des terres est d'autant plus préférable. Comme le rappelle l'ADEME, il est toujours possible de gérer la pollution des sols sur place, grâce à l'anticipation des travaux. (Source : Ademe & vous, n° 116, juin 2018)

» Recyclage

Gestes propres... fonds sales

Une campagne de sensibilisation *a priori* salubre est portée depuis plusieurs années maintenant par l'association *Gestes propres* sur la prévention des déchets sauvages. Elle responsabilise individuellement les personnes en apposant leur nom sur des déchets abandonnés n'importe où. Cette campagne est portée par l'association *Progrès et Environnement*, ONG créée en 1971. En creusant un peu, *Bastamag* a découvert que cette ONG est présidée par un ancien cadre de *Danone* et que la campagne *Gestes propres* est financée par des entreprises comme *Coca-Cola*, *Danone*, *Haribo*, *Heineken*, *Nestlé* ou *Total*... Autrement dit les entreprises mêmes qui fabriquent ou utilisent les emballages plastiques à la source des pollutions ! Les campagnes telles que *Gestes Propres*, en rejetant la responsabilité des déchets sur les consommateurs, masquent la responsabilité des industriels et l'urgence d'une remise en cause du principe même de la production massive de plastique et d'emballages. (*Bastamag*, 11 septembre 2018, Olivier Petitjean)



» Angleterre

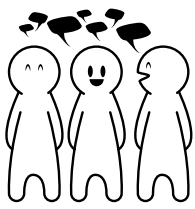
17 novembre, jour de la rébellion écolo



Le 17 novembre 2018, alors qu'en France les gilets jaunes envahissaient les ronds-points, en Angleterre, *Extinction Rebellion* lançait l'assaut pour le climat. Plus de 6 000 personnes ont manifesté à Londres, bloquant des ponts de la capitale pour dénoncer l'"inaction criminelle" du gouvernement en matière de lutte contre le changement climatique. Mercredi 31 octobre 2018 déjà, à Londres, plusieurs centaines de personnes s'étaient regroupées devant le Parlement. Le jeune mouvement revendique le droit à la vérité sur le climat. Il insiste sur l'urgence écologique d'inverser les politiques incohérentes et d'adopter des mesures politiques contraignantes pour réduire les émissions de carbone à zéro net d'ici 2025, sous contrôle d'une assemblée citoyenne. Lancé par *Rising Up*, il est aujourd'hui soutenu par des universitaires, le journal *The Guardian* et des figures scientifiques comme Joachim Schnelhuber, fondateur de l'*Institut Potsdam sur la recherche climatique*. Pour rétablir un rapport de forces favorable à la nature, les activistes revendiquent une action révolutionnaire. À rebours des mobilisations de masse, *Extinction Rebellion* s'inscrit dans des actions subversives, sans violence contre-productive, mais plus radicales, comme le blocage d'axes routiers ou les grèves de la faim, quitte à risquer la prison. Le mouvement ne demande qu'à se propager !

♦ <https://rebellion.earth>





Gilets jaunes : revue de presse

Le mouvement des Gilets jaunes suscite une grande diversité de positionnements représentatifs de la complexité des débats écologiques et sociaux actuels liés à la transition énergétique.



♦ Le refus de la taxation des carburants s'explique en partie par son opacité et parce qu'elle n'est pas dévolue à des mesures écologiques et climatiques claires, estime l'hebdomadaire *Politix* : un rapport de l'Assemblée nationale montre que seulement 19,1 % des revenus de la

TICPE seront affectés à la transition écologique. Nicolas Garnier, délégué général d'Amorce, association des collectivités territoriales et des professionnels en faveur de la transition écologique et de la protection du climat, constate que "cette population ne voit pas de progrès dans la lutte climatique nationale, constate l'insuffisance des moyens qui lui sont donnés pour changer de mode de transport, isoler sa maison, passer aux énergies renouvelables, etc., et se retrouve coincée par la nécessité d'utiliser sa voiture". Il estime que des mesures de fiscalité écologique passeraient mieux si elles étaient liées à une trajectoire évaluable de programmes climatiques, avec une transparence dans l'affectation des montants. (*Politix* n°1527).



♦ Pour la Confédération Paysanne de la Drôme, "aujourd'hui la fermeture des écoles, des bureaux de poste, la diminution des services publics, la concentration des emplois dans les villes, la

rareté des médecins, l'éloignement des hôpitaux accroissent significativement les distances que les usagers doivent parcourir. Par ailleurs, la dégradation du ferroviaire et l'entêtement dans des projets autoroutiers dépassés incitent à l'usage du véhicule personnel au détriment du développement de moyens collectifs de transport moins polluants et plus cohérents. Nombreux sont les ruraux qui n'ont pas d'autre alternative que de prendre leur véhicule quotidiennement. Ceux-là ne pourront pas réduire leur consommation de carburant malgré ces taxes (...). Le pouvoir d'achat pour une alimentation saine et de qualité en sera sûrement impacté".



♦ Ce mouvement ne peut qu'interpeller les "décroissant-es", tels que Vincent Liégey qui explique que le mouvement des gilets jaunes mobilise "un autre imaginaire que le mien, bien loin de celui que je retrouve dans ma bulle de vérité en me connectant à mon Facebook, où l'on raille ces 'ploucs' qui n'ont rien compris et qui feraient mieux de prendre, comme nous, leur vélo !".



♦ Olivier Schneider, président de la Fédération des usagers de la bicyclette, s'interroge sur ce que les humains qui vivront en 2068 pourront commémorer de notre époque. Le mouvement des

Gilets jaunes apparaît, en effet, alors que nous commémorons le centenaire de la fin de la Grande Guerre. Retiendront-ils, comme nous, qu'une génération était en train de sombrer dans le suicide collectif la fleur au fusil (ici la fleur au pot d'échappement), alors que pourtant des voix criaient dans le vide pour prévenir ces millions de morts ?

"Je voudrais - en novembre 2068 - pouvoir dire à mes arrière-petits-enfants : il y a 50 ans, en novembre 2018, nous avons enfin pris au sérieux les enjeux transverses du climat, de l'épuisement des ressources, de l'organisation du territoire : nous avons changé de mode de vie en un temps record, car nous avons enfin compris que nous n'avions pas le choix. A l'époque, en 2018, même les trajets de moins de 1 kilomètre étaient majoritairement effectués en voiture : une véritable addiction ! On allait prendre l'avion pour passer un week-end et le kérosène n'était même pas taxé. L'incrédulité dans les yeux de mes arrière-petits-enfants sera-t-elle moindre que celle de ceux qui aujourd'hui entendent parler des atrocités de la Grande Guerre, du cauchemar des tranchées, de la folie des offensives suicidaires ?".

Antisocial et écolo ? Une incompatibilité rappelée par les Gilets jaunes

Le mouvement des Gilets jaunes verrait s'opposer des préoccupations sociales (le pouvoir d'achat) aux préoccupations écologiques (préservation de la planète). Les citoyen·nes mobilisé·es dans le mouvement des Gilets jaunes seraient donc des réactionnaires, réfractaires à tout changement dans leur mode de vie polluant, opposé·es à un gouvernement qui, quant à lui, essaierait bien de faire avancer la transition écologique mais se heurterait au conservatisme de la population.

Un regard d'écolo décroissant permet même d'enfoncer le clou en jugeant que les Gilets jaunes, loin d'être sur la voie d'une société sans voiture telle que nous la rêvons, s'accrochent à un modèle de société d'un autre âge (le tout voiture) et affirment ainsi que "notre mode de vie n'est pas négociable".

Pourtant à y regarder de plus près cette analyse comporte de nombreuses fissures.

La fronde de cet automne contre la hausse des taxes sur le carburant se manifeste dans un contexte où le gouvernement n'a cessé depuis un an de faire des cadeaux fiscaux aux franges les plus riches de la population et de poursuivre parallèlement la précarisation des plus modestes.

Il y a donc un sentiment d'injustice fiscale face à une taxation qui va avoir un impact sur la facture de ménages dépendants de la voiture,

**HAUSSE DU PRIX DES CARBURANTS :
MACRON RESTE INFLEXIBLE**

ON VA MÊME AUER PLUS LOIN... ON VA AUGMENTER LE PRIX DES GILETS JAUNES



USCERRE.

alors que cette taxe ne va guère déranger les plus riches.

Ce n'est sûrement pas un hasard si la taxation écologique ne s'est pas portée sur d'autres secteurs de l'économie : taxation sur les transactions financières, ou encore taxation du kérosène destiné à l'aviation. Mais on toucherait ici directement aux flux monétaires d'un côté, au mode de vie des minorités les plus privilégiées de l'autre.

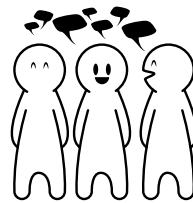
Des pistes existent pour réconcilier aisément préoccupations écologiques et sociales. Pourquoi ne pas lier directement la taxation écologique à des mesures comme la gratuité des transports en commun ou encore la réouverture de lignes de chemins de fer abandonnées, désenclavant ainsi des territoires ruraux ?

Pourquoi ? Parce que de telles mesures sociales et écologiques ne rentrent tout simplement pas dans l'agenda néolibéral d'un gouvernement qui se soucie, en réalité, bien plus d'augmenter les profits et de relancer la croissance, que de préserver la planète.

Ce que nous montre cet épisode de prétendue conflictualité entre intérêts écologiques et intérêts sociaux, c'est que la transition écologique s'accommode mal d'une politique qui parallèlement favorise les inégalités sociales.

On n'assiste donc pas au duel entre des citoyen·nes réactionnaires et un gouvernement écolo. Mais plutôt aux impasses d'un gouvernement qui, faute de vouloir réaliser une politique sociale, ne peut pas non plus réaliser une politique écologique. Car, loin de s'opposer, mesures sociales et mesures écologiques se renforcent en un cercle vertueux quand elles sont pensées dans une logique de justice. Alors que transition écologique et capitalisme s'avèrent, de plus en plus, ne pas être compatibles.

GG



Taxe écolo, oui, mais comment ?

L'association basque et non-violente Bizi a pris du recul face à l'effervescence médiatique qui a entouré l'appel du 17 novembre contre la hausse des taxes sur les carburants. Voici des extraits d'un texte paru le 13 novembre 2018 : "Dès 2009, l'association Bizi avait dénoncé les conséquences socialement et écologiquement désastreuses du renoncement à une taxe carbone ambitieuse par le président Sarkozy, à l'époque du Grenelle de l'environnement. [...] Une taxe carbone ambitieuse (Nous proposons alors 32 euros minimum la tonne dès 2010, avec augmentation consistante chaque année) et juste (un fond de compensation aurait permis de la rendre indolore pour les 50 % les moins aisés de la population) aurait pu aider à financer le développement massif des transports en commun, en ville et dans les campagnes ; des aménagements pour un usage quotidien et sécurisé du vélo, des équipements favorisant le télé-travail et un réaménagement du territoire rapprochant les lieux de vie des lieux de travail, de loisirs et de services. Elle aurait également modifié petit à petit les comportements et habitudes de déplacement tout en finançant pendant une période de transition un fond de solidarité avec les ménages les plus pauvres ou vivant dans les zones provisoirement mal desservies par les transports collectifs. [...]"

Cette taxe carbone n'a été instaurée qu'en 2014, à un montant tout à fait insuffisant. De nombreuses exonérations bénéficiant à des

secteurs, entreprises et carburants pourtant très polluants ont grevé ses recettes. Et celles-ci n'ont pas été intégralement affectées au financement de la transition énergétique, loin s'en faut, voire ont contribué via le CICE à subventionner des entreprises polluantes !

Du coup, nous nous retrouvons aujourd'hui dans une situation prévisible et qu'on aurait largement pu anticiper et éviter. La hausse du prix du pétrole vient aggraver la situation des plus pauvres, déjà victimes de politiques d'austérité visant à financer les cadeaux fiscaux faits aux plus riches et aux grandes entreprises, et trop souvent



encore dépourvus d'autres moyens que la voiture individuelle pour aller au travail. Dans un monde où le pétrole facilement accessible deviendra de plus en plus rare, le renchérissement de son prix va continuer, inéluctablement. C'est pourquoi il serait absurde de combattre le remède (le principe d'une fiscalité écologique solidaire, permettant de financer les alternatives à la voiture individuelle, de modifier les habitudes de déplacement et de compenser les surcoûts pour les populations les plus vulnérables, pendant une période de transition) pour protester contre ce qui nous fait mal, à savoir l'augmentation du prix des carburants dans une société complètement dépendante de la voiture individuelle. Plus nous perdons de temps à mettre en place une telle transition, et plus les secteurs les plus pauvres vont se retrouver définitivement piégés."

» Charente-Maritime

Dolus d'Oléron : petite commune contre géant des fast-food

À Dolus-d'Oléron, depuis plus de quatre ans, la municipalité et des habitant-es s'opposent à l'installation d'un fast-food McDonald's. McDonald's entame des négociations en 2013, et un an plus tard, Gregory Gendre, ancien militant de Greenpeace est élu à la mairie sur une promesse : l'enseigne ne passera pas le pont qui mène à l'île. Le maire fustige notamment le coût climatique d'une telle installation. Selon lui "le coût carbone du drive est énorme, ils rejettent plus de 42 000 tonnes de déchets par an", à quoi vient se rajouter une nourriture mauvaise pour la santé et l'environnement. L' élu a refusé trois permis de construire successifs, invoquant des aménagements qui nuiraient aux sols et provoqueraient embouteillages et accidents. En 2017, le tribunal administratif de Poitiers a annulé son dernier refus et condamné la mairie à payer 300 euros par jour de retard. Le maire a refusé de payer cette amende et attend le résultat de son appel. En attendant, l'amende gonfle... Elle dépasse en septembre 2018 les 90 000 euros. La pression financière pourrait signer le glas de cette indispensable mobilisation. Le poids de cette amende a amené des habitant-es à créer un collectif Pro-McDo et présente la résistance du maire comme un combat perdu d'avance. Plus que jamais, le soutien à cette petite ville de Charente-Maritime est nécessaire pour faire le poids face au géant de la malbouffe. (Source : Le Parisien, 17 août 2018)

Gentrification et logements insalubres : le waï de Marseille

"Touchez pas à la Plaine !", c'est ce que scandent les Marseillais-es depuis octobre 2018 en opposition au projet de "requalification" de la place Jean Jaurès. Sur la plaine se croisent musicien·nes, artistes et une vie associative riche. Si un besoin de rénovation de l'espace – en particulier le jardin d'enfants ou le traitement des déchets après le marché se fait sentir, les travaux aujourd'hui se font au détriment du vivre ensemble et d'une implication de la population. Le projet est de faire de la place une vitrine touristique à 20 millions d'euros et d'entraîner le départ des couches populaires. Début novembre 2018, la résistance a été délogée à coups de gaz lacrymogène lancés par les forces de l'ordre et la place a été encerclée par des blocs de bétons de 2,5 m de haut. Un "mur de la honte" qui symbolise le refus de la Ville d'une consultation populaire. Au même moment, huit personnes trouvaient la mort dans l'effondrement d'immeubles, à cause de leur insalubrité. Ce drame a révélé que 44 000 logements sont insalubres à Marseille, et que rien ne change malgré des années de signalement. Au 26 novembre 2018, 1 400 personnes avaient été évacuées de leur logement à Marseille. Les habitant-es sont provisoirement relogé-es dans des hôtels parfois très éloignés de leur quotidien. Des milliers de personnes sont régulièrement dans la rue pour dénoncer le mépris des services publics. Elles réclament des investissements dans des logements décents pour toutes, et l'arrêt des projets coûteux visant à gentrifier les quartiers.





Libertés

Mobilisation monstre contre le racisme dans les rues de Berlin



Le 13 octobre 2018, 250 000 personnes défilent à Berlin pour une Allemagne antiraciste, à l'appel du collectif *Indivisible* qui regroupe ONG et artistes. Cette énorme manifestation répond au racisme véhiculé par l'extrême droite, entrée il y a un an au Bundestag, la chambre basse du Parlement allemand. L'*Alternative pour l'Allemagne* (AfD) alimente la peur et la haine face à l'arrivée de plus d'un million de personnes réfugiées entre 2015 et 2016 dans le pays. Fin août 2018, une manifestation de sympathisants d'extrême droite avait dégénéré en chasse à l'étranger dans les rues de Chemnitz juste après le meurtre d'un Allemand attribué à un réfugié. Certains avaient défilé en faisant le salut hitlérien, et un restaurant juif avait été attaqué.

» Bure

Criminalisation scandaleuse de l'opposition au nucléaire

En novembre 2018, l'ampleur de l'enquête pour "association de malfaiteurs" ouverte depuis juillet 2017 contre les opposant·es au projet CIGEO d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure a été révélée par *Libération*, *Mediapart* et *Reporterre*. Ces trois médias ont rappelé les perquisitions brutales chez une dizaine de personnes opposantes, dont un avocat, Maître Étienne Ambroselli. Cinq personnes ont été placées sous contrôle judiciaire et ne se voient pas reprocher des faits précis, mais de participer à une "association de malfaiteurs" du nom d'un article du Code pénal né après les attentats anarchistes de la fin du 19^e siècle et réactivé avec les attentats terroristes de la fin du 20^e siècle. En signe de soutien, des "bals des malfaiteurs" ont été organisés par des personnes antinucléaires un peu partout en France le 10 novembre. Parallèlement, une tribune signée fin novembre par une centaine de personnalités dont Geneviève Azam, Paul Ariès ou Isabelle Stengers, affirme que les "techniques spéciales d'enquête" de la loi du 3 juin 2016 sur la "criminalité organisée et le terrorisme" servent en réalité à asphyxier la contestation du plus



gros projet industriel français. "Une débauche de moyens est utilisée pour traquer les opposant·e·s : des milliers d'écoutes téléphoniques, balises GPS sous les voitures, géolocalisations, 'valises espionnes', tentatives de pose de micro, analyses ADN, une vingtaine de perquisitions, saisie de centaines d'ordinateurs, téléphones et clés USB, dizaines de gardes à vue de 48 à 60 heures. Dix gendarmes travaillent quasiment à temps plein sur l'enquête au sein d'une 'cellule Bure' spéciale. Le dossier d'enquête fait déjà plus de 10 000 pages, pour un coût de plusieurs centaines de milliers d'euros au moins, selon les opposant·es. [...] Nous dénonçons un scandale d'État. Cette 'affaire Bure' constitue une nouvelle attaque sur les libertés publiques, une entrave à toute possibilité de contestation politique à l'aide des outils hérités de l'antiterrorisme, une menace de trop à l'encontre de fondements démocratiques".

♦ Contact : stopcriminalisationbure@riseup.net, www.stopcigeo-bure.eu, <https://bureburebure.info>, Maison de Résistance, 2 rue de l'église, 55230 Bure, tél. : 03 29 45 41 77.



Politique

» Israël-Palestine

La campagne BDS en 2018

En 2018, la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanction (BDS) à l'égard des intérêts d'Israël et pour le respect des droits fondamentaux des Palestinien·nes, s'est poursuivie avec une série d'actions et de prises de position, notamment :

- L'*Internationale socialiste*, qui regroupe 140 partis politiques dans le monde, dont 35 en situation de gouvernement, a adopté le BDS et appelle à un embargo militaire sur Israël jusqu'à ce qu'il cesse ses violations des droits des Palestinien·nes et son système d'apartheid.
- Le Sénat irlandais a voté le 11 juillet un projet de loi historique interdisant l'importation de biens et de services produits dans les colonies de peuplement israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées.
- Dublin est devenue la première capitale européenne à soutenir officiellement le BDS.
- Au niveau sportif et culturel, l'équipe nationale de football d'Argentine, dirigée par Messi, a annulé son match amical avec Israël. Shakira et Gilberto Gil ont annulé leurs concerts respectifs à Tel Aviv, et deux rappeurs américains ont fait annuler le festival qui devait les accueillir en s'en retirant. Natalie Portman a refusé de venir recevoir le prix *Genesis* attribué par le bureau du Premier ministre israélien, entraînant l'annulation de la cérémonie. De nombreux artistes ont refusé de participer à des événements culturels organisés en lien avec le gouvernement israélien partout dans le monde.
- Au niveau commercial, *Adidas* a annoncé la fin de son parrainage de la *Fédération israélienne de football*. Le géant français de la location de voitures, *Europcar*, a fermé ses sites de location gérés par son franchisé israélien dans les colonies de peuplement israéliennes illégales. La plateforme de logement *Airbnb* a annoncé en novembre 2018 son retrait des colonies de Cisjordanie, occupée illégalement par Israël.
- Quarante organisations juives pour la justice sociale à travers le monde reconnaissent que le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens a fait la preuve de son engagement à "lutter contre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme".

♦ On peut retrouver ces dates parmi 70 autres sur le site de BDS France, www.bdsfrance.org

Le Genepi interdit d'entrer en prison

Le *Genepi* est une association étudiante qui milite pour le décloisonnement des institutions carcérales depuis 42 ans, notamment en animant des ateliers en prison. Le 20 septembre 2018, suite à une décision de la direction de l'Administration pénitentiaire (DAP), des bénévoles du *Genepi* se sont vu refuser l'accès à plusieurs établissements pénitentiaires. Depuis 1976, le *Genepi* et la DAP étaient liés par une convention régissant le



cadre du partenariat national grâce auquel près de 2 000 personnes incarcérées bénéficiaient chaque année d'activités scolaires et socio-culturelles mises en place par les 900 bénévoles de l'association. Cette convention a été unilatéralement rompue par la DAP, qui n'admet pas certaines des positions prises par des groupes locaux du *Genepi* pour dénoncer les conditions de vie indignes des personnes incarcérées que ces bénévoles ont constatées. Dans le contexte d'une surpopulation carcérale record et d'un durcissement des conditions de vie des personnes détenues, cette décision remet en cause la capacité du *Genepi* à poursuivre ses activités et menace la raison d'être de l'association.

♦ *Genepi*, 12 rue Charles Faurier, 75013 Paris, tél. : 09 61 20 31 49, www.genepi.fr



Paix et Non-violence

» CHRONIQUE

NUCLÉAIRE ÇA BOUM !

Plaidoyer pour l'action !

Cette chronique "Nucléaire, ça boum !" a parcouru en plusieurs années beaucoup d'aspects du désarmement nucléaire, des dangers des arsenaux existants, des fausses raisons de justification de ces armes de destruction massive, et des vraies raisons dont la plus évidente est celle d'un marqueur de puissance pour les États qui veulent rester dominants... ou le devenir. Cette chronique se termine avec ce plaidoyer.

En principe, la lectrice et le lecteur de *Silence* sont maintenant informé-es et savent (presque) tout du Traité d'interdiction des armes nucléaires qui devrait entrer en vigueur cette année 2019, lorsque 50 États l'auront ratifié.

Reste la suite. Comment imposerons-nous à un pays nucléaire, le nôtre, de faire le pas ? Il y a les arguments que nous avons mis en avant au cours de ces années de rubrique. Mais si les arguments étaient suffisant pour convaincre, il y aurait très longtemps que l'arme nucléaire aurait été abandonnée.

Ce qui peut faire changer les mentalités, celles de nos concitoyen-nés

"pro-nucléaires" et celles des élu-es, pour la bombe à la quasi unanimité, ce sont des actions d'interpellation répétées, qui montrent par nos témoignages la nécessité du débat et l'importance d'accepter la remise en question du tabou nucléaire.

Les mouvements non-violents connaissent cette dynamique. Notre collectif associatif "Abolition des armes nucléaires-Maison de Vigilance" organise un "jeûne-action" chaque année depuis plus de 30 ans. En 2019 ce jeûne-action se déroulera à Dijon, du 6 au 9 août, près de Valduc, LE centre national d'entretien et de modernisation des 300 bombes nucléaires tricolores, mais également des bombes du Royaume-Uni ! Alors, militant-es de tous pays, prévoyez de venir !

Autre interpellation qui "marche", ce sont les vigies régulières dans des lieux de passage. Nous sommes présent-es depuis



13 ans devant le Ministère des armées, en tenue noire avec des masques blancs et des petits écriteaux "Abolition des armes nucléaires". Et les mentalités ont changé, nous subissions des injures au début, maintenant nombreux sont les personnels qui nous encouragent et nous félicitent. De telles vigies se font dans plusieurs autres endroits, pourquoi n'en organisez-vous pas une près chez vous, vous lecteur et lectrice ? Quelques heures par mois sont suffisantes ! (1)

L'abolition des armes nucléaires est à portée de main, de chaque main, à chacun-e de mettre la main !

(1) Un guide est disponible, nous le demander : abolitiondesarmesnucleaires@orange.fr

Co-président de Abolition des armes nucléaires-Maison de Vigilance - do.lalanne@wanadoo.fr

» Belgique

Une bibliothèque pour la paix



L'association belge *Agir pour la paix* a inauguré fin 2017 la bibliothèque Jean Van Lierde, du nom de cet inlassable activiste pour l'objection de conscience, la décolonisation et contre les guerres, décédé en 2006. Elle compte plus de 2 000 ouvrages dédiés à l'anarchie, l'antimilitarisme, l'acti-

visme, la non-violence et l'anti-colonialisme. On peut y consulter les ouvrages sur place. Elle est située à la *Maison de la paix*, fondée par Jean Van Lierde en 1969.

♦ Bibliothèque Jean Van Lierde, *Maison de la Paix*, 35, rue Van Elewyck, 1050 Ixelles, Bruxelles. *Agir pour la paix*, tél. : 0032 26 48 52 20, <http://agirpouirlapaix.be>

Agir pour la paix : les paroles et les actes toujours aux antipodes

Les déclarations du Président la République lors de son parcours mémoriel et lors du forum sur la paix en novembre 2018, n'ont pas toutes été tendancieuses, et lorsqu'il n'honorait pas la mémoire de Philippe Pétain, Emmanuel Macron a même déclaré : "Le monde dans lequel nous vivons est fragilisé par des crises qui déstabilisent nos sociétés : crise économique, écologique, climatique, défi migratoire. Fragilisé par la résurgence de menaces capables de frapper à tout moment : terrorisme, prolifération chimique ou nucléaire". Le Président de la République a réaffirmé le 11 novembre sa "détermination à promouvoir les valeurs démocratiques et un ordre international fondé sur des règles et renforcé par des institutions multilatérales solides". Pourtant, comme le soulignent Roland

Nivet, porte-parole du Mouvement de la Paix, et Paul Quilès, président d'*IDN - Initiatives pour le Désarmement Nucléaire*, la France refuse de participer aux conférences multilatérales sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires. Elle viole le traité de non-prolifération. Il faut beaucoup d'aplomb au Président de la République pour oser affirmer que "le monde est fragilisé par la résurgence de menaces comme la menace nucléaire, qui est capable de frapper à tout moment", alors qu'il vient de faire voter à l'Assemblée nationale une loi de programmation militaire (16 février 2018) qui prévoit le doublement des crédits consacrés aux armes nucléaires. (Roland Nivet et Paul Quilès, 14 novembre 2018.)

Génocide Rouge

Le 16 novembre 2018, à Phnom Penh, un tribunal spécial de l'ONU a condamné pour génocide Khieu Samphan et Nuon Chea, deux dirigeants du régime de Pol Pot. C'est la première fois que ce crime est retenu contre des anciens Khmers rouges, qui ont tué presque deux millions de Cambodgien-nés. La *FIDH* (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme), souligne que c'est la première fois que des mariages forcés et des viols sont qualifiés de crime contre l'humanité.



Nucléaire

50% de nucléaire, comment faire ?

Une réduction à 50 % de nucléaire dans notre mix énergétique, tout en conservant notre consommation actuelle d'électricité, nécessiterait de fermer une vingtaine de réacteurs nucléaires de 900 mégawatts. Pour remplacer annuellement autant de production d'électricité nucléaire, il faudrait installer environ quatre fois plus de puissance en éolien et en photovoltaïque. Malgré tout, cette production renouvelable n'étant évidemment pas toujours disponible, pour répondre immédiatement à la demande, il est indispensable de posséder en appoint une puissance pilotable équivalente à celle du nucléaire supprimé.

La solution qui vient en premier à l'esprit serait d'augmenter d'autant la puissance de notre parc de centrales gaz, avec corrélativement une augmentation de nos émissions de CO₂.

Mais une solution plus élégante, soulignée par l'Ademe et par l'Agence internationale de l'énergie, ne serait-elle pas d'augmenter notre capacité de stockage dans des stations de transfert d'énergie par pompage (STEP), qui peuvent en quelques minutes fournir la puissance nécessaire ?

Utiliser des barrages existants en les équipant comme des STEP permettrait d'augmenter notre potentiel de stockage sans impact sur l'environnement. Des études ont déjà été réalisées sur certains sites.

Pour descendre à 50 % de nucléaire, ne serait-il pas envisageable d'augmenter la puissance de nos STEP de 5 gigawatts à environ 23 gigawatts ?

Ces nouvelles STEP permettraient en outre de pouvoir fermer nos centrales au charbon et au fioul, tout en utilisant beaucoup moins nos centrales au gaz, donc de réduire considérablement nos émissions de CO₂, et de moins dépendre de coûteuses importations de gaz.

Dans le cadre de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), qui doit décider en décembre 2018 de la fermeture ou non de réacteurs nucléaires et du développement des énergies renouvelables dans les dix ans à venir, nos parlementaires et le gouvernement saisiront-ils cette occasion pour augmenter considérablement notre capacité de stockage dans nos barrages existants ?

Jean-Louis Gaby

Fukushima

♦ **Séisme important.** Le 13 août 2018, un séisme de magnitude 5,4 a eu lieu avec un épicentre à seulement 20 km de la centrale accidentée. Les responsables du site ont fait savoir que les cuves de stockage de l'eau contaminée ont été fortement secouées mais qu'elles ont résisté.

♦ **Rejets en mer dangereux.** Depuis des années l'opérateur TEPCO demande l'autorisation de rejeter de l'eau contaminée en mer. Trois réunions publiques sur le sujet se sont tenues en septembre 2018 autour de la centrale accidentée dans le cadre d'un projet de déclaration publique. TEPCO y a confirmé que plus d'un million de m³ d'eau sont stockés sur le site, et que cela continue de s'accroître de jour en jour. La décontamination de cette eau n'est que très partielle et plus de 80 % du volume dépassent actuellement les limites autorisées pour un rejet en mer. Toute l'eau n'a pas été "décontaminée" et certains réservoirs contiennent de l'eau avec un taux de strontium qui atteint 600 000 Bq/l soit 20 000 fois la limite autorisée. C'est le maximum annoncé par TEPCO. La firme annonce continuer à traiter de l'ordre de 340 m³ par jour soit sensiblement ce qui s'ajoute dans le même temps. Mais cette "décontamination" est incomplète et n'ôte pas le tritium qui reste un polluant majeur. Malgré l'opposition du public et de certaines autorités locales, TEPCO continue à faire le forcing pour bénéficier de dérogations pour rejeter l'eau en mer.



Santé



À Marseille, la mobilisation des locataires pour une eau potable

Jaune, marron ou pleine de chlore ? C'est avec angoisse que les habitant-es de la cité d'Air-bel ouvrent leur robinet depuis des années. Depuis au moins sept ans, les légionelles prolifèrent dans l'eau des logements de la grande cité de Marseille, à un taux parfois 40 fois supérieur à la normale. La bactérie est dangereuse : inhalée dans des vapeurs ou ingérée dans l'eau chaude, elle peut engendrer la légionellose, une maladie respiratoire potentiellement mortelle. Et en 2017 un habitant touché par la légionellose en est mort. Ce n'est qu'à l'été 2018 que la préfecture a sommé trois bailleurs d'installer des filtres pour endiguer la bactérie et a mandaté un expert indépendant pour évaluer la qualité de l'eau. En attendant, la situation est désastreuse et l'Amicale des locataires d'Air-Bel continue son travail de mobilisation et d'alerte. Jusqu'à présent, les trois bailleurs de la cité Air-Bel (Logirem, Unicil et Erilia) qui compte près de 7 000 habitant-es privilégiaient la chloration pour atténuer la contamination des eaux, une méthode visiblement insuffisante. Fin août 2018, la situation n'était pas résolue et les filtres n'étaient pas installés partout. Pour éviter les maladies voire la mort, les habitant-es se lavent à l'eau minérale et au bas de la tour, on trouve des dizaines de sacs poubelle de bouteilles d'eau vides à recycler. Les locataires ont commencé à faire bouger les bailleurs, espérons que les travaux débiteront rapidement... (Source : Bondy Blog, 5 septembre 2018)

La chasse et le tir sportif nous empoisonnent au plomb

Le plomb est l'un des neurotoxiques les plus puissants. Il n'existe aucun seuil de toxicité, ce qui signifie que la moindre contamination est dangereuse. Or ce métal mutagène et cancérigène est présent en masse dans les écosystèmes européens. Un rapport de l'Agence européenne des produits chimiques publié le 12 septembre 2018 fait état de la contamination due aux munitions en Europe. Entre 30 000 et 40 000 tonnes de plomb sont répandues dans notre environnement chaque année par la chasse et le tir sportif. 21 000 tonnes par la chasse, 10 à 20 000 tonnes via la pratique du tir sportif. La répartition par pays n'a pas été mesurée, mais on sait qu'en Europe un quart des adeptes de la chasse vivent en France... Les effets toxiques concernent la faune sauvage : un à deux millions d'oiseaux meurent chaque année d'intoxication au plomb. La biodiversité marine est aussi touchée. Un plongeur a ainsi réussi à ramasser à lui seul, en 15 mois, une tonne de plomb à Biarritz. Les effets neurotoxiques touchent également les humains, via le gibier abattu mais surtout via les ressources en eau. Des balles en acier fonctionnelles pourraient facilement remplacer les balles en plomb, estime l'agence européenne. Plus fondamentalement, c'est la place de ces deux "loisirs" qui pourrait être interrogée...

L'Espagne sort du nucléaire et des énergies fossiles

Le gouvernement espagnol socialiste de Pedro Sanchez a annoncé, le 15 novembre 2018, qu'il ne modifierait pas le programme d'arrêt des centrales nucléaires, qui prévoit une limite d'âge à 40 ans. Concrètement, le dernier réacteur devra donc fermer en 2028. Le nucléaire couvre actuellement environ 20 % des besoins en électricité. Sa production a été dépassée en 2015 par celle des énergies renouvelables qui progressent rapidement. Le gouvernement veut aller plus loin dans le domaine de l'énergie et discute actuellement d'un programme 100 % électricité renouvelable qui devrait permettre, d'ici 2050, de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 %. Ce projet prévoit la fermeture de 9 centrales au charbon (sur les 14 existantes) d'ici juin 2020. La dernière centrale à charbon doit fermer avant 2030. Il prévoit l'installation de 3000 MW par an de nouvelles installations renouvelables (l'équivalent de 3 réacteurs nucléaires). Le programme prévoit la mise en place de "zones à faibles émissions" d'ici 2023 dans les villes de plus de 50 000 habitant·es, incluant l'interdiction des moteurs thermiques (essence ou diesel) pour les voitures individuelles. Les voitures à moteur thermique seront interdites d'immatriculation à partir de 2040. La généralisation des voitures électriques ne devrait pas augmenter la demande en électricité car, en parallèle, les consommations des autres appareils électriques sont en baisse. L'exploitation pétrolière ou gazière par fracturation hydraulique est interdite. Un programme d'amélioration de l'habitat prévoit une réhabilitation de 100 000 logements par an au moins jusqu'en 2030. La ministre de l'Écologie, Teresa Ribera a annoncé que ces mesures se feront parce que maintenant les énergies renouvelables sont moins chères.

» Morbihan

L'opposition aux permis miniers porte ses fruits !

Les collectifs qui s'opposent aux projets miniers en Bretagne ne manquent pas ! L'association *Attention Mines !* résiste au projet minier dit de Silfiac, dans le Morbihan, depuis le début, tout comme *Eau et Rivières de Bretagne*, l'association pour la production et la protection des salmonidés en Bretagne, qui s'est opposée, depuis le début, aux 3 permis miniers prévus à Merléac, Silfiac et Loc-Envel. Ces 3 permis sont situés dans



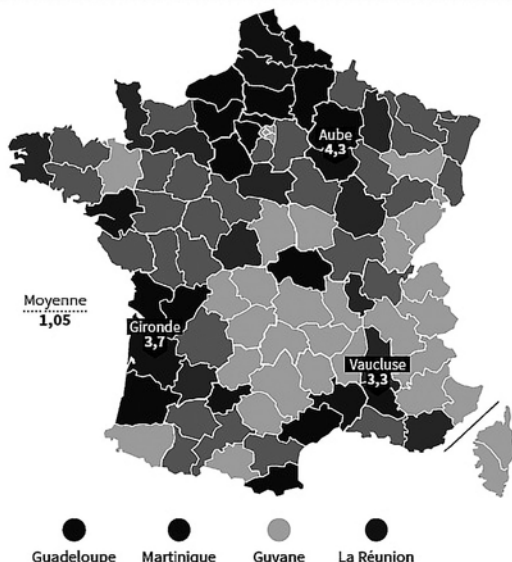
une zone que l'on qualifie de château d'eau de la Bretagne : l'exploration puis l'exploitation minière mettraient en péril cette précieuse ressource en eau. Sur le Permis Exclusif de Recherche de Mines (PERM) de Merléac où des forages profonds sont projetés depuis le début à la Porte-aux-Moines, l'association *Vigil'Oust* a organisé deux manifestations très suivies en mars puis juin 2018. Résultat : les forages annoncés à Merléac n'ont toujours pas eu lieu. Par ailleurs, le collectif *Douar Didoull* a organisé la troisième édition du *Festival des Luites* fin juillet 2018. La mobilisation est plurielle et s'amplifie : aux côtés des citoyen·nes, le conseil régional de Bretagne, le conseil départemental des Côtes-d'Armor et de nombreuses communes ont demandé l'abrogation des permis et certaines se sont associées aux recours en annulation initiés par les associations. L'obsolescence du code minier en vigueur, le manque d'information et de prise en considération de la population rendent difficile le soutien aux permis miniers, et c'est pour l'instant la mobilisation citoyenne qui l'emporte. Mais comme l'association *Attention Mines !* le précise : les permis sont toujours valides, et la vigilance de mise. (Source : *Eau & Rivières de Bretagne*, juillet 2018, n°184)

♦ Contact : Mairie de Silfiac, rue Paul Le Bourlaye, 56480 Silfiac, attentionmines@riseup.net, <http://alternatives-projetsminiers.org>

Agriculture

QUANTITÉ DE PESTICIDES
PERTURBATEURS ENDOCRINIENS SUSPECTÉS
VENDUE PAR HECTARE DE SURFACE AGRICOLE UTILE
(kg/ha) en 2017

■ De 0,02 à 0,5 ■ De 0,5 à 1 ■ De 1 à 1,5 ■ De 1,5 à 2 ■ De 2 à 4,3



Glyph'awards

Générations Futures, en partenariat avec *Le Parisien*, a rendu publiques le 20 novembre 2018 des cartes de France détaillant par département les ventes de pesticides. Dans un contexte de sortie programmée du glyphosate, l'association en a profité pour attirer l'attention sur les départements les plus dépendants à l'usage de ce pesticide. En 2017, les lauréats sont : le Vaucluse, La Réunion, la Martinique, la Gironde et l'Aube.

♦ *Générations Futures*,
179 rue Lafayette 75010 Paris,
tél. : 01 45 79 07 59,
<https://www.generations-futures.fr>

OGM : des étiquettes bien opaques

L'Assemblée nationale avait proposé d'inscrire dans la loi issue des États généraux de l'alimentation l'obligation d'étiqueter les aliments issus d'animaux nourris aux OGM (viande, œufs, produits laitiers). Cette obligation a été adoptée lors de la première lecture du texte, avant d'être supprimée par le Sénat en juillet 2018. Une cuillerée avec ou sans OGM ? Le mystère reste entier. (Source : *info'OGM*, n°152, septembre/décembre 2018)

Agenda

décroissance, transition

VAUCLUSE : CONFÉRENCE - DÉBAT : L'HABITAT PARTICIPATIF

26 janvier

À Avignon. L'association *Écohabiter en Vaucluse* propose une rencontre autour de témoignages de personnes qui déjà font l'expérience de l'habitat participatif. Quelle convivialité dans une vie de groupe ? Quels sont les outils facilitateurs utilisés ? De 10h à 17h.

Domaine La Souvine, chemin de Bel Air, Avignon-Montfavet 84140, ecohabitervaucluse@gmail.com. Courrier postal : Écohabiter Vaucluse, 17 ter impasse Pignotte, 84000 Avignon.

éducation

LYON : RÉAGIR À L'AGRESSIVITÉ

28-29 janvier

Comprendre le mécanisme de l'agressivité et les réactions émotionnelles en jeu, écouter le besoin derrière l'agressivité, respecter et se faire respecter. Formation pour les professionnel·les en charge de l'accueil, l'aide ou l'accompagnement. Méthode interactive.

IFMAN-Rhône-Loire, 19 rue des Pâquerettes, 69500 Bron, rhoneloire@ifman.fr, www.ifman.fr

énergies

MEUSE : BURE : OCCUPATION CONTRE LA POUBELLE NUCLÉAIRE

Les opposant·s à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejus sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

www.bureburebure.info, sauvonslafaforet@riseup.net, tél. : 03 29 45 41 77.

environnement

ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : www.zadroybon.noblogs.org, www.chambarans.unblog.fr

STAGES DE FORMATION À LA NON-VIOLENCE

L'Ifman, Institut de recherche et de formation du MAN, organise des formations sur la régulation non-violente des conflits, avec des méthodes interactives :

- 28-29 janvier à Lyon : "Réagir à l'agressivité. Apaiser, écouter, s'affirmer".
- 18-19 mars et 8-9 avril à Dijon : "Transformer les conflits et apaiser les relations".
- 28-29 mars à Mâcon : "Accompagner les jeunes enfants".
- 20-21 mai à Dijon : "Développer une autorité éducative".

Informations et inscriptions auprès de l'Ifman Rhône-Loire, 19 rue des Pâquerettes, 69500 Bron, rhoneloire@ifman.fr, www.ifman.fr

société, politique

RHÔNE : FORUM NATIONAL DE LA GRATUITÉ

5 janvier

À Lyon. L'Observatoire international de la gratuité lance cette initiative en partenariat avec l'Observatoire sur les mouvements sociaux, l'ACU/Ensemble ! et le site Le Grand Soir. Conférences, poésie, musique, concert, bar, village associatif... Nombre de places limité. Inscrivez-vous dès maintenant. De 9h à 19h à la Salle Paul Garcin, 7 Impasse Flesselles, Lyon 1er.

Infos : <http://appelgratuite.canalblog.com>

MAINE-ET-LOIRE :

STAGE DE DÉSÔBEISSANCE CIVILE

13 janvier

À Angers. Le collectif des Désobéissants propose une journée autour de la désobéissance civile et l'action directe non-violente, le dimanche 13 janvier 2019 de 9h30 à 18h30. Il s'agira notamment d'apprendre à organiser des actions visant à défendre des droits sociaux, les droits humains et ceux des animaux, l'avenir de la planète...

S'inscrire :

desobeissants.angevins@protonmail.com

silence

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

Jeudi 17 et vendredi 18 janvier

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

LYON : CINÉ-CLUB

9 janvier

Projection du film *Les œuvres vives* de Bertrand Latouche. Le chantier naval de Port Lavigne, à Bouguenais, au bord de la Loire, est habité par une petite communauté d'habitant·es qui œuvrent à la restauration de leurs bateaux et à l'accomplissement de leurs rêves. À 20h à l'Aquarium café, 10 rue Dumont, Lyon 4^e.

Réservation conseillée :

cinclubsilence69@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99 (Monique Douillet) ou 09 81 96 94 29 aquarium.association@gmail.com

vélo

PARIS : VÉLORUTION

5 janvier

Départ place de la Bastille à 14h www.velorution.org/paris

DRÔME : RENCONTRES DE L'ÉCOLOGIE AU QUOTIDIEN

25 janvier-3 février

À Die dans la salle polyvalente, les 17^e rencontres de Die, "S'engager ensemble... pour une Terre de vie, de paix, de liens". **Vendredi 25 janvier : Porteurs de sens.** 14h-16h : film-Débat, *Polien* de Louie Schwartzberg. 17h : responsabilité citoyenne pour la société de demain, avec Elise Lowy, *Revue EcoRev'* et Vincent Mignerot, écrivain et chercheur indépendant en sciences humaines. 20h30 : "La dimension humaine de la transition écologique" avec Audrey Pulvar, directrice de la *Fondation Nature et Homme* (ex-Nicolas Hulot) et Riccardo Petrella, économiste.

Samedi 26 janvier : Humanité solidaire. 11h :

inauguration festive sur le marché de Die. 12h : repas sur le marché. 14h : film-Débat *Roundup face à ses juges* avec Marie-Monique Robin, réalisatrice et

Michèle Rivasi, élue européenne. 16h-17h : chants du monde avec la chorale *Yemaya*. 17h : *S'engager dans la Biovallée* (en hommage à Didier Jouve) avec l'association *Biovallée*. 18h30 : inauguration des 17^e Rencontres de Die. Buffet offert et bal folk avec les *Falcon Folk*.

Dimanche 27 janvier : Tisserands de Paix. 10h : film-débat *Les guerrières de la Paix* de Hanna Assoulène et Jessica Bertaux.

14h : conférence-spectacle "Vieillesse heureuse ensemble !" avec Sandra Meunier, art-thérapeute. 17h : "Les tisserands de Paix" avec Abdenour Bidar, philosophe, essayiste. 20h30 : "Se reconnecter au vivant. Donner des droits à la Nature : une première étape ?" avec Pablo Servigne, ingénieur agronome et Marie Toussaint, juriste en droit international de l'environnement.

Lundi 28 janvier : Se relia. 10h :

atelier pratique compostage et paillage avec Julien Soulié et Blandine de Montmorillon, de l'association *Compost & Territoire*. 14h : trajectoires migratoires à travers les Alpes, de 1945 à nos jours avec Claire Levy-Vroelant, professeure de sociologie. 17h15 :

"Les chemins de l'exil : réfugiés, exilés, migrants, circulations et altérités" avec Claire Levy-Vroelant. 20h30 : "Exils choisis ? Migrations contraintes ? Émigrations empêchées ? Immigrations piégées ?" avec Claire Levy-Vroelant, Myriam Laidouni-Denis, Philippe Hanus et Claire Rodier du *Gisti* (Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés).

Mardi 29 janvier : Sagesse de la nature. 14h : "Décryptage de l'information & journalisme de solutions" avec Laurianne Ploix, fondatrice et directrice de publication du journal de solutions participatif et local *Tout Va Bien* et Claude Veyret, rédacteur à *mediasciensdroids.info*. 17h : "Le transhumanisme : la déconstruction de l'homme" avec Éric Lemaître, socio-économiste. 20h30 : film-débat *Les gardiens de la terre* de Rolf Winters et Renata Heinen avec Frédérique Van Ingen, auteure de *Sagesses d'ailleurs pour vivre aujourd'hui* et Kim Pasche, anthropologue.

Mercredi 30 janvier : Pour le climat. 10h : film *La révolution silencieuse* de Lila Ribi avec Jean Marie Verdet, agriculteur à Saint-Roman-en-Diois. 14h : mercredi *Écologie pour les jeunes* (Tout public à partir de 5 ans). 17h : film-débat *2 degrés avant la fin du monde* de Henri Poulain avec Stéphane Kerckhove, *Agir pour l'Environnement* et Eva Sas, députée de l'Essonne (sous réserve). 20h30 : conférence-débat "Climat : un réchauffement plus fort que prévu" avec Stéphane Kerckhove et Eva Sas.

Jeudi 31 janvier : Intelligence collective. 10h : film-débat *Retour à la vie de l'Environnement* et Guido Freddi. 14h : atelier pratique "La gouvernance partagée" avec Véronique Guérin, psychosociologue, spécialisée en

dynamique des groupes et intelligence collective. 16h30 : film-débat *Sécurité nucléaire, le grand mensonge*, de Éric Guéret et Laure Noulhat avec Christine Malfay-Regnier, *Sortir du Nucléaire 26/07*. 20h30 : "Pourquoi l'Afrique refuse le 'développement' ?" avec Sophie Bessis, historienne, spécialiste des relations nord-sud, chercheuse associée à l'IRIS. Aminata Dramane Traoré, ex-ministre de la Culture du Mali. Raymond-Goni Zonon, *Terre de vie Tchérifa* (Burkina Faso).

Vendredi 1^{er} février : Vie sauvage. 14h : "Retrouver l'équilibre par le dialogue avec la nature" avec Kim Pasche, archéologue expérimental, trappeur, auteur. Il vit entre l'Europe et le Yukon (Canada). 17h : "La vie sauvage" avec Gilbert Cochet, naturaliste, scientifique de terrain, auteur de *Ré-ensauvageons la France*. 20h30 : Playback théâtre : *nos petits pas vers une terre de vie, de liens et de paix* avec Véronique Guérin, psychosociologue et l'équipe de *Théâtre-Forum d'Étincell*.

Samedi 2 février : Lanceurs d'alerte. 10h : film-débat *Semences du futur* de Honorine Perino avec Laurence Camilleri, *Femmes semencières*. 14h : "La pollution électromagnétique : comprendre et agir" avec Michèle Rivasi, députée Européenne, co-fondatrice du *Centre de Recherche et d'Information Indépendant sur les Rayonnements ElectroMagnétiques (CRIREM)*. 17h : "Climat, biodiversité, effondrement : Alerter et se préparer" avec Corinne Morel Darleux, militante écologiste, chroniqueuse pour *Reporterre* et *Là-bas si j'y suis*, conseillère régionale et Pablo Servigne, chercheur in-terre-dépendant, auteur et conférencier. 21h : bal folk avec *Trad'actuelle Occitane*.

Dimanche 3 février : Initiatives citoyennes. 10h : film *Trait de vie* de Sophie Arlot et Fabien Rabin avec Sophie Arlot, *Grenier d'images* et Valérie du Retail, éleveuse de chevaux, formée à la traction animale. 14h : film-débat *Sur les îles du ciel* de Olivier Alexandre avec Nathalie Padée, toxicologue, Gilbert David, *LPO Drôme*. 16h : "Balade à travers... chants" avec *Le Chœur Die Cantat*. 17h : film-débat *Après-demain* de Cyril Dion. 19h : repas partagé ouvert à tou·tes (participation libre). 20h30 : conférence gesticulée "Retour vers le No futur" avec Jérôme "Job" Guendouz, association *Catalyse*.

Retrouvez le programme complet sur www.ecologieauquotidien.fr. Informations pratiques : Écologie au Quotidien, 695 chemin Chastel et Bassette 26150 Die, tél. : 04 75 21 00 56.



Annonces

» Entraide

■ **Gers.** Cherche pour le printemps 2019 plants de bambous de l'année (variétés géantes) pour projet de bambouseraie pour construction, installations artisanales. Contact : Olivier, maisefin@netcourrier.com, tél. : 09 73 50 25 46.

» Se loger

■ **Bas-Rhin.** Cherche logement très calme, agréable et sans nuisances, pouvant convenir à une personne seule (à partir de 30m² habitables), calme, solvable, non-fumeur et sans animaux. À acheter ou à louer si loyer modéré. Zone

géographique libre. Photos et description détaillée bienvenues. Contact : tél. : 06 43 40 10 98. Ne pas hésiter à laisser un message. Courriel : mylogin2017@laposte.net

■ **Hauts-de-Seine.** Habitat Participatif en copropriété à Malakoff. Le groupe-projet recherche ménages avec enfants pour compléter l'unité de 10 logements. Immeuble de 6 étages, situé au centre-ville. Montage BRS "Boil réel solidaire" : 4000 €/m² + loyer foncier. Nécessité d'avoir un revenu imposable en dessous du plafond PSLA. Livraison début 2020. Joindre C. Dumont, tél. : 06 46 10 05 68.

■ **Vienne.** Vends, proche Poitiers, dans village de 3 000 hab., sur terrain clôt herbeux arboré 2 500 m², zéro phyto depuis 25 ans, notre maison familiale de 190 m², dont un studio indépendant

de 30 m². Deux niveaux + sous-sol : 5ch, séj, cuis, mezzanine, bureau, lingerie-buanderie meublée, 2 sdb, 3 wc. Terrasses, véranda. Diagnostic énergétique C. Pompe à chaleur relayée par chaudière gaz. Convient pour famille ou groupe d'amis. 300 000 €. Tél. : 02 28 85 48 16.

■ **Vendée.** Petite ferme laitière, 43 ha, parcelle, très adaptée au pâturage. Nord de la Vendée. Plus d'infos : 06 64 52 42 90.

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Pour passer une annonce dans le numéro de février 2018, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mercredi 2 janvier. Pour passer une annonce dans le numéro de mars 2019, au plus tard le mardi 29 janvier, etc. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



▲ Le groupe de gaz industriel Air Liquide développe des stations d'hydrogène en région parisienne.

L'aberration de la voiture à hydrogène en 10 arguments simples

L'argument qui milite actuellement en faveur de l'hydrogène est qu'un plein, qui se fait en quelques minutes, permet de parcourir jusqu'à 600 kilomètres. Ainsi l'Ademe soutient financièrement des initiatives, alors que les inconvénients sont nombreux et souvent problématiques. En voici dix, mais vous en trouverez peut être d'autres !

- L'électrolyse de l'eau, la compression de l'hydrogène et l'utilisation d'une pile à combustible, conduisent à un rendement global de seulement 20 à 30 % selon les applications (1), contre 80 % pour le stockage avec des batteries au lithium. L'utilisation de l'hydrogène nécessite donc de consommer au moins trois fois plus d'électricité, donc de réaliser trois fois plus d'installations éoliennes et photovoltaïques.
- La pile à combustible utilise du platine, or il n'y en a pas assez sur terre pour généraliser cette solution à grande échelle sur les voitures. (2)
- On estime que si 500 millions de véhicules étaient équipés avec des piles à combustible, les pertes de platine (par dissipation dans les gaz d'échappement) suffiraient à épuiser toutes les réserves mondiales de platine en quinze ans. (3)
- Il faudrait quinze fois plus de camions-citernes pour transporter l'hydrogène que pour l'essence. (4)
- Le stockage de l'hydrogène, atome très léger, sous 350 ou 700 bars, conduit à une fuite permanente à travers la paroi du réservoir, qui se vide en quelques jours à quelques semaines selon les modèles.
- L'hydrogène est un gaz dangereux, qui s'enflamme et explose facilement lorsqu'il est présent dans l'air. Son utilisation n'est donc pas sans risques...
- La pile à combustible alimentée à l'hydrogène, insuffisante pour assurer à elle seule l'alimentation du moteur électrique, et ne permettant pas la récupération d'énergie au freinage, nécessite le complément d'une batterie tampon.
- Le poids élevé de la pile à combustible conduit à des voitures pesant au minimum 1800 kg.
- Le prix d'une Hyundai i x35 est de 66 000 €, et celui d'une Toyota Mirai frôle les 80 000 €.
- Ces voitures consomment en moyenne un kilogramme d'hydrogène aux 100 km, d'un coût de 10 €, alors qu'il est de 2,5 €/100km pour une Zoé, et de 4 €/100km pour une Tesla Model S.

Aussi on peut se demander pour quelles raisons nos élu-es, les médias et les constructeurs automobiles vantent tant les vertus de l'électromobilité à l'hydrogène...

Jean-Louis Gaby ■

Source de nombreuses informations :

Voir news.autojournal.fr, "L'hydrogène est-il l'avenir de l'automobile ?".

Autres sources :

<http://www.industrializedcyclist.com/ulf%20bossel.pdf>
<http://www.automobile-propre.com/breves/elon-musk-la-pile-combustible-cest-de-la-connerie/>
 Elon Musk: "Oh God, fuel cell is so bullshit".
 En Français, cela nous donne : "Oh mon Dieu, la pile à combustible c'est tellement de la connerie !".

(1) Si l'on utilise simplement l'hydrogène dans un moteur à explosion, le rendement global chute à moins de 15 %.

(2) Vidéo "La pile à combustible : solution ou illusion ?" par Gérard Gebel, sur Youtube.

(3) Cohen, David. "Earth's natural wealth: an audit", *New Scientist*, 23 Mai 2007.

(4) "Nanotechnology, climate and energy: overheated promises and hot air?", *Friends of the Earth*, 2010.



Anne-Sophie Clémence

▲ Longo Maï : réunion hebdomadaire au sein de la bergerie de Grange-Neuve.

Les alternatives, réponse aux risques d'effondrement ?

Silence rencontre de nombreuses initiatives dont le degré d'"alternative" et d'autonomie face aux servitudes technologiques, monétaires, politiques, varie beaucoup. Ces expériences nous permettront-elles de faire face à un possible effondrement systémique dans les années et les décennies à venir ?

LORSQU'ON ENVISAGE LA SITUATION ÉCOLOGIQUE, politique et sociale dans les décennies qui viennent, il est de plus en plus question d'un possible effondrement. Ce dernier viendrait de la rupture d'un des fragiles équilibres écologiques qui servent de base à nos sociétés, ou encore de la faillite brutale d'un des piliers de notre monde capitaliste globalisé, de la même manière que l'URSS s'est écroulée sur ses fondations il y a 30 ans.

Quel est le maillon de la fragile chaîne écosociale susceptible de casser le premier, entraînant après lui une réaction en chaîne : l'effondrement de la biodiversité et la disparition de certaines espèces clés, l'emballage climatique, l'effondrement des ressources agricoles et en eau, une catastrophe nucléaire, ou encore un effondrement du système monétaire (crise financière) ou une montée au pouvoir du fascisme ? (1)

CULTIVER NOS CAPACITÉS D'AUTONOMIE À TOUS LES NIVEAUX

Loin du survivalisme et des solutions individualistes tentant de "sauver les meubles" au détriment des autres, les alternatives rencontrées par *Silence*, dans leur grande diversité, tentent d'expérimenter d'autres modes de vie viables et solidaires. Pour cela elles cherchent à cultiver leurs capacités d'autonomie à différents niveaux. (2)

FACE AU SYSTÈME TECHNICIEN ET INDUSTRIEL

Prenons l'exemple d'internet. Que se passera-t-il en cas de coupure du réseau, suite à un *bug*, à une catastrophe naturelle ou industrielle, à une attaque malveillante ou à une censure d'État ? L'ensemble des associations, des collectifs, des réseaux qui fonctionnent en se basant sur cet outil seront du jour au lendemain privés d'une ressource essentielle pour se coordonner et s'informer. Les initiatives encore reliées par des voies téléphoniques, postales ou de rencontres directes seront à même de poursuivre leurs relations et de continuer à fonctionner.

L'échelle locale sera alors la plus résiliente, si toutefois elle ne s'est pas fait dévorer par une dépendance à l'informatique. Prenons le cas d'un groupement d'achat local dans le Var, *la Calebasse* (*Silence* n° 453 p.36). Celui-ci a décidé de renoncer à un tableau de commande en ligne, pour ne pas être dépendant et sous contrôle de multinationales monopolistiques, dans une volonté d'autonomie.

Prenons maintenant une monnaie locale : si celle-ci a fait le choix de se "dématérialiser" via des cartes électroniques, elle sera neutralisée par un éventuel effondrement industriel, sans parler d'un *bug* de logiciel interne, à l'inverse d'une monnaie complémentaire encore basée sur de l'argent liquide.

(1) Il est à noter que cet effondrement a déjà eu lieu et est déjà en train d'avoir lieu dans d'autres zones du globe (îles submergées, zones désertifiées et sans eau, effondrement politique et situation de guerre qui en découlent parfois).

(2) Ce texte est issu et inspiré d'un article initialement publié dans la revue suisse d'écologie politique *Moins!* n°34 (avril-mai 2018), "Quelles alternatives (pour faire) face au pire ?".

La revue *Silence* a elle-même tenté de réaliser un numéro sans utiliser internet, pour mesurer son degré de dépendance au système technicien. Le numéro 407 "Vivre sans internet" relate entre autres cette expérience. Mais aujourd'hui la revue fonctionne en basant une partie notable de sa communication interne et externe sur l'informatique et l'internet.

AU NIVEAU ÉNERGÉTIQUE

Sans approvisionnement pétrolier, sans électricité suite à une coupure de réseau, quelles sont les alternatives qui pourront encore fonctionner ? Côté électricité, ce sera peut-être à la campagne que le choc pourra être amorti, dans certains lieux qui s'alimentent en électricité grâce à des micro-installations éoliennes, solaires ou hydrauliques. D'autres vivent simplement sans électricité, à l'image de la communauté *Francischi*, dans le Sud de la Corse (*Silence*, n° 430 p.26), ou encore de la communauté de l'Arche de la Fleysière dans l'Hérault jusqu'en 2006 (*Silence*, n° 463 p.14).

Côté pétrole, les alternatifs ruraux seront sans doute coincés par l'usage omniprésent de l'automobile pour se déplacer, à part habiter près d'une gare ou pratiquer la bicyclette dans les zones non montagneuses. *Silence* a publié en 2004 un dossier "Vivre à la campagne sans voiture" (n° 317) qui montre, expériences à l'appui, que des alternatives sont possibles. Dans son n° 415, la revue s'est intéressée aux épiceries itinérantes tractées par des chevaux dans le Morbihan, l'Indre, le Calvados et la Haute-Vienne.

AU NIVEAU MONÉTAIRE

Une crise financière comme celle de 2008 peut avoir des effets catastrophiques sur l'économie d'un pays, comme l'Argentine a pu en faire l'expérience. À cette époque, dans ce pays, de nombreuses économies parallèles de subsistance se sont mises en place à l'aide de monnaies locales complémentaires et de systèmes de troc.

Mais outre le fait qu'elles sont souvent liées à des systèmes numériques, les monnaies locales sont indexées sur des monnaies "officielles", ce qui poserait problème en cas d'effondrement monétaire. Les Systèmes d'échanges locaux (SEL) sont intéressants en ce qu'ils organisent un troc de services se basant sur le temps, une heure étant égale à une unité d'échange. Des systèmes de troc villageois, plus ou moins organisés, vont également dans ce sens.

AU NIVEAU ALIMENTAIRE

Les systèmes de production industriels sont bien sûr dans ce domaine les plus vulnérables à



▲ Francischi : Kisaja faisant une lessive à la main.

un effondrement énergétique et économique, du fait de leurs infrastructures complexes, énergivores, de leurs circuits largement mondialisés. Les circuits courts, les cultures sans intrants et sans manipulations génétiques, les techniques simples, rendent les paysan-nes, tels des roseaux, plus souples donc plus solides face aux effondrements. *Prommata* (*Silence*, n° 331) est une association qui prépare l'avenir de l'agriculture sans pétrole en adaptant les techniques modernes à la traction animale.

Les stages d'initiation à la cueillette de plantes sauvages pour se nourrir (*Silence*, n° 441 p.15) ou se soigner vont également dans le sens d'une plus large autonomie face au système pharmaceutique et agro-industriel. De leur côté, des villes comme Albi qui cherchent à maintenir et développer l'agriculture périurbaine et les ceintures maraîchères autour des cités s'assurent une plus grande résistance face à des crises alimentaires.

Le mouvement des territoires en transition se donne également pour ambition d'assurer la résilience des villes en particulier en développant



▲ Can Decreix, la maison de la décroissance au pied des Pyrénées.

leurs capacités d'autonomie alimentaire (*Silence*, n° 365 et 379 notamment).

Certaines expériences tentent de conjuguer différentes facettes de l'autonomie. Ainsi la revue *Silence* n° 353 présentait l'exemple de Marc et Lotti, dans le Gers. Vivant à la campagne sans voiture et presque sans argent, le couple n'avait aucun moteur dans sa maison, pratiquait l'agriculture et la cueillette, meulait sa farine grâce à un système à pédales, utilisait la lactofermentation pour conserver ses aliments. Un système de nacelle que l'on peut descendre dans le puits servait de frigo lorsque la température était trop élevée.

CONJUGUER AUTONOMIE ET INTERDÉPENDANCE

Deux facteurs semblent essentiels et indissociables pour renforcer nos capacités de résilience : nos capacités d'autonomie dans le plus grand nombre de domaines possibles d'une part, et d'interdépendance d'autre part. Il s'agit ici de cultiver les liens entre initiatives alternatives pour se renforcer mutuellement en dehors du système technique, politique et économique dominant. Car si l'autonomie est un atout, une autosuffisance totale n'est sans doute ni possible ni souhaitable.

Can Decreix (*Silence*, n° 441, p.5) est un lieu collectif situé en Catalogne. Ses membres tentent d'expérimenter les possibilités de pratiques frugales pour la planète aussi loin que possible. Basée dans une commune desservie par le train, cette "maison de la décroissance" met en pratique au quotidien de nombreuses techniques de simplicité déliées de la société marchande et industrielle.

Longo Mai (*Silence*, n° 458, p. 5) est une coopérative située dans les Alpes-de-Haute-Provence depuis 1973 ainsi que dans le Jura suisse depuis 1987. Ses membres ne touchent pas les aides de l'État, mais vivent en autonomie grâce à diverses activités agricoles et artisanales. Plusieurs lieux

de vie dans un périmètre géographique limité sont en lien les uns avec les autres et s'échangent des biens et des services en dehors du système monétaire et capitaliste.

NIVEAU LOCAL ET ÉCHELON TERRITORIAL

Le niveau local semble être optimal pour cultiver l'autonomie sociale et politique ainsi que pour organiser les alternatives en cas d'effondrement. De manière générale, toute initiative qui permet de faire décroître l'empreinte écologique d'un groupe, d'une communauté ou d'un territoire est susceptible d'améliorer sa capacité de résistance ou de résilience à un effondrement. Mais cette capacité peut être très limitée par des facteurs plus globaux hors de sa maîtrise (accident nucléaire ou montée des eaux par exemple).

Il est probable que chacune de ces initiatives, prise séparément, ne suffirait qu'à amortir un peu le choc pour quelques personnes ou communautés en contact avec elle... À cet égard leur impact peut paraître limité, voire dérisoire.

Mais leur intérêt est autre. C'est aujourd'hui qu'elles jouent un rôle significatif dès lors qu'elles se maillent en réseaux, s'ouvrent, tissent des liens et se donnent à voir. À ces conditions, pour la majeure partie de la population qui continue à vivre de manière plus "standard", elles contribuent à maintenir vivante la conviction qu'il faut se battre contre un système qui, elles le démontrent, n'est pas le seul possible. Leur lutte se déroule avant tout contre des processus d'effondrements démocratiques et écologiques qui se déroulent aujourd'hui. (3) C'est au présent qu'elles ont toute leur importance pour éviter que de tels effondrements ne se produisent.

Guillaume Gamblin ■

(3) Méfions-nous des imaginaires de l'effondrement comme "grand soir" inversé et situé dans le futur, alors que ses processus se déroulent dès maintenant et que nous pouvons avoir du poids pour infléchir ces derniers.



Uniférme fête ses 40 ans

Le 6 octobre 2018 à Saint-Andéol-le-Château (Rhône), l'ambiance était à la fête sur le site du magasin *Uniférme* où paysans et paysannes, clientèle fidèle ou promeneuse de passage célébraient ensemble les 40 ans de ce magasin pionnier qui rassemble plusieurs exploitations agricoles pour de la vente directe.

À MI-CHEMIN ENTRE LYON ET SAINT-Étienne, *Uniférme* a ouvert ses portes en 1978 sous l'impulsion de huit jeunes agriculteurs désireux de contourner les circuits classiques de commercialisation. Imprégnés des idées autogestionnaires qui irriguent la France des années 1970 (telles celles des militantes du Larzac ou des ouvriers de LIP), ils décident de s'organiser par eux-mêmes pour mettre en commun leurs productions et les vendre directement aux consommateurs.

DES IDÉAUX À LA RÉALISATION D'UN MAGASIN

Le projet d'un magasin d'exploitations agricoles se précise petit à petit et, le 23 juillet 1978, est créée la SICA *Uniférme*. Le premier stand de vente est un petit cabanon au toit de tôle, ouvert à tous les vents, sous lequel les huit "paysans-commerçants" et leurs compagnes se relaient sept jours sur sept pour présenter leurs produits. Le modèle économique défendu alors de façon novatrice par *Uniférme* est le circuit-court, qui permet aux exploitations agricoles de récupérer la plus-value de leurs productions. (1)

PASSER D'UN PROJET AFFINITAIRE À UN RÉSEAU DE FERMES

Dès 1981, la construction d'un magasin "en dur" s'impose et un hangar de 150 m² est construit. Au fil des années, de nouvelles exploitations, attirées par la

garantie de débouchés qu'offre le magasin aux fermes adhérentes, rejoignent l'initiative et élargissent la gamme de produits proposés. Si les premières entrées se font surtout sur critère affinitaire, par la suite, un règlement intérieur qui définit des conditions précises d'entrée des nouveaux membres est mis en place.

Aujourd'hui, *Uniférme* regroupe 17 fermes (fournissant au total une quarantaine d'emplois), majoritairement en bio, chacune assurant le même temps de permanence au magasin à tour de rôle. Le point de vente embauche également six salarié·es à temps partiel pour assurer la tenue des caisses et certaines tâches administratives et d'entretien du magasin. Le magasin fonctionne toujours en autogestion, avec un système de gouvernance collective organisé autour d'une assemblée générale annuelle, d'un conseil d'administration mensuel et d'une organisation en commissions pour la répartition des tâches essentielles au bon fonctionnement du magasin (administration, hygiène, communication...).

Le maintien sur le long terme de ce fonctionnement sans chef, par un partage rigoureux des responsabilités nécessaires à la conduite de l'entreprise, et ce malgré les nombreux débats, désaccords et tensions qui l'ont traversée, est une véritable réussite humaine et collective. Le "modèle" *Uniférme* prouve ainsi depuis quarante ans qu'une agriculture à échelle humaine, économiquement et écologiquement viable est possible. (2)

Uniférme
90, RD 34 Le pont Rompu
St Andéol le Château
69700 BEAUVALLON
Tél. : 04 78 44 05 07
Mail :
magasinuniférme@orange.fr

Horaires :
Lundi 15h-19h
Mardi 15h-19h
Mercredi, Jeudi, Vendredi
8h30-12h30/15h-19h
Samedi, Dimanche
9h-12h30/15h-19h

Ouvert tous les jours
fériés sauf 1^{er} janvier,
1^{er} mai et Noël.

(1) PIERRE DIT MERY Michel, *La saga d'Uniférme ou l'invention d'un nouveau modèle de circuit court*, Uniférme, 2013.

(2) Voir le site de Terre d'envies : <http://www.terredenvies.fr>

C.S. ■



Marcher pour la forêt

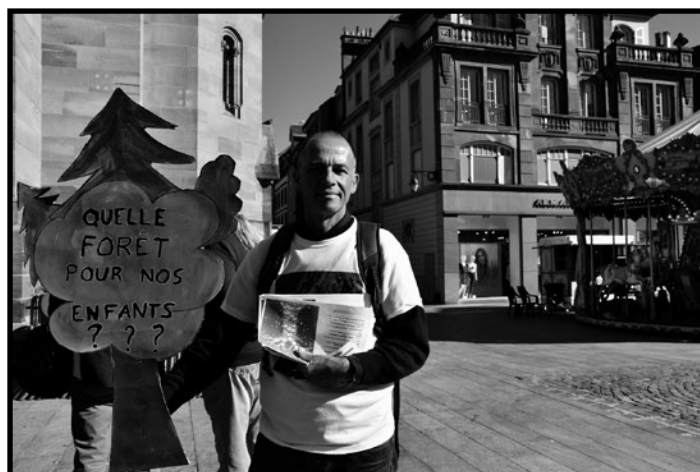
De mi-septembre à fin octobre 2018, les gardes forestier·es de l'*Office national des forêts (ONF)* ont organisé quatre marches, au départ des quatre points cardinaux de France, vers Tronçais, au centre, pour dénoncer la privatisation de la gestion des forêts publiques et leur destruction.

CES MARCHES, QUI ONT RASSEMBLÉ DES milliers de personnes, ont convergé pour un grand rassemblement le 25 octobre, avec un forum associatif, des expositions, des tables rondes, des visites en forêt, etc. Les différentes interventions ont rappelé que la défense des forêts publiques est aujourd'hui indispensable, car elles participent à l'équilibre climatique, protègent des risques naturels, et sont un de nos plus précieux biens communs. À la suite, le 29 octobre, plusieurs organismes et associations ont publié le Manifeste de Tronçais. Rédigé à l'issue du rassemblement, ce texte rappelle l'importance des forêts face au dérèglement climatique et les écueils du modèle de gestion français et demande la convocation d'un grand débat public autour de la préservation de la forêt.



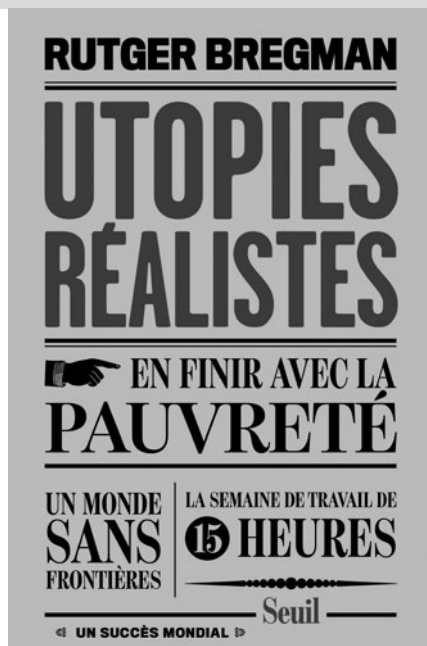


Toutes les photos : <https://marche-pour-la-foret.wanadoo.fr/>



Contact :

Syndicat National Unifié des Personnels des Forêts
et de l'Espace Naturel, SNUPFEN Solidaires, ONF,
2 avenue de St Mandé, 75570 PARIS Cedex 12,
tél. : 01.40.19.59.69, local.snupfen@wanadoo.fr,
<http://www.snupfen1.org/spip/>



Victor van Werkhoven

Les utopies de Rutger Bregman et les nôtres

Rutger Bregman, jeune historien et journaliste hollandais, est très en vogue depuis la parution de son livre *Utopies réalistes* en 2017. Il n'est pas proche de *Silence* mais défend pourtant sans relâche des propositions qui nous intéressent.

SELON RUTGER BREGMAN, NOUS AVONS réalisé l'utopie de nos ancêtres du Moyen-Âge : "le pays de Cocagne", une société d'abondance matérielle et de liberté individuelle. Mais cela ne nous a pas apporté le bonheur et ne concerne qu'une partie de la population mondiale. Nous avons besoin d'une nouvelle utopie qui redonnerait sens à nos existences blasées et qui viserait à partager notre prospérité avec l'ensemble de la planète. Pour cela, une quadruple proposition : éradiquer la pauvreté partout où elle subsiste, instaurer un revenu universel de base, réduire drastiquement la durée du travail, ouvrir les frontières.

CE QU'IL FAUT AUX PAUVRES, C'EST DE L'ARGENT !

Sur la pauvreté, fidèle à sa méthode consistant à livrer des exemples et histoires concrètes plutôt que des argumentations théoriques, il raconte l'expérience d'une organisation caritative, à Londres, en 2009. "Cette organisation travaillait depuis de nombreuses années avec des personnes vivant dans la rue depuis longtemps, parfois 40 ans. Tout avait été essayé, tout avait échoué. L'organisation a alors décidé de tenter une chose folle : donner à 13 de ces personnes 3000 livres [environ 3 500 euros] chacune, sans condition ni contrepartie. Le scepticisme dominait : "oh, ils

vont dépenser cet argent en drogue ou en alcool, ils ne savent pas gérer de l'argent". Or un an après, 7 d'entre eux avaient un toit sur leur tête et deux étaient sur le point d'en avoir un. Un résultat spectaculaire ! Ils avaient dépensé l'argent, l'un pour une prothèse auditive, l'autre des cours de jardinage, la plupart avait renoué contact avec leurs familles, leurs enfants etc. Et le plus intéressant, c'est que l'organisation a économisé beaucoup d'argent avec cette expérience, car cela coûte très cher de laisser les gens dans la rue, si l'on compte les coûts de santé, les délits, le gaspillage de potentiel humain". Bregman, à partir de cas comme celui-ci, dénonce les programmes d'aide sociale paternalistes et inefficaces et propose une utilisation des budgets bien plus simple : donner l'argent aux pauvres, qui sauront très bien quoi en faire.

L'INÉGALITÉ MAJEURE DU LIEU DE NAISSANCE

Son raisonnement est le même à propos de l'ouverture des frontières aux migrant-es. Reprenant le langage des "réalistes" et chiffres à l'appui, Bregman démontre qu'il est très coûteux de refouler les migrant-es. L'aide occidentale au développement des pays pauvres (5 billions de dollars au cours des 50 dernières années) n'aurait qu'une efficacité très limitée. En



▲ Représentation visuelle de l'Utopia de Thomas More dessinée par Abraham Cortellius à la fin du 16^e siècle.

revanche, l'ouverture des frontières enrichirait tout le monde, pays de départ et pays d'accueil, lesquels dépendent de toute façon déjà du travail immigré. *"L'ouverture des frontières mettrait fin à l'inégalité majeure d'aujourd'hui, qui n'est plus liée à une classe sociale mais au lieu de naissance. 60% de votre revenu dépend du pays dans lequel vous êtes né."*

LA SEMAINE DE 15 HEURES

Pendant un siècle à partir de 1850 environ, la tendance globale a été à la réduction des temps de travail (congés payés, semaines de 5 jours, etc.) et aux prévisions confiantes dans un *"avenir de loisirs"*, grâce aux machines. Dans les années 1970, *"la fin du travail"* semblait imminente, certaines analyses anticipaient l'ennui comme problème futur. Puis, à partir des années 1980, la tendance se renverse. Le temps de travail cesse de diminuer, voire il augmente. En outre, sous l'impact de la *"révolution féministe"* et de l'entrée massive des femmes dans l'emploi salarié, les foyers sont de plus en plus stressés par le manque de temps. *"Que s'est-il passé ? Tout simplement le consumérisme. Au lieu de profiter des gains de productivité apportés par les machines pour travailler moins, nous avons choisi de consommer plus, et donc produire plus, travailler plus"*. Et Bregman de citer par ailleurs une étude indiquant qu'une réduction de moitié du temps de travail au niveau mondial diminuerait aussi de moitié les émissions de CO₂ du 21^e siècle (1). C'est ainsi qu'il propose de viser la semaine de travail de 15 heures (2).

REVENU DE BASE ET "BOULOTS DE MERDE"

Si les robots nous permettent de très peu travailler, nos revenus ne peuvent plus dépendre du travail. D'où le *"revenu de base"* dont Bregman est le chantre dans son pays. Un revenu versé à tout le monde sans condition et qui permettrait de s'affranchir des *"boulots de merde"* (3). Ceux que l'on fait sans plaisir, souvent même dans la souffrance, en les sachant inutiles, voire nuisibles, dans la seule obligation d'avoir un revenu pour vivre. Pour Bregman, la *"loi"* qui veut que les boulots les plus nuisibles soient aussi les mieux payés, et inversement, n'a rien de naturel et pourrait donc être renversée. *"La seule grève de banquiers de l'histoire a eu lieu en Irlande dans les années 70. Une grève très dure de 6 mois, mais qui n'a abouti à rien car les Irlandais ont très vite réinventé leur propre monnaie et les pubs ont pris le relais des banques ! Une grève des éboueurs pose en revanche très vite de vrais problèmes"*.

Bregman affirme là encore sa confiance dans les gens. *"Le revenu de base, c'est la liberté de faire plein de choses. Mais je pense d'abord à la liberté de prendre des responsabilités au sein d'une société, envers les autres [...]. Les anarchistes, tellement ridiculisés, ont raison. On peut compter sur les gens, leurs tendances naturelles les portent à la coopération et à une vie sociale, comme l'a montré Kropotkine, et au contraire de ce que l'on veut sans cesse nous faire croire"*. Ainsi, le revenu de base ne conduirait pas à *"l'oisiveté, mère de tous les vices"* mais à un réajustement plus harmonieux des activités avec les besoins réels des sociétés.

Les propos de Rutger Bregman proviennent de son intervention lors du *Forum European* Lab de mai 2018 à Lyon.

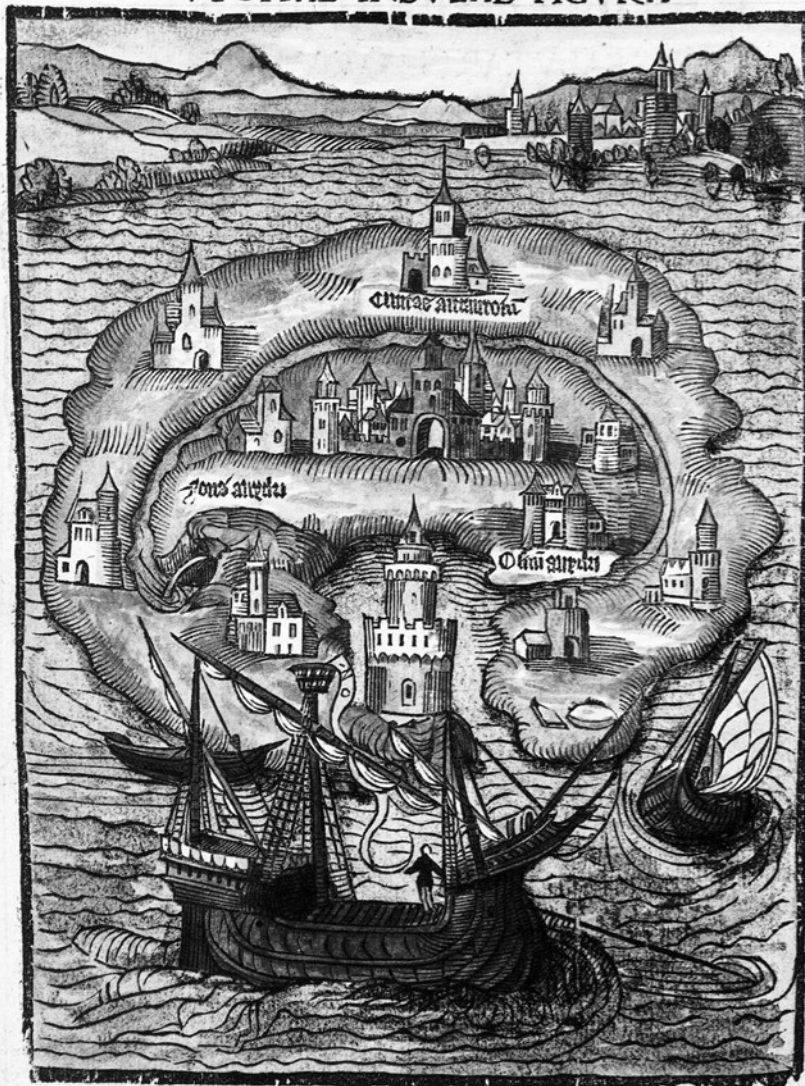
Rutger Bregman, *Utopies réalistes*, Seuil, 2017 pour la traduction française.

(1) David Rosnick, "Reduced work hours as a means of slowing climate change", *Center for economic and policy research*, 2013.

(2) Il reprend ainsi la prédiction du célèbre économiste Keynes qui, en 1930, annonçait la semaine de 15h d'ici la fin du 20^e siècle.

(3) Les désormais fameux *"bullshit jobs"*. Voir David Graeber, Elise Roy, *Bullshit jobs – Jobs à la con*, Les Liens qui libèrent, 2018.

VTOPIAE INSVLAE FIGVRA



▲ Illustration de la couverture de la première édition en 1516 de *Utopia* de Thomas More.

LES UTOPIES DE BREGMAN...

Le programme de Bregman est souvent critiqué pour ce qu'il est, utopique pour le moment, et donc sans souci immédiat de "réalisme". Critique qui choisit une mauvaise cible, alors qu'elle peut être développée sur d'autres plans. L'apesanteur politique des propositions de Bregman interroge. La critique du capitalisme n'est jamais frontale, les intérêts divergents sont gommés. Son approche du traitement de la pauvreté peut revenir au fond à déplorer le "pognon de dingue" (4) consacré aux aides sociales et à adopter le discours de la "responsabilisation" de chacun.e. Son diagnostic de départ interloque. Comment peut-on dire : "*nous n'avons jamais été aussi riches*" et décrire l'Occident comme "*pays d'abondance*" alors que la Terre n'a jamais été aussi dévastée, air, sols, océans, pollués et bientôt stériles, biodiversité décimée ? La vision d'un avenir où les robots feront tout le travail, outre sa naïveté technophile, fait l'impasse notamment sur l'après-pétrole et les problèmes liés à l'extraction des terres rares (5). Hormis de façon très superficielle, Bregman n'intègre pas la donne écologique ni la décroissance.



... ET LES NÔTRES

Reste que ouverture des frontières, réduction du temps de travail et revenu de base sont des idées enthousiasmantes et qui font leur chemin en partie grâce à son engagement. On peut le suivre dans la réhabilitation décomplexée de l'utopie mais aussi dans l'idée comme force de changement. À la fin d'un débat, à la traditionnelle question "*tout ça est bien joli, mais qu'est-ce qu'on peut faire concrètement ?*", il répond "*Mais ce que nous sommes en train de faire, parler, débattre, faire avancer des idées, c'est concret et c'est puissant*". On peut adhérer à son refus du pessimisme (pas facile !) et du catastrophisme, à la reconquête du "langage du progrès". "Gaulois réfractaires au changement" disait l'autre (6) : que nenni, nous réclamons les changements et les réformes, à commencer par celle du secteur financier par exemple. Méritocratie, bien sûr, les personnes-les de soin doivent gagner plus que les lobbyistes !

Ainsi vivent les utopies de frontières ouvertes, revenu de base et temps de travail réduit, mais intégrées dans celles d'un monde où, par exemple, les "biens communs" limitent fortement la sphère d'exercice des lois du marché. Où la disparition des emplois ne fait pas disparaître le travail comme contribution sociale utile (7), par exemple dans le cadre d'une agriculture paysanne nécessitant davantage de main-d'oeuvre et non davantage de robots. D'un monde qui privilégie au contraire les *low tech* (technologies simples, robustes, appropriables localement), qui met en œuvre le scénario de transition énergétique *Négawatt* (8) etc. Utopistes de tous les pays (en attendant la fin des frontières), en avant !

Danièle Garet ■

(4) Emmanuel Macron, le 12 juin 2018 (vidéo diffusée sur les réseaux sociaux par sa conseillère média).

(5) Métaux "stratégiques", indispensables notamment dans les domaines de l'informatique et de la robotique.

(6) Emmanuel Macron toujours, le 29 août 2018, en déplacement au Danemark.

(7) Selon la distinction de Baptiste Mylondo (l'un des penseurs les plus intéressants sur le revenu de base), entre le travail-labeur et le travail comme contribution sociale.

(8) L'association *Négawatt* a publié un enthousiasmant scénario 2017-2050, qui décrit "un avenir énergétique souhaitable et soutenable". Association *Négawatt*, BP 16280 Alixan, 26958 Valence cedex 9.



▲ Il est possible de bénéficier du Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) pour isoler sa résidence principale.

L'efficacité énergétique, nécessaire mais pas suffisante

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié le 19 octobre 2018 un document de prospective sur le potentiel de l'efficacité énergétique. Elle conclut que même avec un doublement de l'activité économique d'ici 2040, la hausse de la consommation énergétique pourrait être la même du fait du potentiel des améliorations tout au long de la chaîne de la consommation électrique.

DANS CE DOCUMENT, LES ÉMISSIONS DE gaz à effet de serre connaîtraient un pic avant 2020 pour ensuite baisser de 12 % d'ici 2040. Pour arriver à ce résultat, l'AIE insiste sur la nécessité de réorienter les investissements dans le sens de l'efficacité énergétique avec un doublement des budgets d'ici 2025 puis encore un doublement d'ici 2040. 60 % de ces investissements se feraient dans le bâtiment (chauffage, équipements électriques, etc.).

Or, nous sommes loin d'un tel scénario : en 2017, au niveau mondial, l'efficacité énergétique a fait l'objet d'un investissement de 236 milliards de dollars, un chiffre en baisse de 3 % par rapport à l'année précédente, quand 280 milliards ont été investis dans les énergies renouvelables par exemple (1). C'est dans les pays émergents que le potentiel est le plus fort, car les mesures étant pour l'instant minimales, les gains possibles sont plus importants que dans des pays où la recherche d'efficacité est déjà en place depuis de nombreuses années.

POUSSER DANS LE SENS D'UN SCÉNARIO PLUS ÉCOLOGIQUE

Si au lieu de doubler l'activité économique comme dans le scénario de l'AIE, on prévoyait seulement une activité au même niveau qu'aujourd'hui, on aurait

la possibilité non pas de stabiliser la consommation d'énergie, mais de l'orienter à la baisse. Cela se traduirait dans des pays du Sud dépendant fortement du charbon par une baisse importante des besoins en énergies fossiles et une baisse rapide de la pollution. Quant aux pays occidentaux où l'efficacité énergétique est déjà plus élevée, il serait néanmoins possible de fermer centrales thermiques et nucléaires sans avoir à déployer trop de mâts éoliens ou de surfaces de capteurs solaires.

Cela signifie concrètement qu'à côté des initiatives citoyennes ou de collectivités en faveur des énergies renouvelables, il faut tout autant, sinon plus, se mobiliser pour les économies d'énergie. Il est tout à fait inquiétant de voir aujourd'hui que l'on est capable de drainer des fonds pour construire éoliennes et champs solaires alors que nous sommes toujours limités pour la réhabilitation des bâtiments existants. À quand des campagnes citoyennes en faveur de la rénovation des "passoires énergétiques" ?

Ce n'est que lorsque nous consommerons nettement moins et que cesseront la menace nucléaire et les émissions des centrales thermiques, qu'il sera logique de lutter contre l'implantation de nouvelles éoliennes, lesquelles pourront toujours être démontées lorsque nous aurons développé une plus grande sobriété énergétique.

Michel Bernard ■

(1) <https://www.iea.org/wei2018>



▲ Après Niort en septembre 2017, c'est au tour de Dunkerque d'instaurer la gratuité totale sur son réseau de bus.

La gratuité des transports publics, ça marche !

Après Niort en 2017, depuis le 1^{er} septembre 2018, l'ensemble du réseau des transports publics de la Communauté urbaine dunkerquoise (CUD) est gratuit.

LA CUD COMPTE 22 COMMUNES ET 200 000 habitant-es. La première étape a consisté à consulter les citoyen·nes sur les transports publics et l'aménagement urbain.

L'EXEMPLE DE DUNKERQUE

Puis dans une période de test, la gratuité des transports a été organisée durant les fins de semaine. *"L'expérience fut concluante puisque, ces jours-là, la fréquentation augmenta de 50 % et les incivilités baissèrent de 60 %"*, explique Jean-François Le Dizès, qui participait aux 1^{res} rencontres des villes du transport gratuit organisées début septembre à Dunkerque. 67 % des nouveaux usagers utilisaient auparavant leur automobile.

L'étape suivante a été le passage à la gratuité totale, lié à une augmentation de 30 % du parc des bus ainsi que de leur fréquence. *"Les contrôleurs ont changé de rôle. Ils sont devenus informateurs, médiateurs"*, rapporte Jean-François Le Dizès. Ce passage à la gratuité s'est fait sans augmenter les impôts locaux, mais en augmentant le "versement transport" des entreprises (1).

DE NOMBREUSES COMMUNES

D'autres villes ont fait ce choix (1). Châteauroux, 78 000 habitant-es, dans l'Indre, a mis en place la gratuité depuis 2001. Le nombre de voyages annuels est passé, entre 2001 et 2017, de 1,5 million à 5 millions.

Le Pays d'Aubagne et de l'Étoile a mis en place la gratuité en 2010. Le succès est au rendez-vous : le nombre de passag·ères a été multiplié par trois. Mais la gratuité est mise en péril par la perte de prérogative sur les transports au profit de la métropole marseillaise.

D'autres formules de gratuité partielle sont possibles (2). Comme à Valenciennes, où *"suite au désengagement de la Région au sujet de la gratuité des transports scolaires, la métropole du Valenciennois (350 000 habitant-es) a instauré la gratuité des transports publics aux moins de 18 ans depuis le 1^{er} septembre 2018. Sont concernées par la mesure, deux lignes de tramway, 33 lignes de bus et aussi les lignes de chemin de fer du Valenciennois, qui comprennent 12 gares"*, note Jean-François Le Dizès.

Tallinn, 400 000 habitant-es, en Estonie, est la première capitale européenne à avoir adopté la gratuité, en 2013, suite à un référendum. 11 comtés du pays ont suivi son exemple. Contrairement aux craintes, la hausse des dégradations matérielles est rarement au rendez-vous.

La gratuité, une idée écologique et sociale qui ne demande qu'à voyager...

Guillaume Gamblin ■

(1) Participation des employeurs occupant 11 salarié·es et plus au financement des transports en commun dans certaines villes de plus de 10 000 habitant-es.

(1) Telles que Colomiers, Cluses, Compiègne, Figeac, Libourne, Vitry, etc. D'autres y réfléchissent, à l'instar de Paris et de Clermont-Auvergne Métropole.

(2) Selon des critères d'âge (jeunes en âge scolaire), de ressources économiques, de situation géographique (en centre-ville, certaines lignes seulement), de temps (certains moments de la semaine, pics de pollution, incitation à éviter les heures de pointe).

"Soutenable", pas "durable"

Suite à son article "Le développement, un colonialisme qui ne dit pas son nom" (Silence d'octobre 2018, n°471 p. 29), Thierry Sallantin apporte une précision historique.

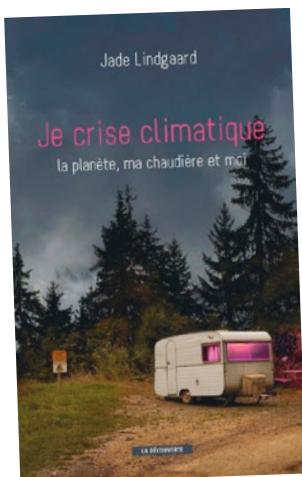
"Dans son ordonnance de Brunoy du 29 mai 1346, le roi Philippe VI de Valois écrivait que : "Les maîtres des eaux et forêts enquerrent et visiteront toutes les forez et bois et feront les ventes qui y sont, en regard de ce que lesdites forez se puissent perpétuellement soustenir en bon estat".

Les anglais ont admiré cette mesure de prudence du roi français, c'était déjà une forme de "principe de précaution", et ils ont alors introduit dans leur vocabulaire technique forestier le mot "sustainable" à partir du mot français "soustenir".

(...) En imposant à partir de juin 1992 la traduction "durable" au terme anglais "sustainable" contenu dans le "Rapport Bruntland" de 1987, Bettina Laville commet une injure vis à vis de l'origine française (soustenir, 1346) du mot anglais "sustainable" ! (...)"

Thierry Sallantin

blancimarron@gmail.com



Consommations liées à internet

Dans sa lettre électronique mensuelle du mois de septembre 2018, Silence avait choisi comme citation du mois la citation suivante, de Jade Lindgaard (dans son livre Je crise climatique, éd. La Découverte) :

"Chaque collaborateur d'une entreprise française de 100 personnes reçoit en moyenne 58 courriels par jour et en envoie 35 (sur la base de 220 jours de travail). Cela représente 123,6 tonnes de CO₂ envoyées dans l'atmosphère, l'équivalent de plus de treize aller-retours Paris-New York. Plus le message est lourd, plus il a de destinataires, plus on les stocke dans sa boîte, plus on émet du dioxyde de carbone".

Un lecteur réagit :

Je voudrais réagir à propos de votre citation du mois : on entend très souvent ce genre de chiffres à propos de la consommation d'énergie du mail. Je suis tout à fait conscient

des consommations énergétiques liées au numérique et à internet. Par contre, taper systématiquement sur le mail en lui attribuant toutes les consommations d'énergie du web (je ne vois pas comment générer autant de CO₂ avec 50 mails par jours autrement) n'est pas très constructif je pense. Deux choses :

- Consommation réelle du mail : j'ai un serveur personnel chez moi, qui est un ordinateur portable dont l'écran est cassé (recyclage). Il héberge mes mails et ceux d'une dizaine de personnes, et d'autres services. Il consomme 15W en permanence, ce qui représente 130 kWh/an d'électricité. Les émissions de CO₂ de l'électricité en France sont estimées (par EDF) autour de 50gCO₂/kWh, ce qui est très sous-estimé à cause du nucléaire. Prenons 200, comme si on remplaçait le nucléaire par du gaz. On arrive à 26 kg de CO₂ par an... pour bien plus de 50 mails par jour. On est très loin des centaines de tonnes dont parle votre citation. Ce petit calcul de coin de table est juste pour remettre les bons ordres de grandeur. Là c'est chez moi, avec un ordinateur qui est bien plus puissant que nécessaire, et en plus des mails il héberge une quinzaine de services (dossiers partagés, sites internet...). Chez les hébergeurs professionnels la consommation du mail est sans doute plus faible, par l'optimisation des machines, même s'ils ont des sauvegardes et de la redondance.
- Qu'est-ce qui consomme réellement sur internet ? Quand on parle de la consommation du net, j'aimerais bien qu'on parle de ce qui consomme réellement de grandes quantités de données en stockage et en bande passante. Pour n'en citer qu'un... Youtube ?

Sensibiliser les gens aux impacts d'internet est inutile si on tape sur le mail, dont on peut difficilement se passer aujourd'hui. Par contre regarder 2h de vidéo sur youtube, parce qu'on voulait en voir une et qu'une autre démarre dès que la première est finie, ou écouter de la musique sur youtube (pour n'utiliser que l'audio, on télécharge aussi de la vidéo, ça n'a rien à voir en terme de quantité de données !), là il y a un vrai gaspillage facile à éviter. Bref, si vous pouviez en toucher un mot dans Silence, éventuellement trouver une étude sur la répartition des consommations d'internet par service (ce qui doit être très difficile à trouver), ou quelque chose d'un peu plus pertinent que "vos mails quotidiens équivalent à 13 aller-retours Paris-New York", ça me ferait plaisir ! Avec toute mon amitié.

Tom Lamonerie

Routes solaires et panneaux photovoltaïques

Dans votre article "Route solaire, le grand gaspillage" de votre numéro de novembre 2018 (n°472 page 16) vous émettez une critique très forte qui peut se résumer par une phrase (qui y figure) : "ce concept

... est économiquement et énergétiquement absurde".

Personnellement, je suis beaucoup plus nuancé. Écolo depuis plus de 40 ans, dans les années 70 je m'étais renseigné pour mettre des panneaux photovoltaïques (PV) sur ma toiture. C'était horriblement cher et leur rendement n'était pas terrible (sans pouvoir faire de comparaison chiffrée faute de mémoire). Maintenant, j'ai 20 m² de PV sur ma toiture et, chaque année, depuis 2006, je produis plus d'électricité que ce que je consomme.

Depuis 1970 jusqu'à aujourd'hui, il y a eu des sommes d'argent considérables investies dans la recherche sur le PV (et accessoires : redresseur, etc.). Donc le prix et le rendement d'une route solaire n'est pas à comparer au rendement du PV actuel.

Par contre, ce qui manque fortement dans le domaine de l'énergie, c'est une politique volontariste pour le PV. Nos décideurs utilisent la route solaire comme outil de propagande : "Voyez, le progrès technique pour les énergies renouvelables (ENR) continue et nous nous en occupons" ... Cela est évidemment très critiquable !

Attention cependant à ne pas mettre du PV n'importe où. Il faut préserver la photosynthèse (biodiversité, alimentation humaine...). La question fondamentale est : peut-on produire suffisamment d'électricité avec du PV sur les surfaces artificialisées ? Une comparaison permet d'éclairer la réponse : si, dans le Nord-Pas-de-Calais on remplaçait toutes les surfaces bâties par du PV (simple, avec rendement de 10 %) posé au sol, on produirait en 1 an plus d'électricité que la centrale nucléaire de Gravelines durant la même période. Cela signifie pratiquement qu'avec le PV sur les bâtiments (toitures et murs bien exposés), un peu d'éolien et autres ENR ajoutés à la sobriété de la consommation, on arriverait à satisfaire notre consommation actuelle d'électricité.

Mais il y a encore des besoins énergétiques pour nos déplacements, le chauffage, etc. et là, le PV installé sur notre réseau routier (1 million de kilomètres) pourrait être bien utile. Et, c'est seulement alors que les problèmes de coût et de rendement devraient intervenir.

Merci de votre attention. Bonne continuation.

Alain Vaillant

Nord

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence: www.revuesilence.net. Soyez concis: pas de textes de plus de 3 000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

Conseils de lecture

Dans le numéro d'octobre (*Silence*, n°471) en conseil de lecture vous mettez *Mon traître*, de Sorj Chalandon, que j'ai déjà lu depuis quelques temps, absolument super et que je conseille vivement de lire à la suite (pas avant donc!) de *Retour à Kyllibegs* du même auteur, qui fait faire un pas de côté au lecteur qui serait emporté par le jugement. Je viens de terminer *Le quatrième mur*, super lui aussi, une écriture bien sentie, bref, je me régale avec cet auteur.

Simone Muller
Vaucluse



Vivre ensemble autrement

Merci pour tout le travail que vous faites : le contenu très intéressant de *Silence*, les articles de fond et de réflexion, de critique, des nouvelles ou des réflexions sur l'actualité, les nouvelles des groupes, les actions, etc. ça aide, ça motive, ça soutient pour "vivre ensemble autrement".

Comme je suis un nouvel abonné, je ne sais pas si la question des logiciels libres a été évoquée. Si un jour c'est possible, ça paraît intéressant pour allier la technique, le social, le convivial, etc. Il faudra bien qu'on en finisse avec les "gens d'en haut" : opérateurs, google, la Silicon Vallée, etc., qui sont là pour coloniser nos esprits, nous faisant vivre sur de faux besoins et toute une économie hors-sol où les gens perdent toutes leurs véritables aspirations à vivre, travailler, s'organiser à taille humaine pour avoir une vie authentique, non soumise à la concurrence et au gaspillage humain et matériel. Nos aspirations profondes sont d'un autre ordre, de coopération, de la gestion de la multiplicité de nos "biens communs". Épanouissement, responsabilité, se sentir concernés etc., à l'infini, qu'on ne peut pas nous voler.

Jean Vigne
Drôme

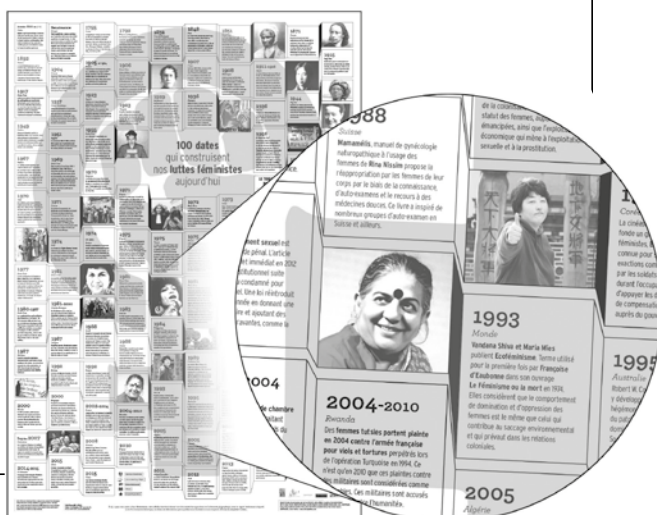


» ANNONCE

Affichons le féminisme !

Durant un an, la revue *Silence* a rassemblé des militant·es de divers horizons pour concevoir une affiche retraçant l'histoire des luttes féministes en 100 dates-clés. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Le souci de ne pas se cantonner au féminisme occidental ni au féminisme institutionnel a notamment guidé ce travail. Vous pouvez commander l'affiche "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui", par chèque à l'ordre de *Silence* ou sur notre site www.revuesilence.net.

Elles sont au prix de 7 € l'unité. Pensez à ajouter les frais de port : 2 € de 1 à 3 exemplaires, 4 € de 4 à 9 exemplaires, offerts à partir de 10 exemplaires.



Essais

■ **Le fanatisme, maladie incurable des religions**, Justhom, éd. *Libertaires*, 2018, 156 p., 13 €. Dans ce pamphlet antireligieux qui s'assume, Justhom rappelle, dans une langue vivante et fruitée, toutes les horreurs perpétrées par les différentes religions, christianisme en tête. Une bonne dose de faits historiques, une autre de mauvaise foi et une dernière d'humour composent un cocktail pimenté !

■ **Désobéissons pour sauver l'Europe**, Julien Bayou, éd. *Rue de l'échiquier*, 2018, 86 p., 10 €. Julien Bayou est porte-parole d'EELV. Alors que les élections européennes de 2019 approchent, ce conseiller régional défend la nécessité d'un autre projet européen fédéré autour de la désobéissance civile. Manifeste rejetant l'austérité actuelle, ce court ouvrage appuie les futures candidatures vertes.

■ **Familles roms, le choix de l'accueil. Du rejet à l'autonomie**, Didier Bonnel, Marie-Véronique Raynaud, éd. *Chronique sociale*, 2018, 224 p., 14,90 €. Le Collectif Roms de Gardanne propose ici le récit critique de plus de cinq années d'accompagnement de familles roms. Témoignages ayant parfois valeur de manuel, l'écriture est claire et permet d'appréhender la réalité de l'aide sur le terrain, ses difficultés et les liens entretenus avec les institutions.

■ **La drôle de science des humains en guerre**, Mary Roach, trad. René Cuillierier, éd. *Belin*, 2018, 320 p., 23 €. L'auteure parvient à vulgariser dans un style entraînant et humoristique les expériences loufoques des scientifiques qui travaillent en coulisse des militaires pour résoudre leurs problèmes techniques. Mais le résultat est un livre qui rend sympathique et héroïse les soldats étasuniens et vient rendre hommage à ceux qui les aident, à mille lieux d'une critique de la guerre.

■ **Mayas d'hier et d'aujourd'hui. Le rôle des sociétés locales dans le développement touristique**, Samuel Jouault, éd. *des Presses Universitaires de Rennes*, 2018, 294 p., 25 €. Au Sud-Est du Mexique, "l'arrière-pays maya" est marqué depuis les années 1990 par le développement touristique. Aspect original, cet ouvrage d'ethnographie a fait le choix de s'arrêter sur deux villages, Yokdzonot et Ek Balam, où les habitant·es ont le contrôle sur cette activité. Cette enquête, bien que très documentée, fait toutefois l'impasse sur une critique plus radicale du tourisme.

■ **Dérive dans une "ville créative"**, Didier Moineau, éd. *CMDE*, 2018, 104 p., 13 €. Promenade urbaine subjective dans la ville de Grenoble, ce livre dénonce la dépolitisation des enjeux sociaux et économique de l'urbain. Récit bien mené qui change des formes universitaires, un angle original pour alimenter la critique de la numérisation de la ville.

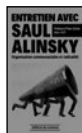
■ **Au-delà de la propriété. Pour une économie des communs**, Benoît Borrits, éd. *La Découverte*, 2018, 250 p., 19 €. Le livre développe un double constat : la gauche n'arrive plus depuis les années 1950 à porter un projet de société au-delà du capitalisme, les coopératives proposent un modèle qui reste basé sur la propriété (bien que collective). Pour dépasser cette impasse, l'auteur propose de communaliser la production, mais aussi les investissements et les revenus.

■ **Ecorêv, revue critique d'écologie politique**, n° 46, octobre 2018, *Aux frontières de la mondialisation*, contact@ecorev.org, 152 p., 10 €. Le dossier de ce numéro, "Penser global, agir local" comporte entre autres un article sur les paradis papers (entretien avec Dominique Plihon), un article sur l'écologie dans la mondialisation de Jean Zin et une réflexion sur la mondialisation armée de Claude Serfati.

■ **L'altruisme efficace**, Peter Singer, préface de Matthieu Ricard, éd. *Les arènes*, 2018, 272 p., 19,90 €. "Quand on donne, il faut faire un choix rationnel, voire un calcul mathématique, et non se laisser guider par des émotions", nous explique ce philosophe australien "utilitariste". (En gros, il nous rappelle que l'enfer est pavé de bonnes intentions.) Le livre est truffé de conseils destinés à optimiser nos dons. Exemple : pour protéger les animaux, il sera plus efficace de manger moins de viande que d'adopter un chien. Sur certains de ses avis, on pourrait discuter à perte de vue... (On perçoit dans les choix de l'auteur une forte influence de la philosophie bouddhiste.)

Entretien avec Saul Alinsky

Organisation communautaire et radicale



Comment "mobiliser" la "majorité silencieuse" ? Dans cet entretien, Saul Alinsky raconte comment il s'y prend pour organiser efficacement les groupes sociaux exploités et pour modifier les rapports avec leurs exploiters, souvent avec succès. Saul Alinsky est un animateur social dans les années 1940 à 1970 aux États-Unis qui a popularisé le *community organizing* (organisation communautaire), façon pragmatique d'animer des collectifs (d'habitation, d'ouvrières, de minorités, etc.). Ses tactiques les plus efficaces sont non-violentes. L'interviewé en décortique plusieurs exemples éloquentes. Tactique, stratégie et théorisation sont les points forts de cette explication, illustrée par des actes – et non fondée sur des pensées "en chambre". Puisse son témoignage simple et puissant, comme il l'est lui-même, faire des émules. JPL

Éditions du Commun, 2018, 113 p., 11 €

Pogo, regards sur la scène punk française (1986-1991)

Roland Cros



L'intérêt de cet ouvrage pour le lectorat de *Silence* réside dans sa présentation, par divers actrices de ce mouvement, dont le chanteur de *Bérurier Noir*, de la dynamique sociale, collective et anti-capitaliste, prédominante dans les textes des nombreux groupes punk-rock dit alternatifs. Il en va également de la philosophie du "Faites le vous-même" qui a donné naissance à de nombreux labels indépendants, des fanzines, des émissions de radio, etc. Après les années 1970, considérées par certaines comme l'âge d'or des luttes, puis la déception du socialisme mitterrandiste dans les années 1980, le mouvement d'opposition musical le plus fort au sein de la jeunesse a été le mouvement punk, qui continue d'accompagner de nombreuses militances et expériences autogestionnaires. JP

Éd. L'Échappée & Archives de la Zone Mondiale, 2018, 232 p., 29 €

L'ours
L'autre de l'homme

Rémy Marion



Dans de nombreuses cultures, l'ours est vu comme une sorte d'humain à fourrure. Notre relation à cet animal révèle notre manière de prendre en compte l'altérité. Fin observateur des ours, Rémy Marion revient sur l'histoire de ces animaux, leur peuplement, leurs modes de vie, leur hibernation, leur physiologie, nombreuses anecdotes à l'appui. "Un seul ours invisible

transforme une chaîne de montagnes. Il la recouvre d'un autre éclat" (Baptiste Morizot). L'ours contribue à façonner les paysages et les écosystèmes. Les attaques d'êtres humains sont exceptionnelles. Mais inversement, les humains ont annihilé la plupart des lignées d'ours. L'auteur revient sur les conflits dans les Pyrénées, sur l'ours polaire devenu emblème du changement climatique et sur les tristes zoos. Voulons-nous vraiment vivre dans un monde sans ours en liberté, cette part sauvage de nous-mêmes ? GG

Éd. Actes Sud/Arte, 208 p., 2018, 20 €

Cantines de quartier :
la recette du lien

Claire Gausse, Louise Drulhe

Petit ouvrage d'autonomie
technologique

Claire Richard, Louise Drulhe



Ces deux tout petits livres, les premiers de la collection "Manuels" de la nouvelle maison d'édition 369, ont pour ambition de donner des outils pour agir et s'organiser en dehors de la société de la croissance destructrice et individualiste. Le premier raconte l'histoire des *Petites cantines*, ce réseau de lieux de convivialité de quartier où l'on réapprend à vivre et à faire ensemble dans la diversité. Récits, témoignages et explications pratiques pour se lancer sont au rendez-vous. Le second trace des chemins de pensée et de mise en pratique d'une informatique libérée de l'hégémonie des géants du web. Chaque manuel se termine, comme il se doit, par de nombreuses références et adresses pratiques pour créer une cantine de quartier, ou encore pour conquérir sa souveraineté technologique en informatique. Le tout, illustré de croquis et de schémas et d'une écriture très simple. GG

Éd. 369, 2018, 64 p., 12 €

Éloge des mauvaises herbes
Ce que nous devons à la ZAD

Jade Lindgaard (coordination)



Ça pourrait être le titre d'un livre de jardinage bio, vantant les vertus des orties, du pissenlit, du pourpier... de toutes ces plantes décriées par l'agriculture intensive. Mais il s'agit ici d'un éloge des zadistes de Notre-Dame-des-Landes et des gens qui les soutiennent. Plusieurs artistes, sociologues, écrivain-es, étant passé-es à la ZAD parfois près de la date de l'expulsion violente par le gouvernement Macron-Collomb, ont écrit dans cet ouvrage. Les textes ont été rédigés après l'envoi des forces de l'"ordre". Certains montrent que ce gouvernement a peur des zadistes (à méditer...). Toutes les contributions offrent des réflexions pour construire un autre monde à partir des nombreuses expériences de la ZAD. Dès la fin de l'opération armée, la reconstruction a

Livres

d'ailleurs commencé. Parmi les personnes qui ont contribué à ce livre citons Vandana Shiva, Bruno Latour et Amandine Gay. On lit cet ouvrage pour reprendre espoir. CD

Éd. Les liens qui libèrent, 2018, 480 p., 14 €

Décentrer l'Occident
Les intellectuels post-coloniaux
chinois, arabes et indiens
et la critique de la modernité

Thomas Brisson



Jusqu'aux années 1970, les intellectuel·les asiatiques comme occidental·es s'accordaient sur le caractère révolu du confucianisme. Or, depuis, c'est aux États-Unis et à travers des ouvrages en langue anglaise que ce courant philosophique a été réhabilité. Thomas Brisson observe, en étudiant "Le nouveau confucianisme" ainsi que les "Postcolonial studies" (indiennes et arabes), qu'une réintroduction critique des philosophies non occidentales a été effectuée par des personnes qui avaient reçu une éducation européenne pendant la période coloniale avant d'être déplacées (exiliées) vers l'Occident et particulièrement aux États-Unis. Il rencontre entre autres le critique palestino-américain Edward Saïd, l'Indien Gayatri Spivak, les Chinois Julia Ching et Tu Weiming. L'ouvrage cherche à comprendre comment s'arme leur critique qui ouvre la porte à une "décolonisation scientifique" de ce que nous avons tous reçu comme allant de soi. MD

Éd. la Découverte, 2018, 286 p., 22 €

Remède à l'accélération
Impressions d'un voyage en Chine
et autres textes sur la résonance

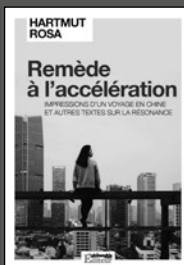
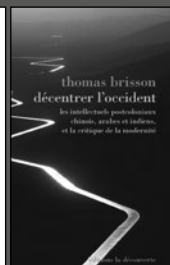
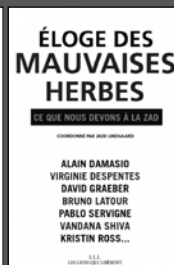
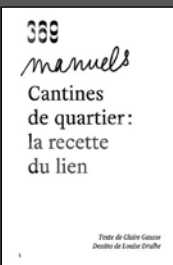
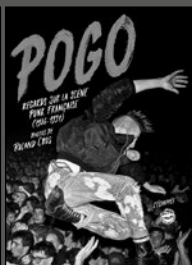
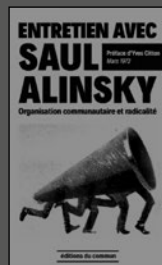
Hartmut Rosa



Philosophe, Hartmut Rosa a mis en évidence l'accélération continue que vivent nos sociétés contemporaines. Cette accélération génère une désynchronisation entre les rythmes au niveau physique, intellectuel, émotionnel des individus. S'en suit un certain détachement, aliénant et déprimant.

Comme antidote, Hartmut Rosa présente le concept de résonance, "le fait d'entrer dans une relation de réciprocité avec le monde". La résonance ne se commande pas, car elle ne dépend pas seulement de nous, mais aussi de notre environnement. Elle requiert de la disponibilité, et la sortie de la logique de l'optimisation et du rendement. Avec des mots simples et des textes vivants, ce petit livre (extraits de conférences, récit de voyage, interviews) rend accessibles des concepts éclairants. CG

Éd. Philosophie magazine, 2018, 93 p., 14 €





Les batailles d'Internet

Assauts et résistances à l'ère du capitalisme numérique

Philippe de Grosbois

D'une lecture facile et captivante, ce livre apporte deux choses précieuses. D'abord, nous com-

prenons tout sur ce qui se joue autour d'Internet : les nouvelles formes de l'expression sur les réseaux sociaux, la crise du journalisme, la surveillance et le contrôle, la condition des "travailleurs du clic" et les impacts écologiques, les formes de militantisme au sein du net et ses usages en politique, etc. Ensuite, nous entrevoyons une ligne politique pertinente, non de refus, mais de critique radicale et de réappropriation. Ni neutre, ni politiquement déterminé (bien que l'emprise du capitalisme s'y étende dangereusement), ni immatériel, Internet est un champ de bataille encore ouvert, à condition d'y aller vite. L'auteur esquisse des pistes d'action à diverses échelles : attaquer les monopoles des *Gafam* (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), relocaliser les serveurs des sites *web*, stocker les données à domicile ou auprès d'organismes de proximité (bibliothèques, mairies ou autres), utiliser les logiciels et licences libres, rapprocher le "front social" des cyber-militances, même si celles-ci ne sont pas sans défaut, etc. Important pour dissiper un peu le sentiment d'impuissance face au déferlement du numérique sur nos vies. DG

Éd. Écosociété, 2018, 263 p., 18 €

Le père turc

À la recherche de Mustafa Kemal

Loulou Dedola, Lelio Bonaccorso



Afiye, intellectuelle turque, rend visite à sa cousine à Lyon et fait connaissance avec Mehmet, son petit-neveu de 15 ans. Constatant que celui-ci est sensible au discours des islamistes, elle l'emmène en Turquie pour lui faire découvrir la vie d'Atatürk, ancien chef militaire qui après la première guerre mondiale, a laïcisé le pays, donnant le droit de vote aux femmes avant les autres pays européens, ouvrant des écoles mixtes... L'intelligence du scénario est de placer cette histoire au moment du coup d'État contre Erdogan, avec la présence de Daesh aux frontières. Une réflexion utile sur le repli actuel de la Turquie. MB

Éd. Glénat, 2018, 120 p., 22,50 €

Morts par la France

Thiaroye 1944

Pat Perna et Nicolas Otero



C'est à travers le combat de l'historienne Armelle Mabon pour faire éclater la vérité que nous découvrons l'horreur du massacre de Thiaroye. Une tuerie qui aurait coûté la vie à au moins 70 tirailleurs sénégalais, lors de leur démobilisation en décembre 1944. Des faits dissimulés et altérés par l'armée française qui accusa ses soldats de mutinerie. L'héroïne historienne nous dévoile, au-delà de cette histoire, les faiblesses d'un système colonial à la déroute à la sortie de la Seconde Guerre mondiale et un État français incapable de reconnaître ses torts. Une BD parfaitement illustrée par Nicolas Otero, dont les dessins racontent l'horreur en couleurs. À la fin de l'ouvrage, on retrouve l'article de Pat Perna publié à l'origine dans la revue XXI. RD

Éd. Les Arènes BD - XXI, 2018, 146 p., 20 €

Romans

Racket

Dominique Manotti



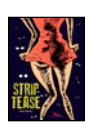
Entre 2013 et 2015, la compagnie *General Electric* a manœuvré pour acheter la compagnie française *Alstom* qui produit notamment des cuves et des turbines pour les centrales nucléaires et les sous-marins de l'armée. Ce roman s'inspire de ces faits pour imaginer les coulisses d'une telle opération qui a nécessité de passer outre la surveillance de l'État. Financiers, services secrets et actionnaires ont été de mèche pour mettre en difficulté l'entreprise avant de la racheter rapidement. Ce thriller donne une idée de la violence qui peut être déployée dans le monde économique (meurtre, corruption, plaintes...). Haletant ! FV

Éd. Les Arènes, coll. Équinoxe, 2018, 500 p., 18 €

B. D.

Strip-Tease

Emma Subiac



Trompée par son ami qui la rabaisse, Camille, architecte, cherche comment mettre en avant sa féminité et va décider d'aller travailler la nuit en boîte de strip-tease. Tirée d'une expérience vécue, l'histoire regorge d'anecdotes et de portraits sur ce monde particulier. Le sommet est atteint quand une émission de télé s'installe dans les locaux... et que Camille prend le dessus sur un animateur macho. Un texte final explique ce qui, selon l'autrice, fait le lien entre l'effeuillage et le féminisme. Indubitablement, cela interroge ! FV

Éd. du Long Bec, 2018, 144 p., 20 €

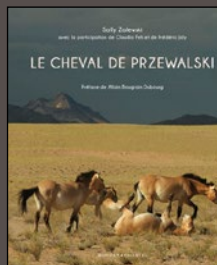
Beaux livres

Le cheval de Przewalski

Sally Zalewski



Réintroduire des espèces animales menacées d'extinction dans leur milieu naturel est toute une aventure. Cela nécessite des décennies d'action concertée au niveau international, des fonds conséquents, une subtilité à la fois au niveau éthologique et de la connaissance des écosystèmes. Cet album abondamment illustré de photos couleur, détaille les étapes de la réintroduction dans les steppes mongoles du cheval de Przewalski, seule espèce encore vivante de cheval sauvage. Un pari en passe d'être réussi. Ainsi les violences faites à la faune peuvent parfois cicatriser... mais dans un contexte où la biodiversité s'effondre, où l'artificialisation ronge tous les espaces naturels et où le climat évolue



rapidement, cela devient presque impossible. Pour éviter l'extinction d'espèces sauvages, agir à la source sociétale de ces maux est la meilleure et sans doute l'unique réponse encore valable. GG

Éd. Buchet-Chastel, 2018, 128 p., 29 €

Jeunes

Oddvin, le prince qui vivait entre deux mondes

Franck Prévot, Régis Lejonc



Dès 8 ans. C'est d'abord un bel album illustré à la manière des parchemins du Moyen-Âge, nous plongeant dans une ambiance de conte ancestral dans le grand nord. C'est aussi l'histoire d'Oddvin, jeune prince aveugle fils d'un roi tyran, qui réussit à s'enfuir sur le dos de son renne lorsqu'une révolte populaire plonge son royaume dans les flammes. Seul avec son ami, il va faire dans les forêts la rencontre de plusieurs animaux qui vont lui apprendre à se mettre à l'écoute des souffrances de son peuple. Un véritable apprentissage de l'humanité et de l'empathie qui va le transformer à jamais. Un conte magique dans lequel les animaux apprennent à vivre aux humains. GG

Éd. Hong Fei, 2018, 40 p., 17,90 €

Mission Zéro déchet

Lucie Vallon et Vincent Bergier



Dès 9 ans. Sous la forme d'une BD, accompagnée de petits jeux, une initiation aux gestes qui permettent de diminuer rapidement le volume de ses déchets : composts, entretien des objets, cuisine à base d'aliments locaux achetés en vrac... Une série de livrets pour initier les plus jeunes aux questions écologiques. FV

Éd. Rue de l'Échiquier jeunesse, 2018, 40 p., 8 €

Musique

Opérette volume 2

Moussu T et lei jovents



Une vague de fraîcheur aux embruns méditerranéens, vivifiante et tonique comme une brise en été, se dégage de cet album de reprises de standards marseillais du milieu du 20^e siècle.

Et peuchère, pas de galéjades ni de sardine obstruant le port pour interpréter 13 titres qui vous embarquent au-dessus des flots bleus aux sonorités jazzy et chantantes comme des ritournelles stridulées par des cigales jouant du banjo sur leurs élytres.

Cet album est hors du temps, des modes et du calibrage musical actuel. Il sonne à l'image d'une société que nous voudrions belle comme

Angèle et dansante comme les promesses d'un glaçon dans un verre de pastis ! Il est amour, légèreté, frivolité et bal populaire sur la Canebière. JP

13 titres, 44 min, production Irfan Le Label, 2018, 15 €

Films

Woman at war

Benedikt Erlingsson



Woman at war, c'est cette femme de caractère, très attachée à sa terre d'Islande et à la nature, qui décide d'agir de manière radicale pour contrecarrer le projet de développement d'une usine de production d'aluminium. Seule (ou presque), elle tient tête au gouvernement islandais et à l'entreprise chinoise qui veut investir dans l'usine, en même temps qu'une possibilité d'adoption se présente à elle. La surveillance et la répression de l'État face à ces actes de sabotage contrastent avec les vies ordinaires des protagonistes. Malgré cela, le film plein d'humour et de poésie est un enchantement. CS

Islande, 101mn, Jour2Fête, 2018

Jeux

Supermaculture



Jeu coopératif pour apprendre en famille les bases du jardinage en permaculture. Sur une à trois saisons, au fil des mois, il faut élaborer une stratégie pour semer, récolter et distribuer à l'AMAP les légumes dont vous aurez pioché les graines au hasard. Des cartes événements viendront perturber ou améliorer le jardinage. Plutôt à destination des apprentis jardinier, ce jeu est parfait pour apprendre la saisonnalité, le besoin (ou pas) d'irrigation et les associations bienfaitrices entre les plantes. Pas de triche ni de compétition, les jardiniers doivent communiquer et construire leur jardin tous ensemble. Dorian Tourin-Lebret, le concepteur du jeu, l'a voulu simple pour être à la portée de toutes. Il a conçu ce jeu : boîtes en bois, impression sous certification Imprim'vert — comme *Silence* —, plateau, jetons et cartes en papier recyclé. Fabriqué en France et distribué par ses soins. DB

À commander sur : <https://www.supermaculture.com/>, 2 à 6 joueurs, à partir de 10 ans (variante à partir de 5 ans), de 20 min à 2 heures, autoproduit, 34,99 €

Nous avons également reçu... 2/2

Roman

■ **La conversion** de Guillaume Portail, Bertrand Méheust, éd. Libre et solidaire, 2018, 348 p., 19,50 €. L'homme le plus riche du monde descend d'une vieille famille aristocratique. Désormais reconverti à la cause de la décroissance, il décide de retourner sa fortune contre le système qui l'a nourri. Un récit qui mêle fiction et actualité et fait apparaître des personnages aussi séduisants qu'inquiétants. Un roman à clés où l'auteur se joue de ses personnages et nous emmène dans un vrai labyrinthe.

■ **Terres fauves**, Patrice Gain, éd. Le mot et le reste, 2018, 208 p., 19 €. Le narrateur de ce thriller est amené à séjourner en Alaska dans un ranch perdu au milieu des étendues sauvages pour l'écriture d'un livre. Mais il va se retrouver au cœur d'un scandale politique qui l'obligera à affronter la violence des humains autant que celle de la nature sauvage. Une course poursuite haletante.

B. D.

■ **Mini et SuperVip**, Bruno Bozzetto et Gregory Panacione, traduction de l'italien Camille Pazsej, éd. Soleil, coll. Métamorphose, 2018, 280 p., 28 €. Sur une Terre polluée à 99,99 %, tout le monde roule en voiture dans une unique mégapole. C'est dans ce monde que les deux frères Zip doivent sauver le monde. Histoire de science-fiction délirante où une invasion extra-terrestre va fournir la clé pour vivre sur une planète dépolluée.

■ **Pan ! t'es mort !** Guersse et Terreur Graphique, éd. Delcourt, coll. Pataquès, 2018, 104 p., 12 €. Gags en une seule page, avec au moins un mort à chaque fois. Cynique et drôle.

Jeunesse

■ **Rien n'arrête Sophie**, Cheryl Bardoe, Barbara Mc Clintock, éd. Des Éléphants, 2018, 40 p., 14 €. Dès 8 ans. Jeune femme au temps de la Révolution française, Sophie Germain est dès l'enfance une mathématicienne passionnée. À force de volonté, elle va briser les murailles machistes qui décrédibilisent toute femme ambitionnant de se tourner vers la science, et devenir une mathématicienne reconnue, résolvant des problèmes alors insolubles.

■ **Les grandes personnes**, Élisabeth Bami, Zelda Zonk, éd. Talents Hauts, 2018, 40 p., 14 €. Dès 5 ans. Sur chaque page, un dessin et une remarque sur les grandes personnes, ces êtres souvent incohérents, pas toujours à l'écoute et qui oppriment trop souvent les enfants. C'est que, bien souvent, elles ont oublié leur enfance, les pauvres...

■ **La belle Airelle**, Charlotte Erlich, Chloé Fraser, éd. Talents Hauts, 2018, 20 p., 15 €. Dès 6 ans. Airelle, l'autruche, vient toute fardée et élégante au bal du village. Mais elle ne peut danser dans cet accoutrement. Une seule solution pour s'amuser : envoyer valdinguer tout ce fatras inutile. Le tout, en rimes. Un album un peu court.

Beau livre

■ **Nuits des Cévennes**, Parc National des Cévennes, éd. du Rouergue / Parc National des Cévennes, 2018, 143 p., 35 €. De superbes horizons nocturnes s'ouvrant sur deux pages, ponctués de quelques textes tour à tour savants et curieux, poètes et passeurs de rêves... On croirait bivouaquer à la belle étoile, plongeant dans la voûte céleste, constellée de mystères. Un beau livre sur la nuit, ce temps si particulier pour la faune, la flore et l'humain, temps "en creux" qui accueille de multiples émotions.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf ?

Errata

Des petites erreurs se sont glissées dans le numéro de décembre, les voici rectifiées :

Page 6, dans l'encart sur les canons à neige, il s'agit de m³ et non de m² ;

Page 8, le vallon des Vans à Chamrousse, n'est pas en Ardèche (où se trouve la commune Les Vans) mais en Isère ;

Page 15 : "le Briançonnais produit 560 kWh par an" il s'agit de kWc. En 2018, 15 toitures photovoltaïques ont vu le jour, totalisant une puissance crête d'environ 560 kWc. Elles produisent 750 MWh/an soit la consommation électrique (hors chauffage) de quelque 235 foyers.

Silence, un outil de "militantisme informationnel" ?

Romane Dubrulle a réalisé en 2018 un mémoire de Master de journalisme à l'université Lyon 2 portant sur *Silence*. L'occasion de s'interroger sur les raisons d'être du média que vous tenez dans les mains.

Selon elle, *Silence* se positionne au sein d'espaces qui peuvent être interprétés comme 'oppositionnels'. La revue "lutte pour sa visibilité au sein de l'espace pu-

blic, afin de diffuser sa vision du monde". En ce sens elle exerce une activité de "militantisme informationnel".

Silence appartient dans le même temps au champ journalistique. "Les pratiques de la revue et sa déontologie, ou éthique, rejoignent celles en vigueur au sein de ce champ".

Le média, en tant qu'alternatif, propose une vision du journalisme et de son rôle dans la société qui n'y est pas majoritaire. Notamment un type de journalisme "qui n'essaierait pas d'être neutre. Il suggère aussi une autre hiérarchisation de l'information, notamment en accordant moins d'importance à celles venant 'd'en haut'".

Enfin, il existe une sorte de "contrat de lecture" entre la rédaction et son lecteur. "Ce dernier est proche idéologiquement et relativement fidèle à la revue. Les représentations lui permettent de se penser en tant que communauté. Les liens créés à l'intérieur de cette communauté sont d'autant plus étroits que *Silence* est une association, dont les activités dépassent la simple lecture d'une revue et appelle à être participative. Le média se positionne alors en tant que médiateur fort au sein de cette nébuleuse".

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 17 et 18 janvier !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **14 et 15 février, 14 et 15 mars, 18 et 19 avril, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9h30** les mercredi 19 décembre (pour le numéro de février), 23 janvier (pour le numéro de mars), 20 février (pour le numéro d'avril), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des infos pour le numéro de février, vous avez donc jusqu'au 2 janvier puis jusqu'au 29 janvier pour le numéro de mars, etc.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : www.revuesilence.net/
rubrique : Comment participer**

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Auvergne-Rhône-Alpes.** Jean-Paul Pellet - Allier. jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25, rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 45 bis, rue de Vayringe, 54000 Nancy, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr

> **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99

> **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03

> **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr

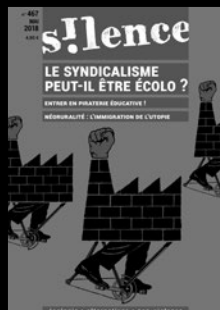
> **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Partenaires





Affiche



100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Commandes

Numéros disponibles

- ☐ 440 Le renouveau de l'Éducation populaire ?
- ☐ 442 Océans, l'urgence méconnue
- ☐ 444 Coopératives, question de taille
- ☐ 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- ☐ 448 Tout le monde en selle !
- ☐ 449 Vivre avec la forêt
- ☐ 450 Genre et éducation alternative
- ☐ 451 Handicaps : conquérir son autonomie
- ☐ 453 Travailler moins, et si on essayait ?
- ☐ 454 Créer des lieux alternatifs
- ☐ 455 Pour des élections moins primaires !
- ☐ 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- ☐ 457 Le chant des luttes
- ☐ 459 Vers une école sans écrans ?

- ☐ 460 Les élections municipales à mi-mandat
- ☐ 461 Cuisines en transition
- ☐ 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- ☐ 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- ☐ 465 Réagir aux violences du quotidien
- ☐ 466 Jouer hors des cases
- ☐ 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- ☐ 468 Rouler pour des idées
- ☐ 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- ☐ 471 L'arbre, cet allié méconnu
- ☐ 472 Nous vieillirons ensemble !
- ☐ 473 La montagne : du calme !

Numéros régionaux

- ☐ 474 Alternatives en Côte-d'Or et Yonne
- ☐ 441 Aude et Pyrénées-Orientales
- ☐ 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise
- ☐ 452 Champagne-Ardenne
- ☐ 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- ☐ 463 Hérault
- ☐ 469 Loire

Cochez le (s) numéro (s) désiré (s). Faites le total (4,80€ l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20€ pour un ex., 4€ pour 2 ex., 5€ pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Je m'abonne à Silence

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

☐ Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- ☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 12 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐ € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- ☐ € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement
un relevé d'identité
bancaire (RIB).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

La ZAD des Lentillères, près de Dijon

Le quartier libre des Lentillères est un quartier maraîcher bigarré né en 2010 à Dijon pour revaloriser et cultiver des terres à l'abandon et menacées par un projet immobilier. Comme à Notre-Dame-des-Landes et dans toutes les autres ZAD, on y expérimente de nouvelles manières de vivre ensemble et de mettre en œuvre la décroissance. Loin de certains stéréotypes misérabilistes, admirons la simplicité et la diversité des habitats auto-construits ou récupérés qui fleurissent entre les potagers, de la petite caravane aménagée à la grande maison écologique en terre et paille.

Photos Anne-Sophie Cléménçon

